

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



**La lutte contre la guerre
est inséparable de la lutte
contre l'inflation et l'austérité**

N° 111

Nouvelle série (n° 717) - Septembre 2022 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Déclaration du secrétariat international
de la IV^e Internationale (16 septembre 2022)** p. 3
- **Capital et militarisme :
la guerre contre le peuple ukrainien** p. 5
- **Les industries d'armement dans le monde :
vers « une économie de guerre »** p. 17
- **Annexe 1**
 - **Le militarisme, champ d'action du capital
(Rosa Luxemburg)** p. 27
- **Annexe 2**
 - **Dynamisme de l'économie et dynamisme
des armements (Léon Trotsky)** p. 35
- **Europe**
 - **Tous les ingrédients d'un soulèvement
des peuples sont rassemblés** p. 37
- **Annexe**
 - **Léon Trotsky et le « tournant français »
(n^{os} 1057 et 1059 de *La Lettre de La Vérité*)** p. 47
- **Etats-Unis**
 - **A deux mois des élections de mi-mandat** p. 54
- **La question ukrainienne**
 - **Léon Trotsky (22 avril 1939)** p. 60



Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale

(16 septembre 2022)

Le secrétariat international de la IV^e Internationale, qui a dès le lendemain du déclenchement de la guerre en Ukraine pris position en disant : « *Ni Poutine ni OTAN !* », constate : la guerre actuelle en Ukraine est devenue, de fait, une guerre mondiale. D'ores et déjà, sur tous les continents, les peuples en subissent les conséquences. Au nom de « l'économie de guerre », c'est l'inflation, la hausse des prix, la paupérisation de centaines de millions d'êtres humains. Cette guerre oppose le régime de Poutine à l'OTAN, alliance offensive pilotée directement par l'impérialisme américain, les bourgeoisies européennes n'étant qu'un supplétif mineur totalement aligné sur Washington. Avec le risque, à tout moment, d'un dérapage incontrôlé ou d'une provocation aux conséquences catastrophiques pour toute l'humanité.

Les buts de guerre sont clairs : d'un côté, l'impérialisme américain entend mettre la Russie à genoux, ouvrant ainsi la reconquête des immenses richesses de ce pays, pétrole et gaz notamment (et personne n'a oublié ce qu'ils ont fait de l'Irak sous prétexte des armes de destruction massive, et des raisons véritables de sa destruction : « *Si l'Irak produisait des carottes, nous n'y serions jamais allés* », avait déclaré à l'époque un responsable américain) ; richesses qui n'ont pu être mises en valeur il y a plus d'un siècle que par la révolution d'Octobre. De l'autre côté, les buts de guerre sont portés par les débris décomposés de la bureaucratie stalinienne, dont Poutine se veut à la fois l'héritier et le syndic de faillite, au compte du système capitaliste. Poutine et ses amis jouent leur survie, suivant ce que sera l'issue des opérations sur le terrain. D'où l'aventure criminelle que fut, le 24 février 2022, l'invasion de l'Ukraine.

Les moyens engagés par l'impérialisme sont sans limites. Le régime de Zelinski ne tient que par les dizaines de milliards de dollars et les armes de dernière génération envoyées par Biden en quantité illimitée, et par tous les gouvernements européens.

Cette guerre n'est pas la nôtre. Avec Karl Liebkecht, seul député du parti de la social-démocratie en Allemagne qui refusa de voter les crédits de guerre en 1914, nous affirmons : « *L'ennemi est dans notre propre pays.* » Des voix s'élèvent aujourd'hui, comme celle de Luigi de Magistris, porte-parole de l'Unione Popolare en Italie, qui déclare : « *Tu ne peux pas dire d'un côté que tu es contre la guerre et de l'autre côté voter pour l'envoi des armes et l'augmentation des dépenses militaires* » ; ou comme celle de la députée Sahra Wagenknecht, qui, dans son intervention au Parlement allemand, dénonce : « *L'idée que nous puissions punir Poutine en plongeant des millions de familles allemandes dans la pauvreté et en détruisant notre industrie, alors que Gazprom réalise des bénéfiques records, n'est-ce pas le summum de la bêtise ? Il faut en finir avec ces désastreuses sanctions économiques.* »

Nous refusons de nous enrôler dans ce qui serait une guerre des « démocrates » contre les « autocrates ». Nous soutenons sans réserve les ouvriers et les jeunes de Russie qui refusent la guerre et parviendront, tôt ou tard, à en finir avec Poutine et son appareil policier. Cette tâche est la leur, et à eux seuls.

Nous ne sommes pas de ceux qui, au nom de « l'urgence humanitaire », organisent l'ingérence au compte des Etats-Unis, qui débouche toujours sur la guerre comme nous l'avons vécu en Somalie, Yougoslavie, Lybie, etc. Le sort des peuples ne saurait être l'affaire de l'OTAN et de l'impérialisme. Déjà, des blocs se constituent (OTAN, rencontre Chine/Russie par exemple), les risques d'un embrasement mondial sont là. Pour nous, combattre la guerre, c'est combattre l'ennemi de classe, l'impérialisme en général et dans chaque pays, qui, pour aller jusqu'au bout de ce qu'il a entrepris dès la victoire de la révolution de 1917, puis avec l'aide du stalinisme et aujourd'hui de Poutine, veut mettre le prolétariat russe à sa botte.

La lutte contre la guerre et le militarisme est indissociable du combat dans chaque pays contre les mesures prises au nom de « l'économie de guerre » (inflation, hausse des prix, etc.), et en premier lieu contre la vie chère, pour le blocage des prix, pour l'augmentation générale des salaires.

A dater de ce jour, et avec effet immédiat, l'ensemble de nos organisations doivent centrer leur activité de propagande et d'organisation sur les mots d'ordre suivants qui deviennent l'axe de notre expression politique dans tous les pays :

1. En tout premier lieu, dans les pays membres de l'OTAN, nous combattons pour la sortie immédiate de l'OTAN et de son commandement intégré. Cela s'impose en particulier à notre section française, la France étant à la fois puissance nucléaire et membre du Conseil de sécurité de l'ONU ; et à notre section allemande, la base de Ramstein étant le centre de commandement de toutes les opérations de l'OTAN en Ukraine.

2. Partout où des bases militaires de l'OTAN existent (et elles sont nombreuses, notamment en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Grèce, en Roumanie, en Belgique), nous combattons pour la fermeture et le démantèlement immédiat de ces bases, dans la ligne de ce qui a été décidé lors de la rencontre ouvrière européenne à Madrid, contre le sommet de l'OTAN, le 25 juin 2022.

3. Nous estimons que l'intérêt de tous les peuples d'Europe, à commencer par le peuple ukrainien, passe par le démantèlement de l'OTAN.

4. Comme l'ont montré les dockers en Italie, nous combattons pour la cessation immédiate d'envoi d'armes en Ukraine.

5. Dans tous les pays, nous exigeons la levée immédiate des sanctions, non seulement celles qui frappent le peuple russe, mais aussi celles qui frappent durement les peuples du Venezuela, de Cuba, de l'Iran et de la Chine. Ces sanctions qui désorganisent notamment tout le système de production d'énergie mettent déjà en grave danger plusieurs secteurs essentiels de l'industrie européenne (aluminium, sidérurgie, etc.), le secteur des transports, et menacent les conditions de travail et d'existence de centaines de millions de travailleurs et de jeunes, sur tous les continents.

6. Il faut arrêter cette guerre tout de suite, ce qui passe nécessairement par un cessez-le-feu immédiat.

7. Ce combat exige également le rétablissement de toutes les libertés démocratiques et des droits syndicaux et politiques en Russie comme en Ukraine, contre la politique de Poutine et Zelenski, qui en Russie rend quasi impossible l'activité des syndicats et qui en Ukraine profite de la guerre pour remettre en cause le Code du travail.

8. Pas un sou pour les budgets de guerre ! Rétablissement immédiat des budgets de santé, d'éducation, etc. Nous rejetons les appels à « l'Union nationale », aux « sacrifices » exigés par l'économie de guerre. Nous combattons dans chaque pays les gouvernements qui prennent prétexte de la guerre pour développer l'inflation, la hausse des prix, la paupérisation.

Capital et militarisme : la guerre contre le peuple ukrainien

La guerre en Ukraine a déjà fait plus de cinq mille morts parmi les civils, exactement 5 024 selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) (1). En seulement quatre mois et demi d'une guerre qui devrait durer des années.

A ce chiffre, il faut ajouter les dizaines de milliers de soldats russes et ukrainiens également tués dans la guerre. D'innombrables blessés. Des millions de personnes ont été chassées de leur foyer. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (2), plus de 5,6 millions de personnes en provenance d'Ukraine ont été enregistrées en Europe. Il y a eu plus de 8,7 millions de mouvements transfrontaliers au départ de l'Ukraine et plus de 7,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine. L'ampleur de ces chiffres est révélatrice du fait que la population résidant dans le pays au début de l'année était de 41 millions.

La dévastation est brutale à tous les niveaux, bien que nous en restions à l'aspect économique pour le moment. Il est certain que le produit intérieur brut (PIB) ne recueille pas toutes les informations pertinentes sur le niveau de l'activité économique, mais c'est bien un indicateur et, en Ukraine, il a déjà chuté de 15,1 % au premier trimestre 2022 par rapport à la même période de 2021, selon l'Agence nationale des statistiques (3). Pour l'ensemble de l'année 2022, le ministre ukrainien des Finances, Serguïy Marchenko, prévoit une baisse d'environ 50 %. Pour sa part, le PIB de la Russie pourrait baisser d'environ 10 % cette année, selon le gouvernement russe lui-même. Dans l'Union européenne, déjà au mois de mai, la Commission européenne a réduit d'un tiers ses prévisions de croissance du PIB pour 2022, de 4 % en février à 2,7 %. Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré en avril (4) que « *la guerre retardera sérieusement la reprise* », revoyant à la baisse ses prévisions de croissance pour 2022 de 4,4 % à 3,6 %. Et il a estimé que dans les économies développées,

l'inflation allait augmenter de 1,8 point par rapport aux prévisions de janvier, pour atteindre 5,7 % (2,8 % dans les autres économies, pour atteindre 8,7 %).

Lorsque le FMI et tous les porte-parole du capital imputent les problèmes à la guerre, ils font tout simplement la même chose que lorsque, en 2021, ils les ont imputés à la pandémie ; ou bien en 2007, à la déréglementation financière excessive, ou bien en 1973 à la hausse des prix du pétrole, etc. Selon eux, il y aurait toujours un « facteur externe » à l'origine des problèmes économiques, qui sont donc toujours sans rapport avec le capitalisme lui-même. Mais ni la pandémie, ni la politique économique, ni les prix de l'énergie ne sont étrangers aux exigences de rentabilité qui régissent l'accumulation capitaliste et détermine, lutte des classes comprise, ce qui se passe réellement.

Comme pour les guerres, qui, dans le capitalisme, ne sont pas des événements circonstanciels mais font inévitablement partie de son existence. C'est pourquoi, depuis l'entrée dans le stade impérialiste, lors de la transition du XIX^e au XX^e siècle, non seulement les guerres n'ont pas disparu, mais elles ont continué et, d'une manière ou d'une autre, elles s'étendent. On prétend souvent que depuis 1945, il n'y a plus de guerres mondiales, mais la réalité est que les guerres continuent d'exister aux quatre coins du monde, elles ne disparaissent même pas dans les régions historiquement les plus avancées, comme l'Europe. Il

(1) Office of the High Commissioner for Human Rights, 12 juillet 2022, consultable sur le site www.ohchr.org et sur la *Lettre d'information* n° 27 du 15 juillet 2022 du Centre régional d'informations pour l'Europe occidentale des Nations Unies.

(2) Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), communiqué du 5 juillet 2022.

(3) Dépêche de l'Agence France-Presse publiée le 12 juillet 2022.

(4) Alfred Kammer, « La guerre en Ukraine porte un coup sévère à la reprise économique en Europe », 22 avril 2022, article consultable sur le *Blog du FMI* : www.imf.org

convient donc d'aborder le lien inextricable entre le capitalisme et la guerre.

COMME LA NUÉE QUI PORTE LA TEMPÊTE, LE CAPITALISME PORTE EN LUI LA GUERRE

Pourquoi la guerre en Ukraine ? Les médias bourgeois expédient la question de la manière la plus simpliste : la diabolisation de la personnalité de Poutine (5). Certes, le rôle d'un leader peut être important, mais les leaders eux-mêmes ne peuvent être compris que dans le contexte d'une réalité sociale donnée. Pourquoi alors faire appel à la personnalité d'un leader pour expliquer la guerre ? La réponse est simple : on prétend ainsi que la guerre est due à un facteur extérieur au capitalisme. Mais rien de ce qui se passe dans une société ne peut être compris indépendamment de la réalité matérielle des intérêts des classes qui la composent. Cette question clé soulevée par Marx en particulier est niée par la propagande qui cherche à semer la confusion dans la classe ouvrière, ce pour quoi elle attribue au marxisme une approche exclusivement économiste, un déterminisme économique qui situerait l'explication de tout problème sur le terrain de l'économie. C'est une caricature, une caricature intéressée qui est destinée à discréditer le marxisme, la seule méthode d'analyse qui permet de comprendre les causes réelles, profondes, des problèmes sociaux, et qui constitue également la référence clé pour l'organisation indépendante de la classe laborieuse.

Dans la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique* de 1859, Marx explique la place qu'occupent les forces productives et les rapports de production dans l'évolution de l'humanité, en affirmant que

« le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique, et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience » (6).

C'est cette conception matérialiste du monde à la base de la méthode dialectique qui permet de comprendre les problèmes sociaux, par opposition à la dialectique idéaliste hégélienne, avec les successeurs de

laquelle Marx et Engels s'étaient brouillés les années précédentes. Il n'y a pas d'économisme là-dedans, comme le souligne Engels trois décennies plus tard :

« D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure — les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats — les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc. —, les formes juridiques et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la *forme*. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré.

Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais, tout d'abord, avec des prémisses et dans des conditions très déterminées. Entre

(5) Par exemple, le spéculateur George Soros déclare : « Poutine semble être littéralement devenu fou. Il a décidé de punir l'Ukraine pour lui avoir tenu tête et semble agir sans retenue. Il lance toute l'armée russe dans la bataille et ignore toutes les règles de la guerre. » (<https://www.eleconomista.es/actualidad/noticias/11662933/03/22/Soros-dice-que-solo-deponer-a-Putin-y-Xi-evitara-la-destruccion-de-nuestra-civilizacion.html>). Ou encore l'ancien fonctionnaire stalinien du Komsomol, puis oligarque, Mikhaïl Khodorkovski, qui affirme que la guerre est une « décision émotionnelle de Poutine », qui montre des « signes de paranoïa sénile » bien qu'il ne soit pas un « fou au sens clinique du terme. »

(<https://www.france24.com/es/programas/la-entrevista/20220309-mijail-jodorkovski-ucrania-rusia-invasion-putin>).

(6) Karl Marx, préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Ed. Sociales, 1972, page 4.

toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif (...) (7).

Rien n'arrive par hasard (*le hasard étant lui-même l'expression contingente de la nécessité selon Hegel et repris par Marx, Ndlr*). C'est pourquoi, afin de comprendre le pourquoi des guerres dans le capitalisme, il est essentiel de partir des déterminants de la reproduction sociale dans l'économie mondiale actuelle, qui sont liés à sa base matérielle. Une économie mondiale qui est capitaliste et qui a donc pour moteur la rentabilité, basée sur l'appropriation par la classe capitaliste du travail non rémunéré de la classe laborieuse (ce qui fonde la notion d'exploitation), grâce à son appropriation des grands moyens de production. Pour le dire plus précisément, son appropriation par les capitaux individuels qui, conjointement et en même temps de manière conflictuelle, constituent la classe capitaliste. Remarque importante car entre eux, inévitablement, a lieu une lutte de plus en plus aiguë, liée à l'étranglement du marché mondial. C'est la lutte concurrentielle, la concurrence de plus en plus féroce et destructrice qui, concrétisée par la lutte pour le marché mondial, est l'un des principaux facteurs directs des guerres. Mais il y a plus : la rentabilité, qui est la force motrice de l'accumulation capitaliste, est soumise à une loi, celle de sa tendance à la baisse. Cette tendance est susceptible d'être contrée ponctuellement, mais chaque fois plus difficilement et, bien sûr, à travers une exploitation accrue ainsi que d'autres éléments de barbarie tels que la guerre elle-même.

Jean Jaurès, dirigeant historique du mouvement ouvrier français, l'a exprimé clairement dans un discours en 1914, peu avant son assassinat le 31 juillet, trois jours après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, à laquelle il s'est opposé : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » (8). En effet, ce n'est qu'autour de ces trois éléments, interdépendants, que l'on peut comprendre le militarisme et sa condition génétique dans le capitalisme, qui est propre au capitalisme : (I) la nécessité d'assurer la domination sur la classe ouvrière afin d'accroître son degré d'exploitation ; (II) l'exacerbation de la lutte concurrentielle dans un marché

mondial incapable de répondre aux besoins de valorisation de l'ensemble des capitaux ; (III) l'exigence de « nouveaux » champs d'accumulation, pour lesquels, selon les termes de Rosa Luxemburg, est mis en avant « *le militarisme comme champ d'accumulation du capital* ». Précisément, elle résume tout cela au début du dernier chapitre, avec ce titre, de son livre de 1913, *L'Accumulation du capital* :

« Le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation. Dans ce qu'on appelle la période de l'"accumulation primitive", c'est-à-dire au début du capitalisme européen, le militarisme joue un rôle déterminant dans la conquête du Nouveau Monde et des pays producteurs d'épices, les Indes ; plus tard, il sert à conquérir les colonies modernes, à détruire les organisations sociales primitives et à s'emparer de leurs moyens de production, à introduire par la contrainte les échanges commerciaux dans des pays dont la structure sociale s'oppose à l'économie marchande, à transformer de force les indigènes en prolétaires et à instaurer le travail salarié aux colonies. Il aide à créer et à élargir les sphères d'intérêts du capital européen dans les territoires extra-européens, à extorquer des concessions de chemins de fer dans des pays arriérés et à faire respecter les droits du capital européen dans les emprunts internationaux. Enfin, le militarisme est une arme dans la concurrence des pays capitalistes, en lutte pour le partage des territoires de civilisation non capitaliste.

Le militarisme a encore une autre fonction importante. D'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation » (9).

Partir de la place centrale occupée par les intérêts matériels n'implique évidemment pas de négliger d'autres éléments superstructurels à caractère historique, situés dans les domaines de la culture, de l'idéologie, etc., influencés en retour historiquement par les éléments économiques.

(7) Friedrich Engels, *Lettre à Joseph Bloch*, 21-22 septembre 1890, disponible sur le site www.marxist.org

(8) Jean Jaurès, « Discours du 7 mars 1895 : Le capitalisme porte en lui la guerre ». Consultable sur le site http://www.jaures.eu/ressources/de_jaures/le-capitalisme-porte-en-lui-la-guerre-1895/31_juillet_1914.

(9) Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, tome 2, Ed. François Maspero, 1967, page 123.

UN EXEMPLE PARTICULIÈREMENT SIGNIFICATIF ET CLAIR : L'EXPANSION DE L'OTAN EN EUROPE

L'activité récente de l'OTAN est un exemple clair de la manière dont ce sont ces facteurs inhérents au capitalisme (exploitation, concurrence et difficultés de valorisation) qui expliquent le caractère inévitable du militarisme. Explicatifs de la guerre en Ukraine dont la compréhension nécessite aussi de considérer quel type de régime est l'Etat russe actuel, quels intérêts il sert, ainsi que de considérer ce qu'est l'OTAN et ce qu'est le régime ukrainien, entièrement subordonné à elle, c'est-à-dire aux Etats-Unis.

Tout d'abord, l'OTAN : comment envisage-t-elle l'extension de ses bases militaires à Rota et Morón, deux villes andalouses du sud de l'Etat espagnol ? Elle invoque la nécessité de disposer de forces d'intervention rapide en Afrique du Nord, ce qui est sans doute vrai de son point de vue, mais pas en raison du risque islamiste, ce qui saute aux yeux si l'on considère que cette expansion a lieu immédiatement après les soulèvements populaires qui ont débuté en décembre 2010 en Tunisie et en janvier 2011 en Egypte (10). C'est donc le premier facteur que nous avons signalé : tenter d'assurer la domination de classe, concrétisée dans la capacité de réprimer les plus que prévisibles explosions sociales, fruit de la dévastation sociale causée par les politiques impérialistes (11).

Le deuxième facteur est la lutte pour le marché mondial, dont la fraction européenne fait l'objet de l'intérêt du capital russe dans certains secteurs, en particulier l'important secteur de l'énergie, qui intéresse également le capital américain face aux difficultés croissantes qu'il rencontre pour réaliser sa valorisation, intérêt réel également dans le secteur de l'énergie. Depuis que le secrétaire d'Etat américain de l'époque, M. Baker, s'était engagé auprès de Gorbatchev, en mars 1990, à ne pas élargir l'OTAN vers l'Europe de l'Est, cette organisation militaire est passée de 16 à 30 Etats membres et les 14 nouveaux membres sont précisément issus de cette région : la Tchéquie, la Hongrie et la Pologne en 1999 ; la Bulgarie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Roumanie en 2004 ; l'Albanie et la Croatie

en 2009 ; le Monténégro en 2017 et la Macédoine du Nord en 2020. Ils sont 15 si l'on considère l'incorporation de l'ancien territoire allemand de la RDA en raison de son absorption par la RFA (en outre, dans la foulée de la guerre, tant le gouvernement finlandais que le gouvernement suédois ont demandé le 18 mai l'intégration de leur pays à l'OTAN, ce qui a été accepté et sera bientôt mis en œuvre).

En définitive, cet élargissement ne peut être compris qu'en termes de contrôle du marché européen poursuivi par les Etats-Unis, par le biais de la subordination des Etats européens via l'OTAN. De là à la guerre, il n'y a qu'un pas qui a déjà été franchi, car la concurrence, qui fait partie de l'ADN du capitalisme, par laquelle est partagé le fruit de l'exploitation, la plus-value, ne prend pas et ne pourrait pas prendre des formes civilisées. Elle se déploie de la manière violente qui caractérise l'ensemble de l'accumulation du capital, notamment face à l'étroitesse du marché mondial pour les besoins de valorisation de l'ensemble des capitaux, expression des contradictions croissantes du capitalisme :

« Tandis que la puissance de production augmente en raison géométrique, l'extension des marchés augmente, si l'on met les choses au mieux, en raison arithmétique » (12).

Et le troisième facteur est la contribution que représente le militarisme en tant que champ de valorisation du capital. Dans un contexte présidé par les difficultés économiques de longue date, est évident l'énorme espace commercial offert par les mouvements expansionnistes de l'OTAN susmentionnés au cours de la période récente. En 2021, pour la première fois dans l'histoire,

(10) En 2011, la Special Purpose Marine-Air-Ground Task Force-Africa (SP-MAGTF-AF) a été créée, basée à Morón, et en 2013, elle a été élargie en ajoutant « Crisis Response » à son nom.

(11) Cela a été tragiquement confirmé une fois de plus par la répression criminelle des forces de sécurité marocaines et espagnoles le 24 juin à la fameuse clôture de la ville de Melilla, colonie espagnole en Afrique, qui a entraîné la mort de plusieurs dizaines de personnes, dont le nombre exact est encore inconnu. Des immigrés à qui l'on reproche d'avoir exercé leur droit d'échapper, péniblement, à la dévastation susmentionnée causée par l'impérialisme dans leur pays d'origine.

(12) Friedrich Engels, « Préface de l'édition anglaise, 5 novembre 1886 », Karl Marx, *Le Capital*, tome 1, Ed. Sociales, 1977, page 28.

les dépenses militaires ont dépassé les deux mille milliards de dollars, exactement 2,1 mille milliards de dollars selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), soit plus de 2,5 % de la production mondiale (13). Le chancelier allemand Scholz a annoncé le 27 février — trois jours seulement après le début de la guerre — une augmentation des dépenses militaires de l'Allemagne de 100 milliards d'euros (14) afin de répondre à l'exigence américaine selon laquelle les pays européens doivent consacrer au moins 2 % de leur PIB aux dépenses militaires.

Dans un contexte économique marqué par la dislocation du marché mondial, un tel coup de pouce à la demande représente un cadeau pour les capitaux consacrés à la vente d'armes. Un secteur largement dominé par les entreprises américaines, qui occupent en 2020 les cinq premières places au niveau mondial et comprennent 41 des 100 premières, représentant 285 milliards de dollars, soit 54 % du total (1,9 % de plus que l'année précédente). Il n'y a que cinq entreprises chinoises, et leurs ventes, en hausse de 1,5 %, représentent 66,8 milliards, soit 13 % du total. En d'autres termes, bien que la Chine ait une population 4,3 fois plus importante que celle des Etats-Unis, sa part dans cette liste des 100 est 4,3 fois plus faible (15).

En définitive, le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage et, pour cette raison même, dans sa situation actuelle d'une sorte de « crise chronique » conforme à son stade impérialiste, ce trait de l'ADN capitaliste qu'est le militarisme et donc la guerre, ne peut que s'exprimer sous des formes de plus en plus aiguës.

L'ARRIÈRE-PLAN ÉCONOMIQUE DE LA GUERRE CONTRE LE PEUPLE UKRAINIEN

Ce 24 février de l'actuelle année 2022 est lancée l'attaque militaire de l'État russe contre l'Ukraine. Cela constitue déjà en soi un crime contre le peuple ukrainien et contre les peuples du monde entier, ce qui caractérise donc le régime russe actuel. Mais ce serait une demi-vérité, et donc un mensonge, de ne pas mentionner la responsabilité directe de l'OTAN dans cette guerre, qu'elle a provoquée par sa politique

agressive contre la Russie (comme le montre l'élargissement à l'Est mentionné plus haut). Ainsi, l'OTAN est également dépeinte comme l'organisation criminelle qu'elle est, tout comme le régime ukrainien qui lui est entièrement subordonné et qui souffre de carences aussi élémentaires que le droit d'association politique. Pendant la guerre, la persécution s'est intensifiée, avec l'interdiction de onze partis en mars et l'annonce de l'interdiction possible de seize autres en juin. Mais déjà en juillet 2015, sous Porochenko, les partis se réclamant du communisme ont été interdits.

Qu'est-ce que l'État russe actuel ? Bien que le sujet mériterait d'être développé plus en détail, nous allons au moins essayer d'en consigner les aspects les plus substantiels. Après la dégénérescence bureaucratique stalinienne qui s'est largement développée à la fin des années 1920 et a culminé dans les années 1930 avec l'extermination de toute l'avant-garde bolchevique de 1917 pendant la Grande Terreur de 1937-1939, l'URSS a constitué un cas particulier. Jusqu'à son auto-dissolution en décembre 1991, se sont maintenues l'expropriation du capital et de la propriété foncière gagnée par les masses en 1917 ainsi que la destruction qui en découlait de l'État bourgeois et oligarchique, de sorte qu'a continué d'exister l'État qui l'avait remplacé, un État ouvrier. Le fait que ce dernier se retrouvera entièrement bureaucraté a empêché toute avancée dans une transition socialiste qui, de toute façon, n'aurait pu être complète qu'à l'échelle mondiale (16).

Néanmoins, avec toutes ses contradictions, l'État ouvrier a continué d'exister, dès lors en tant qu'État ouvrier dégénéré. En 1991, s'est réalisée la prédiction que Léon Trotsky avait formulée en 1938 dans le programme fondateur de la IV^e Internationale dans la première option du dilemme :

(13) Rapport du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), note du 26 avril 2021, consultable sur le site www.sipri.org

(14) Le chancelier allemand Olaf Scholz s'est exprimé en ce sens au Bundestag lors d'une session extraordinaire le 27 février 2022.

(15) Données SIPRI : https://www.sipri.org/sites/default/files/2021_12/sipri_top_100_pr_esp.pdf.

(16) A cet égard, outre les nombreux textes produits par la IV^e Internationale, dont beaucoup ont été publiés dans ces mêmes pages de *La Vérité*, voir aussi Arrizabalo (2018), *Enseñanzas de la Revolución rusa (Interpretación marxista de la experiencia soviética a través de sus textos)*, IME, Madrid, pages 131-211.

« Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, *devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier*, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme » (17).

La signification de la restauration capitaliste a différentes implications, dont la compréhension exige de préciser, en premier lieu, le caractère du capitalisme à la fin du XX^e siècle. L'exacerbation de tous ses traits impérialistes qui le déterminent interdit toute illusion de nouveaux développements capitalistes possibles qui puissent permettre un développement des forces productives. Car ce qui caractérise de plus en plus le stade impérialiste, c'est la systématisation de la destruction des forces productives, non seulement par les crises, les guerres, le pillage des ressources naturelles, mais surtout par la dévaluation de sa composante principale, qui est la force de travail. Il est donc insensé de penser qu'une bourgeoisie russe progressiste aurait pu se former, appuyée sur un Etat bourgeois russe également progressiste.

Au-delà de certaines péripéties, notamment dans les divergences entre Eltsine et Poutine, l'inévitable dénominateur commun est qu'il n'existe pas de classe bourgeoise en tant que telle, mais une oligarchie dont les privilèges découlent de l'appropriation des richesses du pays dans le processus de privatisation — et donc de pillage, comme toujours. Et l'Etat correspondant est un Etat à caractère oligarchique, soumis autant que possible aux exigences impérialistes. Ce n'est pas par hasard si, en ce sens, les différents secteurs de la vieille bureaucratie stalinienne, et surtout l'un de ses noyaux durs, l'appareil répressif, dont Poutine lui-même, ancien chef du KGB, est le meilleur exemple, occupent une place importante dans cet Etat. En définitive, bien que certaines pratiques telles que l'attaque contre l'Ukraine puissent revêtir des formes impérialistes, la Russie, avec son économie d'exportation primaire, n'a pas tout ce qu'il faut pour être identifiée comme une puissance impérialiste.

L'oligarchie russe s'insère dans le marché mondial sur la base de son statut de propriétaire des grandes richesses du pays, qui sont surtout ses ressources naturelles, après les destructions industrielles subies avant 1991 et après [entre 1989 et 1996, le PIB

par habitant a chuté de 45 % (18)]. Et quelle place peut occuper une telle oligarchie dans le marché mondial qui, comme nous l'avons expliqué dans les numéros précédents de *La Vérité*, est de plus en plus étroit par rapport aux besoins de valorisation du capital ? Une place très limitée et précaire. Pour le dire très concrètement, avec l'exemple de l'énergie : le marché européen est un marché attractif, surtout en raison du niveau de revenu — et donc de consommation — de la région. Un marché dans lequel, selon l'Agence internationale de l'énergie, la Russie disposait d'un poids important, « environ 45 % des importations de gaz de l'UE en 2021 et près de 40 % de sa consommation totale de gaz » (19). Mais le capital américain a également les yeux rivés sur la Russie. C'est pourquoi nous évoquons le rôle du « facteur économique » en citant Marx et Engels : parce que la politique agressive de l'OTAN à l'égard de la Russie ne peut être comprise que comme expression des besoins économiques du capital financier américain. Et parce que le caractère du régime russe ne peut être compris que comme expression des besoins économiques de l'oligarchie russe. Dans les deux cas, ils sont donc confrontés, en premier lieu, à leurs propres populations. Et puis ils se font face, bien que de manière très asymétrique. En 2021, les dépenses militaires américaines étaient de 800 672 millions de dollars, contre 65 908 en Russie, soit douze fois plus alors que la population n'est que 2,3 fois plus importante. Plus de cinq fois plus (5,3) en termes du nombre d'habitants (20).

Le régime russe lance la guerre afin de limiter l'expansion de l'OTAN en Europe, afin de préserver une place sur le marché mondial pour les capitaux qu'il sert. Mais l'OTAN est le bras armé du capital financier américain, désireux de s'emparer d'une part aussi importante que possible du marché européen. La création de l'OTAN en 1949 a

(17) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale, Programme de transition*, Ed. Sélio, avril 2013, page 60.

(18) Xabier Arrizabal Montoro, *Capitalisme et économie mondiale*, IME, août 2017, éd. française, Madrid, page 707.

(19) Agence internationale de l'énergie (2022) ; A 10-Point Plan to Reduce the European Union's Reliance on Russian Natural Gas, 3 mars 2022, <https://www.iea.org/reports/a-10-point-plan-to-reduce-the-european-unions-reliance-on-russian-natural-gas>.

(20) Données SIPRI : <https://milex.sipri.org/sipri>.

parachevé dans le domaine militaire la domination impérialiste des Etats-Unis, pleinement établie après la Seconde Guerre mondiale, grâce à la collaboration non seulement des partis social-démocrates, mais aussi des staliniens. L'une des premières fonctions adoptées par l'OTAN nouvellement créée a été la gestion des fonds du plan Marshall, qui n'étaient pas destinés à la reconstruction économique de l'Europe mais à la forme spécifique de reconstruction qui était fonctionnelle pour le capital financier américain, dans le cadre duquel se trouve l'origine de l'actuelle mal nommée Union européenne (UE). La subordination des Etats européens à l'égard des Etats-Unis s'est poursuivie depuis lors. Elle s'exprime notamment dans la formation de l'UE par le traité de Maastricht de 1991, faisant suite à l'Acte unique de 1986, qui en fait totalement l'instrument de l'application en Europe des politiques d'ajustement permanent du FMI.

Le déroulement de la guerre révèle toutes les contradictions de la situation actuelle. Depuis l'impuissance du régime russe jusqu'aux limites de la domination de l'impérialisme américain pour imposer des éléments d'ordre, tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelle régionale, malgré la disponibilité de l'UE à son service. Nous l'avons expliqué dans l'article « *La dislocation du marché mondial comme expression de la crise du capitalisme* » du n° 110 de *La Vérité* : ni ordre américain ni locomotive chinoise. Les contradictions ne cessent de s'intensifier. Les Etats-Unis sont le géant de l'économie mondiale, un géant aux pieds d'argile en raison de ses contradictions, mais qui, par le biais de l'OTAN, discipline totalement les puissances impérialistes européennes en plein déclin. Aujourd'hui, ils réalisent près de 40 % des dépenses militaires globales (800 672 millions de dollars, soit exactement 37,9 % du total de 2 113 310 millions de dollars). Face à cela, les 27 pays de l'UE représentent ensemble 257 096 milliards de dollars, soit moins d'un huitième de ceux du monde (12,2 %), et de plus leurs dépenses sont subordonnées aux directives de l'OTAN. Même pas un tiers de celles des Etats-Unis (même si leur population, 447 millions de personnes, représente 35 % de plus que les 332 millions des Etats-Unis). Les dépenses militaires de la Chine sont également loin derrière, malgré une population plus de quatre

fois supérieure à celle des Etats-Unis, comme indiqué ci-dessus : 293 352 millions d'euros au total, soit à peine plus d'un tiers des dépenses américaines (36,6 %).

De plus, l'impérialisme américain cherche à s'assurer une domination sans partage dans les exportations d'armes. En effet, et compte tenu des coûts, pour réaliser leurs profits les trusts de l'armement ont besoin d'une échelle de vente très étendue. Les exportations russes ou chinoises dans ce secteur sont vues comme une concurrence dangereuse. En coupant les approvisionnements des secteurs de pointe, le blocus associé à la guerre tente de détruire la possibilité pour la Russie de soutenir cette concurrence. Bien entendu, la Chine est dans la ligne de mire. Quant aux trusts européens, ils doivent eux aussi tenter d'élargir leurs exportations, alors que l'annulation de la vente de sous-marins français à l'Australie a illustré leur subordination.

Les exportations d'armes s'accompagnent de nombreux « services » — entretien, formation, conseils, prêts — qui donnent un moyen d'influence et de contrôle de l'appareil militaire et financier de l'Etat acheteur.

Pendant ce temps, les grands capitaux continuent leur business avec la mort, mais la classe laborieuse et les peuples dressent de multiples expériences de résistance aux quatre coins du monde.

LES POLITIQUES DE GUERRE SONT UNE DÉCLARATION DE GUERRE CONTRE LA CLASSE LABORIEUSE ET LES PEUPLES

Les politiques de guerre prennent la forme de diverses mesures dont le dénominateur commun est l'attaque contre les conditions de vie de la classe laborieuse, approfondissant ainsi l'orientation de l'ajustement permanent « fondomonétariste » (*c'est-à-dire du Fonds monétaire international – FMI, Ndlr*), qui préside à l'économie mondiale depuis quatre décennies maintenant. En effet, la guerre lancée par le régime russe dirigé par Poutine, mais à l'instigation de l'OTAN — à laquelle l'UE et tous les gouvernements de ses pays membres sont entièrement subordonnés —, est le prétexte à l'intensification de ces politiques.

Tout d'abord, l'orientation des budgets publics vers la guerre, pour laquelle une

gigantesque campagne de promotion de la peur est mise en place, notamment à la télévision, qui de plus favorise la confrontation entre les peuples en encourageant la russo-phobie. Nous sortons d'une période de coupes budgétaires constantes pour les services publics, jamais inversées, pas même pendant les moments les plus dramatiques de la pandémie, et pas seulement dans le domaine de la santé. Par exemple, n'ont jamais été mis à disposition les fonds qui auraient permis de rétablir le seul enseignement qui puisse être démocratique, c'est-à-dire l'enseignement public en présentiel. Cependant, les gouvernements, notamment européens, répondent immédiatement à la demande américaine d'augmentation des dépenses militaires. Outre le cas précité de l'Allemagne, en France, Macron a l'intention de faire passer une Loi de programmation militaire 2024-2030 pour augmenter encore plus des dépenses qui, après l'augmentation de 7,4 % en 2021, atteignent déjà 56 647 millions d'euros, juste au seuil de 2 % du PIB. Le gouvernement espagnol, autoproclamé progressiste, s'engage également à approuver un supplément d'un milliard d'euros pour entrer dès maintenant, sans attendre le budget 2023, sur la voie des 2 % du PIB en 2029 contre 1,4 % actuellement. La Première ministre suédoise Magdalena Andersson, du parti social-démocrate, a déclaré le 10 mars que « la dotation de défense devrait être portée à 2 % du PIB dès que possible » (21). Et tous suivent. Une fois encore, il est clair qu'il n'y a pas d'austérité lorsqu'il s'agit des dépenses exigées par le capital, que ce soit pour le sauvetage des banques ou pour les exigences du complexe militaro-industriel, etc. (22).

Il est important de souligner la place subordonnée de l'UE, qui révèle son vrai visage face à toute illusion contraire. L'augmentation des dépenses militaires obéit directement aux exigences américaines, tout comme l'adoption de sanctions contre la Russie, qui, en plus de nuire au peuple russe et non aux oligarques, nuit également aux peuples européens, mais aussi aux capitaux européens dans leur lutte concurrentielle sur le marché mondial. La subordination européenne s'est bien reflétée dans la conférence de presse conjointe de Biden et Scholz le 7 février (23), qui par conséquent a précédé la guerre, lorsque le président américain a répliqué sèchement

par la négative à la question de savoir si le gazoduc Nord Stream 2, déjà construit et très utile pour l'économie allemande, serait mis en service.

Il y a tout juste un an, en juillet 2021, l'UE a célébré l'approbation du plan « Next Generation », qui est censé stimuler l'économie de la région à hauteur de 750 milliards d'euros. De ces fonds, dont plus de la moitié compteront comme de la dette et seront soumis à la conditionnalité habituelle des mal nommées réformes, seules en ont bénéficié les grandes entreprises de l'énergie, des télécoms et autres, pour lesquelles a été élaborée la rhétorique de l'économie numérique et l'économie verte.

Entreprises dans l'Etat espagnol ayant présenté les plus gros budgets (24)

Société	Principal secteur d'activité	Nombre de projets	Montant total (millions d'euros)
Iberdrola	Energie	175	30 000
Endesa	Energie	110	19 000
Naturgy	Energie	100	13 000
ACS	Bâtiment		8 500
Acciona	Bâtiment		7 000
Repsol	Energie	30	6 000
Ferrovial	Bâtiment	37	5 000
Enagás	Energie	50	5 000
Telefónica	Communications		4 000

Il n'y a rien de fantaisiste à affirmer que cette orientation des dépenses est incompatible avec le nécessaire financement des services publics, qui constituent le salaire indirect de la classe ouvrière, dans des domaines

(21) <https://www.efe.com/efe/espana/mundo/suecia-elevara-el-gasto-militar-al-2-del-pib-tan-pronto-como-sea-posible/10001-4757630>.

(22) Il faut également garder à l'esprit qu'il existe des dépenses militaires camouflées dans d'autres ministères. En Espagne, les dépenses militaires réelles s'élèvent à 22 796 millions d'euros, soit plus que le montant alloué au ministère de la Défense (10 155 millions), ce qui équivaut à 1,9 % du PIB. Données extraites de Ortega P., Bohigas X. et Sánchez Q. (2021), « El gasto militar real del Estado español para 2022 », Rapport du Centre Delàs, décembre 2021. Voir également la *Lettre hebdomadaire du POSI*, n° 887, 16 mai 2022, « La industria de armamentos sustenta al capitalismo moribundo », consultable sur www.posicuarta.org

(23) Conférence de presse commune du président américain Joe Biden et du chancelier allemand Olaf Scholz à la Maison-Blanche, à Washington, lundi 7 février 2022, dépêche AFP du 8 février 2022.

(24) González E., Scherer N. et Blázquez N. (2021) ; « Fondos europeos : al rescate del capitalismo español », *El Salto*, 18 juin, page 50.

tels que la santé et l'enseignement. Ce n'est pas davantage fantaisiste que de considérer que cette dette sera utilisée plus tard pour essayer de faire passer de nouvelles réductions des dépenses sociales publiques, puisqu'il s'agit d'un fait qui a été répété à maintes reprises.

Mais il n'y a pas que l'attaque contre les salaires à travers ce mécanisme, il y en a une autre, plus directe : l'inflation. Une autre preuve que la crise était déjà là, ainsi que son expression en termes de dislocation du marché mondial, c'est le processus inflationniste en cours. Un autre exemple est le cas de l'Espagne, où, face à une augmentation de l'IPC (*Indice des prix à la consommation*, Ndlr) de 6,5 % en 2021, les salaires négociés dans les conventions collectives n'ont augmenté que nominalement de 1,55 % en moyenne, subissant ainsi une perte de près de 5 points de pourcentage (4,95 %). Les salaires fixés par le gouvernement, ceux des employés publics, ont augmenté nominalement de 2 % et enregistrent donc une baisse réelle de 4,5 %. Et tout cela en supposant que l'IPC refléterait bien l'augmentation du panier des achats quotidiens pour la classe laborieuse. Bien que le moment ne soit pas venu de détailler les causes de l'inflation, il convient cependant de noter qu'elles sont l'expression de la situation chaotique du marché mondial, qui a donné lieu à une lutte distributive d'une telle ampleur que toute prétention à une certaine stabilité est purement illusoire. Et le capital et les États à son service s'acharment sur les conditions de vie de la classe laborieuse. L'inflation augmente automatiquement le poids de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et autres impôts indirects qui frappent les travailleurs et les retraités, tandis que des allègements d'impôts sont programmés pour les capitalistes au nom de la compétitivité et de l'attractivité. Outre les difficultés d'approvisionnement, la situation conduit la FAO à donner l'alerte sur « *une crise alimentaire généralisée imminente, la faim menaçant la stabilité de dizaines de pays* » (25).

Dans ce contexte, les gouvernements entendent intensifier les politiques d'ajustement sous le leurre que la situation est exceptionnelle et que « *nous devons tous nous serrer la ceinture* », même en promouvant de prétendus « *pactes de revenus* » qui empêcheront l'aspiration légitime de la classe laborieuse à protéger ses conditions

de vie face à l'inflation. C'est l'appel à l'union sacrée une fois de plus, car la domination capitaliste nécessite de neutraliser la résistance de la classe ouvrière en favorisant une prétendue communion d'intérêts entre les classes opposées, qui prétend faire passer pour intérêts collectifs ceux qui ne sont que les intérêts de la classe exploiteuse. Parce que toutes les mesures ont un biais de classe brutal, comme avec la dérégulation qui permet de refuser la reconnaissance légale des relations salariales avec les faux stagiaires et les faux indépendants autonomes. C'est ce qu'on appelle l'ubérisation, contre laquelle s'étendent de plus en plus de mobilisations.

C'est aussi la négation des droits démocratiques les plus élémentaires, comme le droit de grève, par le gouvernement britannique, qui, le 21 juillet, a modifié la loi pour autoriser les briseurs de grève (26). Il ne s'agit pas d'une exception, mais d'une orientation générale des gouvernements au service du capital, comme l'illustre si bien la déclaration sur Twitter du ministre britannique des Affaires, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle, Kwasi Kwarteng :

« Aujourd'hui, nous avons modifié la loi pour permettre aux entreprises touchées par une grève d'embaucher des travailleurs temporaires qualifiés afin d'atténuer les perturbations. C'était autrefois une infraction pénale. C'est désormais une option pour les affaires. Nous ne permettrons pas que les syndicats arrêtent notre économie » (27).

C'est la même orientation du régime russe, dont le Parlement a adopté le 4 mars dernier une loi qui prévoit des peines de prison pouvant aller jusqu'à 15 ans pour les délits d'opinion. C'est la même orientation du régime ukrainien, qui a promulgué le 15 mars la loi 7160 pour suspendre *de facto* la législation du travail. C'est la même orientation du régime américain qui, le 24 mars dernier, par le biais de la Cour suprême, remet en cause la libre interruption de grossesse. Et ainsi de suite.

(25) <https://www.fao.org/newsroom/detail/fao-and-wfp-warn-of-looming-widespread-food-crisis-as-hunger-threatens-stability-in-dozens-of-countries/es>

(26) Le 21 juillet 2022, la loi qui interdisait aux entreprises de recruter des intérimaires pour casser les grèves a été abrogée. C'est une attaque majeure contre le droit de grève, puisque ce qui était jusqu'alors un délit devient une manière « légale » de briser une grève.

(27) Tweet du ministre anglais Kwasi Kwarteng du 21 juillet 2022.

CONTRE LA GUERRE, CONTRE L'OTAN, CONTRE L'EXPLOITATION

Sous des formules telles que le « dialogue social », on tente de lier les mains et les pieds des organisations de travailleurs pour essayer de les empêcher d'accomplir la tâche pour laquelle elles ont été construites, qui n'est autre que la défense inconditionnelle des aspirations légitimes de la majorité, la classe laborieuse. Face à cela, et contre tous les faux-semblants d'une prétendue dérive à droite sociale, alibi de ceux qui collaborent activement et/ou passivement avec le capital financier, le fait est que les expressions de résistance se multiplient partout. Comme le reflète si bien le bilan de la dernière année pré-pandémique, 2019, avec les immenses mobilisations qui ont eu lieu en Algérie, à Hong Kong, en Irak, au Chili, en Equateur, en France, etc.

La classe laborieuse et les peuples ne sont pas résignés. Aucune conférence de paix intergouvernementale, aucun appel à l'ONU ne résoudront les problèmes. Parce que la guerre fait inévitablement partie, comme nous l'avons expliqué, du processus d'accumulation capitaliste. C'est pourquoi ce n'est pas seulement le peuple ukrainien qui est pris en otage par le régime de Poutine et l'OTAN et leurs gouvernements fantoches, mais avant tout le gouvernement ukrainien lui-même. C'est la classe laborieuse de tous les peuples du monde. Et seule leur action indépendante et coordonnée, fraternelle, peut ouvrir une véritable issue à la situation. Comme l'ont fait dans les années 1915 et 1916, pendant la Première Guerre mondiale, les conférences de Kienthal et de Zimmerwald, qui ont préparé le terrain pour la résistance à la guerre, décisive pour les révolutions de 1917 et 1918 en Russie, en Allemagne et dans d'autres pays.

C'est dans ce sens que deux conférences ont été organisées en Europe. Le 9 avril, à peine un mois et demi après le début de la guerre, à l'instigation du Parti ouvrier indépendant français (POI) et du Courant de la nouvelle gauche grecque (NAR). Et le 25 juin à Madrid, organisée par les deux organisations et l'organisation locale du Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples (CATP), coïncidant avec le sommet de l'OTAN qui devait se tenir dans la ville trois jours plus tard.

Le mot d'ordre est sans équivoque, contre la guerre, contre l'OTAN et contre l'exploitation, car ils ont tous la même origine : les exigences de rentabilité, moteur du capitalisme dont la survie n'est déjà plus qu'une source de destruction de plus en plus grande.

Il ne s'agissait pas d'une réunion de sommités, mais d'une rencontre basée sur les expériences de résistance aux exigences du capital, dont la crise s'éternise sous une forme ou une autre depuis des décennies. Comme l'expriment, outre la pandémie, l'inflation, les privatisations, la déréglementation, etc., mais aussi toutes les politiques de destruction imposées par la dislocation du marché mondial exprimée par la crise liée à la baisse tendancielle du taux de profit, que Marx a formulée il y a un siècle et demi. Des résistances qui se concrétisent dans la défense des retraites publiques, des services publics qui constituent un salaire indirect comme la santé ou l'enseignement, de l'emploi industriel face à sa destruction, du droit à une vie décente pour les jeunes, de l'émancipation des femmes travailleuses dans le cadre de l'émancipation de la classe ouvrière.

Avec un postulat non négociable : le seul engagement est celui des revendications, et donc contre toute union nationale qui les abandonne au profit des intérêts des exploités, fallacieusement présentés comme des intérêts nationaux. La défense inconditionnelle des revendications peut seule ouvrir une issue. Défense inconditionnelle et donc indépendante de tout engagement envers toutes et chacune des institutions du capital, et donc des Etats bourgeois. Et unitaire, internationaliste, car la lutte de chaque peuple s'inscrit dans une lutte commune, celle de la classe ouvrière à l'échelle mondiale pour l'émancipation de l'humanité à l'égard de toutes les formes d'oppression.

L'appel issu de la conférence du 25 juin est clair à ce sujet :

« Cette guerre n'est ni une guerre pour défendre la Russie, comme le prétend Poutine, ni une guerre "pour défendre les valeurs de l'Europe", comme le prétendent Biden, Scholz, Johnson, Macron et Draghi. La guerre qui dévaste l'Ukraine oppose, pour le contrôle de la distribution des matières premières, les oligarques russes, représentés par Poutine, aux chefs des monopoles impérialistes, représentés par les chefs des Etats membres de l'OTAN.

C'est une guerre entre prédateurs qui ont pris en otage le peuple ukrainien ; c'est une guerre dont l'horreur sert de prétexte à la plus formidable campagne de réarmement de toute l'Europe (...).

Seuls la classe ouvrière et les peuples d'Europe peuvent arrêter cet engrenage mortel !

Seule la classe ouvrière et les peuples d'Europe peuvent inverser les budgets d'armement et imposer que ces centaines de milliards alloués à la guerre soient utilisés pour la reconstruction des systèmes de santé, des systèmes d'enseignement public, etc. (...).

Des mobilisations et des protestations contre la guerre ont lieu dans différents pays (...).

Avec toutes ces mobilisations, nous demandons :

Fermeture des bases de l'OTAN, laissez les soldats rentrer chez eux !

(...) Il est temps de mettre fin à un système capitaliste qui, par la guerre, et avec le profit comme seule règle, détruit tout, vies, villes, civilisation et environnement.

Arrêt immédiat des hostilités militaires.

C'est au peuple ukrainien qu'il revient de décider de son sort.

Que la Russie se retire de l'Ukraine, que l'OTAN et l'UE cessent d'intervenir et de s'étendre en Ukraine et dans tout autre pays.

Nous sommes aux côtés de ceux qui se mobilisent contre l'entrée de leur pays dans l'OTAN.

Nous luttons contre les alliances militaires (OTAN, AUKUS...).

Pas de fourniture d'armement, car elle participe à l'escalade de la guerre.

Nous nous battons pour l'annulation des budgets militaires. Consacrer ces milliards à la santé, à l'enseignement, aux chômeurs, aux besoins sociaux, et non aux armes.

La mobilisation de millions de personnes contre les gouvernements, l'UE et l'OTAN est le seul moyen d'arrêter les guerres du capital » (28).

Ce sont des revendications claires, sans appel : fermeture des bases de l'OTAN et retour des troupes. Pour l'arrêt immédiat des hostilités militaires, pour que l'armée russe se retire d'Ukraine et pour l'arrêt de l'intervention de l'OTAN et de l'UE à son service. Pas de livraison d'armes, qui alimentent l'escalade de la guerre. Annulation des pré-budgets militaires. Fonds publics pour les dépenses sociales. Retrait des sanctions qui punissent davantage la classe ouvrière, les peuples.

Le lendemain, dimanche 26 juin, une manifestation contre l'OTAN a eu lieu. La conférence y a participé avec un cortège composé des délégations allemande, belge, espagnole, française, grecque, portugaise, roumaine... et l'image qu'elle a constituée reflétait clairement la seule perspective réelle pour la solution des problèmes : la lutte internationale de la classe ouvrière.

Xabier Arrizabalo

26 juillet 2022

(28) Appel publié dans *Informations ouvrières*, n° 712 (du 30 juin au 6 juillet 2022), pages 10 et 11.



Déploiement de chars lourds américains sur la base de Prabadé, en Lituanie, en octobre 2019, sous la surveillance de soldats de l'US Army.



Les chars blindés de l'armée française sur les Champs-Élysées, le 14 juillet 2022.

Les industries d'armement dans le monde : vers « une économie de guerre »

LE capitalisme cherche les moyens de sa survie à travers la destruction des forces productives. La guerre en est le moyen. Encore aujourd'hui, la guerre est présentée comme le produit d'une fatalité, un totem auquel il faudrait sacrifier les jeunes générations au nom du « bien commun ». Qui arme qui ? Qui produit les armes ? Qui engendre la violence ?

Depuis 1990, les Etats-Unis, premier exportateur d'armement, sont à l'initiative d'au moins vingt-six interventions militaires, guerres et occupations. Pour la même période, la Russie en a onze à son actif, la France onze également.

Un premier fait demeure : la grande majorité des personnes touchées par les conflits armés sont des civils, en particulier les femmes et les enfants. En 2016, la Banque mondiale reconnaît que « *les guerres qui sévissent actuellement en Iraq, en Libye, en Syrie et au Yémen touchent directement quelque 87 millions de personnes* » (1). La guerre en Ukraine a d'ores et déjà entraîné le déplacement de 5 à 6 millions de personnes, avec la mort de pas moins de 30 000 soldats russes ou ukrainiens et au moins 11 544 civils ukrainiens, selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

LA GUERRE : UNE FATALITÉ ?

Selon Carl von Clausewitz, dans *De la Guerre* :

« La guerre est donc un acte de la force par lequel nous cherchons à contraindre l'adversaire à se soumettre à notre volonté (...). La force est le moyen, tandis que contraindre l'adversaire à se soumettre est l'objectif » (2).

Plus loin, il explique :

« Les adversaires ne sont nullement l'un pour l'autre des personnages abstraits, même au point de la volonté, ce facteur de la résistance qui ne se manifeste pas par des signes

extérieurs. Pour chacun d'eux, en effet, la volonté de l'autre ne constitue pas véritablement une inconnue, car, par ce qu'elle a été aujourd'hui, elle indique ce qu'elle sera demain. La guerre n'éclate pas subitement, son développement n'est pas l'œuvre d'un moment, et par suite, chacun des adversaires peut déjà juger l'autre en grande partie par ce que celui-ci est et fait, et non par ce qu'il devrait rigoureusement être et faire » (3).

Bien évidemment, si Clausewitz détermine la guerre comme la continuation de la politique par d'autres moyens, il explique clairement que la guerre est soumise à la politique, dans ses formes, intensité, moyens, objectifs :

« C'est donc le but politique, cause initiale de la guerre, qui détermine le résultat à atteindre par l'action militaire, ainsi que les efforts à y consacrer » (4).

Donc ni destinée toute tracée ni fatalisme, mais bien une volonté politique.

S'ARMER : UN AUTRE PAS VERS LA PRIVATISATION DE LA RECHERCHE

De cette doxa, depuis quelques décennies, les stratèges militaires développent le thème de la guerre asymétrique (conflit armé qui oppose une armée régulière à des forces irrégulières) pour amener les armées à s'équiper en réponse, mais aussi pour habituer les populations à se maintenir dans la peur. Contrairement à la guerre symétrique dont les grandes batailles procèdent

(1) « Les conséquences de la guerre et de la paix au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », Banque mondiale, 4 février 2016, consultable sur le site www.banquemondiale.org

(2) Carl von Clausewitz, *Théorie de la grande guerre (De la guerre)*, Librairie militaire de L. Baudouin & Co, 1886, pages 3-4.

(3) *Ibidem*, page 11.

(4) *Ibidem*, page 15.

au règlement du conflit (Clausewitz), la guerre asymétrique amplifie cette incertitude.

Le secrétaire à la Défense Robert Gates (Etats-Unis), dans son discours du 10 octobre 2007, confirme sans ambiguïté :

« Les guerres non conventionnelles sont celles que nous conduirons le plus vraisemblablement à l'avenir (...). Nous devons nous attendre à ce que la guerre asymétrique demeure le fait majeur du champ de bataille contemporain pour un certain temps. Ces conflits seront fondamentalement politiques dans leur nature et demanderont l'application de tous les éléments de la puissance nationale. Le succès dépendra moins de notre capacité à imposer notre volonté que de notre aptitude à modeler les comportements, des amis, des adversaires et, ce qui est plus important, de la population » (5).

Pour ce faire, le général français Vincent Desportes explique :

« La supériorité technologique occidentale actuelle est le fruit d'une politique d'investissement en R&D (*Recherche et Développement, Ndlr*) qui se compte en décennies. Il est indispensable de la préserver, puisque la politique de R&D d'une nation à un instant donné conditionne en partie son statut international vingt à trente ans plus tard. Il faut donc soutenir l'innovation et la recherche fondamentale » (6).

Cela implique que la recherche, sur le terrain des sciences ou des sciences humaines, serve non pas les intérêts de l'humanité, mais ceux des marchands d'armes, des armées. Par exemple,

« La France détient un panel de scientifiques de haut niveau qui pourrait être mis au service de la Défense et de la Sécurité nationale » (7).

Quant aux Etats-Unis,

« Les établissements militaires gouvernementaux ont exercé pendant des générations une influence importante sur le changement technologique dans la plupart des économies industrielles. Néanmoins, bien que l'influence de l'activité militaire (faire des guerres, acquérir des armes, former du personnel) sur le changement technologique ait été omniprésente pendant des siècles, les canaux par lesquels l'activité militaire influence l'innovation ont considérablement changé, tout comme la structure et l'échelle des établissements militaires nationaux et les sociétés industrielles » (8).

La situation est similaire pour des pays comme le Royaume-Uni, Israël, l'Alle-

tagne et la Chine. Les centres de recherche sont soumis aux impératifs militaires, donc aux desiderata d'entreprises privées livrant le fruit de leur recherche aux armées.

LA PERMANENCE DE LA GUERRE

Il est évident que l'innovation industrielle, le développement des usines, donc la concentration de main-d'œuvre, ont changé la nature de la guerre. Depuis 1902, la guerre est présente de manière permanente, pas une année où elle n'a pas asservi, tué, écrasé, détruit, jusqu'aux récentes guerres en Syrie, au Yémen, au Mali, en Ukraine. Comme l'explique Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, après la concentration de la production et des monopoles, les groupes capitalistes cherchent à se partager le monde (9). Il faut néanmoins bien distinguer chacune des guerres, non les voir comme la continuité les unes des autres, mais comme inhérentes au capitalisme. « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage !* », clamait Jean Jaurès. Rien n'est plus vrai, mis à part la nature de l'orage qui évolue, qui gonfle. A l'heure de l'agonie du capitalisme, de cette respiration qu'il cherche pour sa survie, la guerre représente le rôle qu'il inflige à l'humanité, la volonté d'écraser tout mouvement de la classe ouvrière.

La fin de l'ordre de Yalta-Potsdam a accéléré ce rythme : Irak, Yougoslavie, Rwanda...

La crise économique de 1999, celle de 2008 et le 11 septembre 2001 intensifient la fréquence des guerres, réfractations de la guerre sociale contre la classe ouvrière. La guerre en Ukraine est une marche de plus.

« Affolés par la réaction prévisible des masses face à ce qu'il faut appeler par son

(5) Cité par le général Vincent Desportes, *La guerre probable, Penser autrement*, mars 2015, coll. Stratégies et Doctrines, Editions Economica, page 94.

(6) *Ibidem*, page 476.

(7) « La captation et la mise en œuvre de l'innovation au service de la souveraineté nationale et de la Défense », Institut des hautes études de Défense nationale.

(8) David C. Mowery, *Military R&D and Innovation*, 2010, Handbook of the Economics of Innovation, in Bronwyn H. Hall & Nathan Rosenberg (ed.).

(9) V. I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Ed. Selio, février 2010, page 112.

nom : une gigantesque “dévalorisation de la force de travail”, affolés par la menace que cette réaction fait peser sur tous les gouvernements des puissances impérialistes comme des pays dominés, les fondés de pouvoir du capital financier ont décidé de se saisir du thème de la guerre pour avancer à marche forcée vers l’instauration de l’union nationale » (10).

Nous avons dépassé le stade de l’orage : c’est une tempête de conflits qui menace l’humanité. Dans ce concert mortifère, le président français Macron justifie le basculement dans l’économie de guerre :

« J’ai demandé au ministre et au chef d’état-major des armées de pouvoir mener dans les semaines qui viennent une réévaluation de cette loi de programmation militaire à l’aune du contexte géopolitique » (11).

GUERRE ET IMPÉRIALISME

L’impérialisme américain cherche à dominer aussi les marchés. Par l’ALENA, le MERCOSUR, l’administration américaine poursuit ses accords sur le terrain militaire : le Dialogue de sécurité quadrilatéral (Quad), la réforme de l’OTAN, l’AUKUS (Australie/États-Unis), l’UKUS. A l’exemple de l’accord avec le Brésil, qui

« bénéficie depuis 2019 d’un accès privilégié à l’industrie de la défense américaine ainsi que de possibilités accrues d’échanges, d’exercices et d’entraînements militaires conjoints (...). En 2020, par exemple, le Brésil a reçu pour plus de 100 millions de dollars d’équipements et de services militaires américains » (12).

Afin de comprendre le développement des guerres en cours et l’ensemble des processus d’adaptation du capitalisme à « l’économie de guerre », Lénine écrivait en 1915 :

« L’impérialisme est le degré supérieur du développement du capitalisme, que celui-ci n’a atteint qu’au XX^e siècle. Le capitalisme se sent désormais à l’étroit dans les vieux États nationaux sans la formation desquels il n’aurait pu renverser le régime féodal. Le capitalisme a développé la concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces “potentats du capital”, sous forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l’exploitation financière (...). De libérateur des

nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations. Ancien facteur de progrès, le capitalisme est devenu réactionnaire ; il a développé les forces productives au point que l’humanité n’a plus qu’à passer au socialisme, ou bien à subir durant des années, et même des dizaines d’années, la lutte armée des “grandes” puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l’aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d’oppressions nationales de toute nature » (13).

La guerre est l’instrument de ce partage.

« Faut-il se demander s’il y avait, *sur le terrain du capitalisme*, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d’une part, le développement des forces productives et l’accumulation des capitaux, et, d’autre part, le partage des colonies et des “zones d’influence” pour le capital financier ? » (14).

La guerre reste un moyen de « *continuer la politique par d’autres moyens* » pour les impérialismes, d’asseoir non seulement leur hégémonie, d’arracher des marchés (hier les routes marchandes, aujourd’hui les hydrocarbures, demain les métaux rares).

LES SANCTIONS, UNE ARME CONTRE LES PEUPLES

D’ailleurs, il faut lever l’ambiguïté sur les sanctions contre un pays, « *utilisées comme substitut aux armes* » : primo, ceux qui utilisent cet argument utilisent et vendent des armes ; secundo, dans le cas de l’Irak ou de la Russie actuelle, la principale pression s’effectue contre les peuples (famines, augmentation de la mortalité surtout infantile, appauvrissement). Pour la société de notation Standard & Poor’s,

« si un émetteur ne peut pas effectuer un paiement à un créancier parce que ce créan-

(10) Contribution de Marc Lacaze (10 mai 2022), discutée lors du secrétariat international de la IV^e Internationale des 12 et 13 mai 2022.

(11) AFP, 13 juin 2022.

(12) *The Future of U.S.-Brazil Security Cooperation*, July 2022.

(13) V. I. Lénine, « Les principes du socialisme et la guerre de 1914-1915 », *Œuvres*, tome 21, pages 311-312.

(14) V. I. Lénine, *L’impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Ed. Sélis, février 2010, page 121.

cier est sous sanctions, S&P ne considère pas que l'émetteur a fait défaut, puisque la volonté de l'émetteur d'honorer son obligation n'a pas changé. La Russie, en toute souveraineté, pourrait éventuellement faire valoir le même argument » (15).

... Et donc se retrouverait au milieu du grand concert des nations capitalistes une fois la guerre terminée. Ce qui donne les limites et l'hypocrisie desdites sanctions.

LA GUERRE AU NOM DE LA DÉMOCRATIE ?

Les sbires du capitalisme, à travers les différents gouvernements et leurs réseaux (médias, réseaux sociaux...), arguent régulièrement de la nécessité de la guerre au nom de la démocratie, des droits de l'homme. Le marché de l'armement se développe aussi, s'appuyant sur cet hypocrite argument. Dans la revue financière française *Capital*, en octobre 2018, Hervé Morin, ancien ministre français de la Défense, devait déclarer (16) :

« Si on commence à ne vendre des armes qu'aux pays démocratiques, on ne va pas en vendre beaucoup ! »

L'argument de la démocratie comme celui des droits de l'homme ne tiennent pas. La France, qui n'a pas hésité à armer tout au long du XX^e siècle le régime d'apartheid sud-africain, le régime franquiste, celui de Salazar, la Grèce des colonels, refuse de livrer des armes au Chili présidé par le socialiste Salvador Allende « de peur que ces blindés ne soient utilisés au maintien de l'ordre », mais a vendu des armes aux dictatures argentine et brésilienne. Récemment, c'est à l'Arabie Saoudite que les chars français Leclerc ont été vendus, d'ailleurs leur « implication au Yémen a fortement impressionné les militaires de la région » (17).

De janvier 2011 à 2018, en Egypte, des armes françaises sont utilisées contre les manifestants, et ce sont des milliers de morts. Même scénario au Liban, où des grenades et des engins blindés sont vendus pour réprimer les manifestants. Même chose en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Mali. La doctrine française du maintien de l'ordre, comme celle de la contre-insurrection (guerre d'Algérie), s'exportent comme la garantie du maintien des Etats. « L'armée permanente et la police sont les

principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat » (Lénine) (18). Pour se constituer rapidement une clientèle qui s'étendrait alors à près de quatre-vingts pays, la France a ainsi fait le choix, déterminé, de frayer avec des acheteurs parmi lesquels figurent plusieurs des pires tyrannies de la planète.

L'INDUSTRIE D'ARMEMENT, UN MARCHÉ PARASITAIRE

Pour faire la guerre, il faut des armes, des moyens technologiques développés (informatique, drones, robotique, laboratoires biologiques, ressources énergétiques...). Ainsi les grands pays exportateurs de matériels de défense, Etats-Unis en tête, conservent-ils leur position dominante en s'appuyant sur de solides bases industrielles et technologiques de défense et en maintenant une avance technologique importante. Sur la décennie passée, les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie et Israël se sont ainsi partagé 90 % du marché international et ont concentré l'essentiel de l'offre de matériel neuf, alimentant en continu les différents conflits.

En 2018, les dépenses militaires dans le monde ont été de 1 800 milliards de dollars (565 milliards d'euros), soit 4,93 milliards de dollars chaque jour et 57 000 dollars par seconde. Depuis les années 2000, c'est une augmentation constante de ces dépenses pour de nombreux pays : les pays de l'OTAN (Turquie comprise), les pays du golfe Persique, de nombreux pays asiatiques, avec la Chine en nette progression. En 2020, c'est une année record avec 2 000 milliards de dollars de dépenses.

En 2021, sur les cent premières entreprises d'armement, la moitié sont américaines, cinq françaises, sept anglaises, deux russes. Comme tout marché, il faut arracher à l'autre sa part de marché :

(15) *International Financing Review*, 7 mai 2022, issue 2432.

(16) Déclaration de Hervé Morin, ministre français de la Défense des gouvernements Fillon de 2007 à 2010, dans *Capital*, 24 octobre 2018, et cité en exergerue de l'ouvrage de Elluin et Fontenelle (cf. note 17 ci-dessous).

(17) Aymeric Elluin et Sébastien Fontenelle, *Ventes d'armes, une honte française*, Ed. Le passager clandestin, 2021, 192 pages.

(18) V. I. Lénine, *L'Etat et la révolution*, Ed. Sociales, 1969, page 12.

« Les Américains équipent ainsi massivement les pays considérés comme alliés face à des adversaires plus ou moins déclarés : les pays arabes face à l'Iran, les pays européens face à la Russie, Taïwan, le Japon et la Corée du Sud face à la Corée du Nord et à la Chine. Les Russes arment les Chinois et les Vénézuéliens, visés par des embargos des Occidentaux. Pour peser dans le rapport concurrentiel, il s'agit d'ailleurs parfois pour les Etats de laisser entendre qu'ils ne chercheront pas à profiter de leur influence et que leurs clients resteront parfaitement souverains. De nombreux commerciaux français jouent de cet argument : acheter chez nous, c'est échapper à la fois à la contrainte russe et à la contrainte américaine » (19).

Les ventes d'armes et de services militaires par les cent plus grandes entreprises du secteur ont totalisé 531 milliards de dollars en 2020, soit une augmentation de 1,3 % (SIPRI). Avec la guerre en Ukraine, la presse financière indique :

« Avec le marché boursier en général en difficulté, l'industrie de la défense ressemble actuellement à un refuge sûr. Ces huit valeurs de défense devraient servir de solides abris pendant la tempête actuelle sur les marchés : Lockheed Martin, Boeing, AeroVironment, BWXT, Raytheon Technologies, General Dynamics, Textron et CAE » (20).

LES ÉTATS-UNIS

Le magazine *Forbes* (18 mars 2022) souligne que la question récurrente

« soulevée par la domination américaine sur le commerce international des armes est de savoir qui est approvisionné en armes fabriquées aux États-Unis et comment sont-elles utilisées ? L'administration Biden a indiqué qu'elle adoptera une approche plus mesurée des ventes d'armes que l'administration Trump et qu'elle mettra davantage l'accent sur les droits de l'homme pour décider quels pays auront accès à l'équipement militaire américain » (21).

Et d'ajouter en conclusion :

« Un bon point de départ serait de cesser les ventes à des régimes répressifs comme l'Égypte et l'Arabie Saoudite, à la fois pour des raisons de droits de l'homme et dans l'intérêt de la paix et de la stabilité à long terme au Moyen-Orient. »

Dans le cadre de « l'approche plus mesurée », les 778 milliards de dollars

(soit 40 milliards de plus que Trump) de dépenses militaires indiquent son intention de poursuivre la politique de l'administration précédente.

En 2021, la tendance se confirme. Les États-Unis accumulent à eux seuls près de 40 % des dépenses militaires mondiales, répondant à la politique de Trump et poursuivie par Biden :

« Les hausses récentes des dépenses militaires américaines s'expliquent surtout par de lourds investissements dans la recherche et le développement, par plusieurs projets à long terme tels que la modernisation de l'arsenal nucléaire américain et l'acquisition à grande échelle d'armes » (22),

selon Alexandra Marksteiner, chercheuse au SIPRI. D'ailleurs, dans le conflit actuel, « l'aide militaire américaine reste la plus notable, représentant environ 90 % de l'appui donné à Kiev, d'une valeur de près de deux milliards de dollars », notamment avec les missiles antichar Javelin. L'industrie d'armement américaine est même en peine de fournir les demandes de ses missiles. Et l'économiste Jean-Paul Hébert, spécialiste de l'industrie de l'armement, explique :

« Les pays développés, spécialement ceux de l'Alliance atlantique, sont une chasse gardée des États-Unis en ce qui concerne les matériels majeurs » (23).

Si les États-Unis utilisent des vols privés de la compagnie aérienne Silk Way Airlines et de l'armée de l'air, sous couvert de transit diplomatique, pour livrer du matériel militaire, ils interdisent l'exportation de tout équipement qui comporterait des composants américains. Ils imposent à la France, par exemple, de demander une autorisation pour livrer certains missiles de croisière SCALP de MBDA utilisés sur le Rafale parce qu'il comprend un microprocesseur fabriqué aux États-Unis (source : aerion24news). Ils maintiennent leur volonté de leader sur les marchés. La rupture du contrat de sous-marins entre

(19) Consultable sur le site www.aerion24.news

(20) *USA News*, 24 juin 2022.

(21) *Forbes*, 18 mars 2022.

(22) Article d'Alexandra Marsteiner, chercheuse au Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), consultable sur le site : www.sipri.org

(23) Cette citation de Jean-Paul Hébert figure dans le texte du Colloque CEHD 20-21 novembre 2020, « Les questions d'armement au début de la V^e République », page 9.

l'Australie et la France en est l'illustration. La colère solitaire du ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, dénonçant un « *coup dans le dos* » et vitupérant « *Ce n'est pas fini, il va falloir donner des explications. Le comportement américain me préoccupe, cette décision unilatérale et brutale ressemble beaucoup à ce que faisait M. Trump* » (24), n'a pas impressionné Biden. L'impérialisme français s'est rangé derrière les intérêts américains.

EN FRANCE

Les entreprises d'armement sont certes en concurrence, mais soutenues par la commande publique. En France,

« chaque année, le ministère des Armées consacre près de 14 % de son budget à des achats directs auprès de quelque 26 000 PME (petites et moyennes entreprises) et ETI (entreprises de taille intermédiaire), qui sont autant de fournisseurs directs. Près de 30 % du montant de ses achats courants et plus de 84 % du nombre de ses commandes sont réalisés auprès de TPE/PME. Dans le cadre de la Loi de programmation militaire 2019-2025, environ 40 milliards d'euros seront dépensés auprès des PME et ETI. Le thème de la place de la Défense dans les territoires revêt actuellement une importance toute particulière, puisque, en réponse aux conséquences de la pandémie de la Covid-19, le gouvernement a présenté début septembre un plan de relance exceptionnel de 100 milliards d'euros autour de 3 volets principaux : l'écologie, la compétitivité et la cohésion » (25).

Quand la France vend des armes à un pays tiers, à un groupement militaire ou paramilitaire, si la commande n'est pas honorée ou abandonnée par l'acheteur, c'est l'armée qui récupère moyennant financement public la commande. La Direction générale de l'armement (DGA) est la centrale d'achat du savoir tuer français.

Dès le mois de juin 2014, par exemple, immédiatement après l'élection de son nouveau président Al Sissi, l'Égypte achète ainsi au groupe naval français DCNS35, et pour près d'un milliard d'euros, quatre corvettes Gowind de 2 400 tonnes, équipées de leur système de combat.

Cela passe par la DGA, ce qui peut se résumer à 80 programmes d'armement en cours, près de 7 milliards d'euros de prises

de commande à l'export en 2017. La ministre française des Armées, Florence Parly, première VRP de l'industrie d'armement, se targue, dans l'introduction au rapport remis au Parlement sur les exportations d'armes en 2020 (26), de surarmer le continent européen :

« En 2020, nous poursuivons cette politique d'exportation européenne. Nous œuvrons au quotidien pour créer de nouveaux partenariats, mais aussi pour faire émerger de nouveaux instruments qui favoriseront la création d'un véritable marché européen des équipements de défense.

La crise à laquelle nous faisons face renforce cette volonté de développer la base industrielle et technologique de défense européenne. Nous avons du travail sur ce front, mais nous avons aussi des idées et des ambitions : doter le fonds européen de défense d'un budget conséquent, développer les financements européens pour les acquisitions d'équipements de défense, prôner une plus grande régulation du marché intérieur pour favoriser les projets européens sans dépendances extérieures ou encore lever les freins à l'exportation pour les capacités développées entre pays européens.

2019 confirme une fois de plus que l'offre française en matière d'équipements militaires est une référence mondiale, connue et reconnue : le montant des exportations s'élève cette année à 8,33 milliards d'euros. Une offre appréciée, car elle sait s'adapter aux besoins des armées des pays clients et elle sait interagir avec les industries de défense étrangères. Une offre également variée, des grands programmes d'armement aux petits équipements et innovations de nos PME françaises qui sont partie prenante de la vitrine du savoir-faire et de l'excellence française. »

Lors d'une audition au Sénat en avril 2019 à deux voix, ministère des Armées et ministère de l'Europe et des Affaires étrangères mettent en avant la cohérence d'ensemble de la politique de défense. Après une présentation de l'Europe de la défense, Alice Guittou a longuement développé les

(24) Jean-Yves Le Drian, *AFP*, 16 septembre 2021.

(25) Site de la Direction générale de l'armement (DGA), consultable sur www.defense.gouv.fr

(26) Présentation de Florence Parly au « Rapport au Parlement français sur les exportations d'armement de la France », juin 2020, page 3. Consultable sur le site du gouvernement français : www.vie-publique.fr

partenariats, en Europe et jusqu'à l'espace Baltique. Elle a présenté l'Initiative européenne d'intervention (IEI), qui

« doit créer des réflexes opérationnels entre des pays affinitaires, connecter davantage les appareils militaires, créer une convergence des cultures stratégiques, le partage de doctrines et de renseignements, ouvrir des canaux et des points de contact pour permettre *in fine* une meilleure coordination opérationnelle, une meilleure réactivité et une meilleure interopérabilité pour agir où que ce soit, dans quelque format que ce soit : Union européenne, OTAN, coalition *ad hoc* » (27).

Selon le rapport d'exportation d'armes françaises, voici le classement des pays acheteurs :

Principaux clients sur la période 2010-2019

Classement établi sur les prises de commande

PAYS	Rang
Allemagne	19
Arabie saoudite	3
Australie	17
Belgique	6
Brésil	15
Chine	18
Corée du Sud	11
Egypte	4
Emiras Arabes Unis	5
Espagne	14
États-Unis	7
Inde	1
Indonésie	12
Koweït	9
Malaisie	10
Maroc	20
Qatar	2
Royaume-Uni	16
Russie	13
Singapour	8

Au début du conflit en Ukraine, en 2022, à la suite des déclarations de Macron d'ajouter 9 milliards sur la loi de programmation militaire française, les actions de Thales et de Dassault aviation ont bondi de 20 %. Comme l'écrit Philippe Escande dans *Le Monde* :

« Les bombes pleuvent sur Kiev et les Bourses marchent désormais au son du canon » (28).

Il est à noter que la Russie a acheté du matériel français et est classée en 13^e position des pays recevant du matériel militaire français. La vente s'est poursuivie en 2020 avec des licences et du matériel (caméras pour chars et pour hélicoptères).

Investir dans la construction d'armes, c'est aussi les utiliser. La France comme les autres impérialismes embrigadent les jeunes générations en agitant le drapeau du patriotisme, en s'appuyant sur la déqualification que l'Etat a lui-même organisée, en promettant salaires et voyages, camouflant l'objet de la formation militaire et sa finalité : les blessures, les traumatismes ou la mort. En 1914, Lénine revenait sur la réalité de la guerre :

« La guerre européenne et mondiale présente tous les caractères d'une guerre bourgeoise, impérialiste, dynastique. La lutte pour les marchés et pour le pillage des autres États, la volonté d'enrayer le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la démocratie à l'intérieur des pays belligérants, la tentative de duper, de diviser et de décimer les prolétaires de tous les pays en jetant les esclaves salariés d'une nation contre ceux d'une autre au profit de la bourgeoisie, tel est le seul contenu réel de la guerre, telle est sa signification » (29).

Ces opérations militaires extérieures (OPEX) ont un coût. En 2016, selon un rapport du Sénat, le coût unitaire par militaire projeté est multiplié par deux en dix ans, pour atteindre plus de 100 000 euros par soldat déployé par an. Les OPEX coûtent au budget de l'Etat, en France, plus d'un milliard d'euros par an. En 2017, c'est 1,3 milliard d'euros, 1,4 milliard en 2019, autant

(27) Audition de Alice Guitton, Directrice générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS – ministère des Armées), Sénat, 3 avril 2019, consultable sur le site du Sénat : www.senat.fr

(28) Philippe Escande, *Le Monde*, 4 mars 2022, consultable sur le site www.lemonde.fr

(29) V. I. Lénine, « Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne », 24 août (6 septembre) 1914, *Œuvres*, tome 21, page 9.

d'argent retiré des établissements publics destinés à élever la conscience des jeunes générations.

EN RUSSIE

Le budget militaire russe a fortement augmenté, passant de 30 milliards en 2004 à 80 milliards de dollars en 2016. La Russie est d'ailleurs une puissance militaire de premier plan, puisqu'elle était le quatrième pays en dépenses militaires en 2020, derrière l'Inde, la Chine et les Etats-Unis. La Russie recherche à travers ses contrats des alliances de circonstance.

- La Turquie

D'un point de vue militaire, les forces armées turques sont structurées sur le modèle otanien, quasi exclusivement équipées de matériels provenant de fournisseurs occidentaux. Début septembre 2017, l'acquisition par la Turquie du système S-400 a secoué les dirigeants de l'OTAN. Même s'il n'est pas formellement interdit aux pays membres d'acquérir des équipements militaires en Russie, cette commande est une première pour un pays « historique » de l'Alliance. Le S-400 est un système de missiles de défense.

- La Chine

La Russie a livré des avions de combat SU-35 de génération dernier cri à la Chine dans le cadre d'un contrat conclu en 2015. Comme indiqué par le Service fédéral de coopération militaro-technique (FSMTC), la Russie a obtenu environ 2,5 milliards de dollars avec la fourniture de 24 avions de combat à la Chine.

- L'Inde

L'INS *Vikramaditya* (ou ancien porte-avions *Amiral Gorshkov*) est un porte-avions de classe Kiev modifié datant de l'ère soviétique. En 2004, le navire a été vendu à l'Inde pour devenir le navire amiral de la marine de ce pays. Il a coûté jusqu'à 2,35 milliards de dollars.

Dans les faits,

« la Russie promet de façon active ses matériels à l'exportation et occupe notamment une position très forte sur les marchés à ressources budgétaires limitées. Cette stratégie est notamment mise en œuvre dans l'optique de conquérir des clients hors de sa sphère d'influence traditionnelle. Au cours des dernières

années, la Russie ainsi a renforcé sa position sur les marchés asiatiques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord » (30).

L'ARMEMENT, UN MARCHÉ OPAQUE

« *La vente d'armes à un pays tiers débouche presque obligatoirement* », une fois la transaction initiale menée à son terme, « *sur une assistance technique* » (31). C'est-à-dire sur l'envoi d'instructeurs ou de spécialistes dans le pays acheteur, ou, dans le sens inverse, sur l'accueil par le pays vendeur de missions d'études ou de perfectionnement des utilisateurs des matériels livrés. Mais ces « services » sont « *difficilement chiffrables et n'apparaissent guère dans les bilans* », on constate plus largement que « *les estimations du profit réel de la vente des armes pour un pays comme la France s'avèrent aléatoires* ». C'est le cas pour tous les pays vendeurs d'armes. Les milliards visibles et déversés pour l'objet militaire cachent d'autres milliards.

Le marché de l'armement, marché parasitaire, entretient sous perfusion le capitalisme agonisant. Détruisant vies, villes et infrastructures, il entretient ses propres débouchés par l'obsolescence programmée de ce qu'il vend (munitions, missiles...). Eric Trappier, directeur général de Dassault Aviation, le dit :

« Nos armées disent : dans une guerre de haute intensité, on va perdre des avions. Donc, le nombre d'avions redevient le sujet, mais aussi les armements (...). On est très mobilisé quand une crise arrive et que nos autorités demandent d'agir » (32).

Nous pourrions revenir sur la place des contractors, ces mercenaires modernes salariés de Sociétés militaires privées (SMP). Si la compagnie Wagner (russe) défraie la chronique en captant pour Moscou les marchés africains au détriment de l'impérialisme français ou britannique, ces SMP se développent au rythme de la déliquescence des Etats. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, Israël disposent de ce type de sociétés, cotées en Bourse pour

(30) « Rapport au Parlement français sur les exportations d'armement de la France – 2020 » (cf. note 26 ci-dessus).

(31) Aymeric Elluin et Sébastien Fontenelle, *Ventes d'armes, une honte française*, Ed. Le passager clandestin, septembre 2021, 192 pages.

(32) Conférence de presse d'Eric Trappier, directeur de Dassault Aviation, 4 mars 2022, consultable sur le site : dassault-aviation.tv

certaines, qui permettent d'agir en toute impunité.

Les guerres entraînent aussi la question du contrôle des armes.

« Avant l'invasion russe, l'Ukraine luttait contre la diversion, avec des personnes et des troupes acheminant des armes à feu vers un vaste réseau de trafic d'armes illicite. Malgré le fait que l'Ukraine ait intensifié ses enquêtes sur le vol de biens militaires en 2014, le détournement d'armements légers et lourds s'est poursuivi. Selon un briefing de 2017 Small Weapons Survey sur le trafic illégal d'armes à feu, seulement 13 % environ des plus de 300 000 armes légères qui ont disparu d'Ukraine entre 2013 et 2015 ont été récupérées » (33).

Les mafias diverses sont ainsi alimentées avec l'assentiment des gouvernements. D'ailleurs, Jürgen Stock, directeur général d'Interpol, indiquait en juin 2022 :

« La grande disponibilité d'armes pendant le conflit actuel entraînera la prolifération d'armes illicites dans la phase post-conflit. Les criminels sont déjà en train de se concentrer sur cela » (34).

... Comme ils se sont concentrés sur le trafic humain des réfugiés lors de la dernière décennie.

L'ESPACE MILITARISÉ

Autre secteur capté par l'industrie d'armement : l'espace.

« Les capacités spatiales sont au cœur de nombreuses opérations militaires, notamment l'avertissement, la géolocalisation et la navigation des missiles, le suivi des activités de l'adversaire. Les capacités militaires et de collecte de renseignements fournies par les satellites de télédétection gouvernementaux et commerciaux réduisent la capacité de tous les pays à rester non détectés lors de la réalisation d'activités de test et d'évaluation sensibles ou d'exercices et opérations militaires » (35).

Les industries militaires ont initié et poussé au développement de forces militarisées de l'espace. En 2020, pour le Pentagone,

« l'US Space Force protégera les intérêts nationaux des États-Unis en se concentrant uniquement sur l'espace. Conformément à notre stratégie de défense nationale, l'US Space Force veillera à ce que nous soyons compétitifs, dissuasifs et gagnants en position de force, en protégeant notre mode de vie et notre sécurité nationale » (36).

Emmanuel Macron suivant l'initiative de Trump, c'est ainsi 3,6 milliards d'euros qui seront investis dans le commandement de l'espace français, étalés de 2019 à 2025.

LUTTER CONTRE LES GUERRES IMPÉRIALISTES, C'EST PRÉPARER LA RÉVOLUTION

Présentant *Le Capital* de Karl Marx, Gabriel Deville écrit :

« La tâche des révolutionnaires n'est pas de déterminer l'heure de cette révolution, qui sortira fatalement des complications économiques et politiques dont l'Europe est destinée à être bientôt le théâtre. Une fois la tendance des phénomènes économiques constatée, une fois analysés et connus les éléments matériels de la transformation qui se prépare, les révolutionnaires n'ont qu'à organiser les éléments intellectuels, à recruter l'armée capable de faire tourner à son profit les événements qui s'élaborent, à tenir la force ouvrière prête aux luttes que le déchaînement des antagonismes sociaux doit nécessairement amener.

Les révolutionnaires n'ont pas plus à choisir les armes qu'à décider du jour de la révolution. Ils n'auront à cet égard qu'à se préoccuper d'une chose, de l'efficacité de leurs armes, sans s'inquiéter de leur nature. Il leur faudra évidemment, afin de s'assurer les chances de victoire, n'être pas inférieurs à leurs adversaires et, par conséquent, utiliser toutes les ressources que la science met à la portée de ceux qui ont quelque chose à détruire. Sont mal venus à les blâmer ceux qui les forcent à monter à leur niveau, qui, dans notre siècle dit civilisé, président aux boucheries humaines l'ensanglantant périodiquement et s'attachent à perfectionner les engins de destruction » (37).

(33) Article du 13 juillet 2022 consultable sur le site en anglais : <https://www.globenewswire.com/news-release/2022/07/13/2478785/0/en/Global-Small-Arms-market-is-projected-to-grow-at-a-CAGR-of-2-75-By-2032-Visiongain-Reports-Ltd.html>

(34) AFP, 2 juin 2022.

(35) Pensées Mili-Terre, centre de doctrine et d'enseignement du commandement, *Challenges to Security in Space*, 18 août 2019, consultable sur le site www.penseemiliterre.fr

(36) « Militarisation de l'espace : les enjeux de l'ère du New Space », *Avenir de l'espace*, 6 janvier 2020, consultable sur le site www.spacelaw.fr

(37) Karl Marx, *Le Capital*, résumé et accompagné d'un « Aperçu sur le socialisme scientifique », 1883 (Gabriel Deville – paragraphe V – « Notre révolution », pages 58-59. Une réédition du résumé de G. Deville *Le Capital* de K. Marx (éd. 1897) a été réalisée en 2016 par les éd. Hachette et la BNF, 332 pages.

La compréhension de la guerre, de ses objectifs, des arcanes qui la structurent et l'alimentent permet aux jeunes générations de saisir pleinement que le capitalisme creuse la tombe de l'humanité si nous ne prenons pas notre destin en main. Rien n'est irrémédiable, le système capitaliste

semble fort au regard de l'armement qu'il produit, mais « *Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes* », résistons, organisons-nous, renversons ce système !

David Gozlan
21 juillet 2022

DP



Rosa Luxemburg
dans les années 1895-1900.

DP



Rosa Luxemburg à droite, en compagnie de Clara Zetkin, en 1910.

ANNEXE 1

Le militarisme, champ d'action du capital

(Rosa Luxemburg)

PRÉSENTATION

ROSA Luxemburg, responsable de l'école du parti social-démocrate allemand, publie un ouvrage en 1912, *L'Accumulation du capital*, qui représente une réflexion sur l'analyse de Marx et un approfondissement de ses recherches. Souvent évoqué, ce livre a fait l'objet de nombreuses attaques, lorsqu'il est sorti, de la part des « experts en marxisme ». Par la suite, son contenu a souvent été défiguré.

Rosa Luxemburg était engagée depuis 1910 dans une discussion et un combat contre la direction du parti et son principal « penseur » Karl Kautsky, qui faisait suite à ses combats contre l'opportunisme dans le parti et les syndicats. Après avoir mené l'offensive contre Bernstein en 1898 dans *Réforme sociale ou révolution*, puis, à l'occasion des leçons de la révolution russe de 1905, contre les responsables syndicaux dans *Grève de masse, Parti et Syndicat*, elle polémique contre Kautsky lorsqu'il refuse de publier un article qu'elle a écrit et qui gêne la direction. Dans sa réplique *Théorie et pratique*, elle fait une critique aiguisée du « grand théoricien marxiste ». Cet article porte sur l'attitude du parti lorsque se développent des grèves et manifestations contre le système censitaire de vote prussien. Loin de les encourager, la direction les a freinées. Elle proposait d'avancer le mot d'ordre de République contre le régime monarchique pour donner son plein essor à cette mobilisation spontanée. Les justifications de Kautsky, sa stratégie de procrastination baptisée stratégie de grignotage, véritable justification de la passivité et du renoncement pour ne pas gêner une possible progression des élus au Parlement, lui font préciser les rapports entre la classe et sa direction. Une magistrale démonstration. Ce texte n'a pas été traduit en français, sans doute parce que son importance n'a pas été saisie et qu'il a été considéré comme circonstanciel. Puis le stalinisme a jeté l'anathème sur sa pensée. Ce texte est disponible en anglais sur marxists.org

C'est dans ce contexte qu'elle rédige son étude *L'Accumulation du capital* : intriguée par le schéma de la reproduction du livre II du *Capital*, notes de Marx publiées par Engels, elle approfondit le problème et constate que des penseurs marxistes tentent de faire croire que Marx explique par ces schémas que le capitalisme peut surmonter ses contradictions. Autre façon de renoncer au combat pour la révolution au nom du grignotage par des petites réformes et de la progression des élus lors des élections au Parlement.

En cherchant à préciser ce qui est inachevé dans le livre II, elle se sert des textes de Marx publiés dans le livre III pour résoudre le problème et revient sur le développement du capitalisme et son expansion coloniale. Sa description du pillage impérialiste, très documentée, est à l'opposé des discours lénifiants sur le caractère progressiste et pacifique du capitalisme, qui justifie le crétinisme parlementaire. Elle démontre que le pillage des formes économiques précapitalistes et des pays dominés est indispensable pour résoudre la contradiction majeure de l'accumulation capitaliste.

Nous donnons ici des extraits du chapitre « *Le militarisme, un champ d'action du capital* ».

Quelques exemples tirés de l'actualité montrent que cent ans après, les tendances destructives de l'impérialisme se sont fortement accentuées.

— L'impérialisme américain, sorti de la Seconde guerre mondiale sans rival, a porté à des niveaux considérables l'économie d'armement et la guerre sans fin. Ainsi, le dernier budget militaire de 750 milliards de dollars a été voté à la quasi-unanimité par les démocrates et les républicains, alors que la hausse du salaire minimum promis par Biden a été rejetée par les républicains suivis par deux sénateurs démocrates. Désormais, 50 milliards supplémentaires ont été votés pour la guerre en Ukraine (presque autant que le budget militaire russe).

— Les secteurs de pointe de l'industrie américaine sont tous dépendants des dépenses militaires, la recherche scientifique est totalement sous la coupe des militaires.

— L'OTAN, en imposant 2 % du PIB pour les dépenses militaires à tous ses membres, crée un énorme débouché pour les armes sophistiquées américaines, car au nom de la compatibilité des opérations, ce sont les généraux américains qui supervisent les achats d'armes des autres pays. Ainsi, sous couvert de libre concurrence, c'est un diktat permanent sur les achats des secteurs de pointe qu'impose le Pentagone. De même, la guerre économique contre la Chine vise à l'empêcher d'émerger dans cette chasse gardée. Le blocus de la Russie doit casser son secteur militaro-industriel et l'éliminer des exportations d'armes.

— Quant à la France, gros exportateur d'armement, elle n'a que la possibilité de suivre les injonctions des généraux américains pour maintenir sa part de marché. Par exemple, les avions Rafale vendus à l'Égypte ayant des missiles Scalp américains, il a fallu trouver un biais pour les remplacer, car les Américains s'opposaient à la vente. Et les sous-marins vendus à l'Australie furent jetés à la poubelle avec beaucoup d'effets de manche, après la décision américaine de prendre le marché.

— L'inflation est un moyen de laminer le pouvoir d'achat des salaires et des pensions, aggraver le poids de l'impôt indirect (TVA) selon le mécanisme que décrit très bien Rosa Luxemburg.

Les contradictions du schéma de la reproduction élargie

(Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, tome 2,
Ed. F. Maspero, 1967, pages 20 à 23, puis 40 et 42)

Dans un passage de l'*Histoire des doctrines économiques*, Marx explique qu'il

« laisse de côté le cas où plus de capital est accumulé qu'on ne peut en mettre dans la production — lorsque, par exemple, le capital est déposé sous forme d'argent inemployé chez les banquiers, d'où les prêts à l'étranger, etc. ».

Pour ces phénomènes, Marx renvoie à la partie traitant de la concurrence. Mais il est important de constater que son schéma exclut la formation d'un tel capital additionnel. La concurrence, même si nous l'entendons dans un sens très large, ne peut manifestement pas créer des valeurs, ni par conséquent le capital, qui ne résultent pas du processus de reproduction.

Ainsi le schéma (*du livre II, Ndlr*) exclut l'élargissement soudain de la production. Il n'admet qu'un élargissement progressif qui suit pas à pas la formation de la plus-value et se fonde sur l'identité entre la réalisation et la capitalisation de la plus-value (...).

Le schéma suppose donc un mouvement du capital total différent du cours réel du développement capitaliste. L'histoire de la production capitaliste est caractérisée par deux faits : par une extension périodique convulsive du champ de la production d'une part, et par un développement très inégal des différentes branches de la production d'autre part (...).

Enfin, le schéma est en contradiction avec la théorie du processus capitaliste global et de son développement telle qu'elle est esquissée dans le livre III du *Capital*. L'idée fondamentale de cette théorie est la contradiction immanente entre la capacité illimitée d'expansion

sion des forces productives et la capacité limitée de la consommation sociale basée sur les rapports de distribution capitalistes.

Voici comment Marx expose cette idée dans le chapitre 15 intitulé « *Les contradictions internes de la loi* » (de la baisse du taux de profit) :

« (...) Et le procès de production capitaliste consiste essentiellement à produire de la plus-value qui se manifeste par le surproduit ou fraction aliquote (*qui est contenue un nombre exact de fois dans un tout, Ndlr*) des marchandises produites, qui matérialise le travail non payé (...).

Mais avec cette production de plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste du procès de production immédiat qui s'est achevé. Le capital a absorbé une quantité déterminée de travail non payé. A mesure que se développe le procès qui se traduit par la baisse du taux de profit, la masse de plus-value ainsi produite s'enfle démesurément. Alors s'ouvre le deuxième acte du procès. La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente la plus-value, doivent être vendues. Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production, l'ouvrier certes est exploité, mais le capitaliste ne réalise pas son exploitation en tant que telle : cette exploitation peut s'allier pour le capitaliste à une réalisation seulement partielle de la plus-value extorquée ou à l'absence de toute réalisation, et même aller de pair avec la perte d'une partie ou de la totalité de son capital. Les conditions de l'exploitation immédiate et de celles de sa réalisation ne sont pas identiques (...).

C'est là, pour la production capitaliste, une loi imposée par les constants bouleversements des méthodes de production elles-mêmes, par la dépréciation du capital existant que ces bouleversements entraînent toujours, la lutte générale de la concurrence et la nécessité de perfectionner la production et d'en étendre l'échelle, simplement pour se maintenir sous peine de disparaître. Il faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse, si bien que ses connexions internes et les conditions qui le règlent prennent de plus en plus l'allure de lois de la nature indépendantes des producteurs et échappent de plus en plus à leur contrôle. Cette contradiction interne cherche une solution dans l'extension du champ extérieur de la production. Mais plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation (...).

Le capital ne peut se passer des moyens de production et des forces de travail de la terre entière. Pour le développement illimité de l'accumulation, il a besoin des trésors naturels et des forces de travail de toutes les régions du monde (...).

Et si le développement international du capitalisme rend la capitalisation de la plus-value de plus en plus urgente et de plus en plus précaire, il élargit d'autre part la base du capital constant et du capital variable en tant que masse, aussi bien dans l'absolu que par rapport à la plus-value. De là le phénomène contradictoire que les anciens pays capitalistes, tout en pouvant de moins en moins se passer les uns des autres, entrent en même temps dans une concurrence toujours plus acharnée pour les relations avec les pays non capitalistes.

Les conditions de la capitalisation de la plus-value et les conditions du renouvellement du capital total se contredisent donc de plus en plus. Cette contradiction ne fait du reste que refléter la loi contradictoire de la baisse tendancielle du taux de profit.

*
* *

Dans les chapitres suivants, Rosa Luxemburg décrit les méthodes violentes de l'impérialisme pour réaliser la plus-value par le pillage, notamment de l'Angleterre aux Indes et de la France en Algérie. La combinaison de la canonnade et des traités de libre-échange, avec l'exemple des guerres de l'opium en Chine.

L'emprunt international est le moyen de soumettre toute l'économie aux exigences du capital. Elle donne les exemples de l'Amérique latine et de l'Égypte.

Elle conclut (page 121) :

« La théorie libérale bourgeoise n'envisage que l'aspect unique de la "concurrence pacifique", des merveilles de la technique et de l'échange pur de marchandises ; elle sépare le domaine économique du capital de l'autre aspect, celui des coups de force considérés comme des incidents plus ou moins fortuits de la politique extérieure... Le capital n'est pas qu'à sa naissance "dégouttant de sang et de boue par tous les pores", mais pendant toute sa marche à travers le

monde : c'est ainsi qu'il prépare, dans des convulsions toujours plus violentes, son propre effondrement. »

Le militarisme, champ d'action du capital

(*Ibidem*, pages 123 à 135)

Le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation. Dans ce qu'on appelle la période de l'« accumulation primitive », c'est-à-dire au début du capitalisme européen, le militarisme joue un rôle déterminant dans la conquête du Nouveau Monde et des pays producteurs d'épices, les Indes ; plus tard, il sert à conquérir les colonies modernes, à détruire les organisations sociales primitives et à s'emparer de leurs moyens de production, à introduire par la contrainte les échanges commerciaux dans des pays dont la structure sociale s'oppose à l'économie marchande, à transformer de force les indigènes en prolétaires et à instaurer le travail salarié aux colonies. Il aide à créer et à élargir les sphères d'intérêts du capital européen dans les territoires extra-européens, à extorquer des concessions de chemins de fer dans des pays arriérés et à faire respecter les droits du capital européen dans les emprunts internationaux. Enfin, le militarisme est une arme dans la concurrence des pays capitalistes, en lutte pour le partage des territoires de civilisation non capitaliste.

Le militarisme a encore une autre fonction importante. D'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation. En recherchant quels étaient les acheteurs des masses de produits recelant la plus-value capitalisée, nous avons à plusieurs reprises écarté l'Etat et ses organes. Nous les avons classés parmi les couches à revenu dérivé, dans les catégories annexes qui tirent leurs ressources de la plus-value (et dans une certaine mesure du salaire), et où l'on trouve également les représentants des professions libérales ainsi que toutes sortes de parasites de la société actuelle (« roi, prêtre, professeur, prostituée, mercenaire... ») (...).

Supposons un instant que tout l'argent extorqué aux travailleurs sous forme d'impôts indirects et représentant une diminution de leur consommation soit employé à payer des traitements aux fonctionnaires et à ravitailler l'armée. Alors il n'y aura pas de modification dans la reproduction du capital social total. La section des moyens de consommation, et par conséquent aussi celle des moyens de production, restent inchangées, car l'ensemble des besoins de la société n'a varié ni en qualité ni en quantité. Ce qui a changé, c'est simplement le rapport de valeur entre v , c'est-à-dire la marchandise-force de travail, et les produits de la section II, c'est-à-dire les moyens de subsistance. Ce même v , qui est l'expression en argent de la force de travail, est échangé maintenant contre une quantité moindre de moyens de consommation. Que deviennent les produits restants de la section II ? Au lieu d'être consommés par les ouvriers, ils sont distribués aux fonctionnaires de l'Etat et à l'armée. A la consommation des ouvriers se substitue, pour une quantité égale, celle des organes de l'Etat capitaliste. Dans des conditions de reproduction identiques, il y a donc eu transformation dans la répartition du produit total : une portion des produits destinés autrefois à la consommation de la classe ouvrière, en équivalent de v , est désormais allouée à la catégorie annexe de la classe capitaliste pour sa consommation. Du point de vue de la reproduction sociale, tout se passe comme si la plus-value relative s'était accrue d'une certaine somme, qui s'ajouterait à la consommation de la classe capitaliste et de ses parasites. Ainsi l'exploitation brutale de la classe ouvrière par le mécanisme des impôts indirects, qui servent à l'entretien de l'appareil de l'Etat capitaliste, aboutit à une augmentation de la plus-value, ou plutôt de la partie *consommée* de la plus-value ; il faut simplement mentionner que ce partage supplémentaire entre la plus-value et le capital variable a lieu après coup, c'est-à-dire une fois l'échange entre le capital et la force de travail accompli. Mais la consommation des organes de l'Etat capitaliste ne contribue en rien à la réalisation de la plus-value *capitalisée*, parce que cet accroissement de la plus-value consommée — même s'il se fait aux dépens de la classe ouvrière — se produit après coup. Inversement, on peut dire : si la classe ouvrière ne supportait pas la plus grande partie des frais d'entretien des fonctionnaires de l'Etat et du « mercenaire », les capitalistes eux-

mêmes en auraient la charge. Une partie correspondante de la plus-value devrait être directement assignée à l'entretien des organes de leur domination de classe ; elle serait prélevée sur leur propre consommation qu'ils restreindraient d'autant, ou encore, ce qui est plus vraisemblable, sur la portion de la plus-value destinée à la capitalisation. Ils ne pourraient pas capitaliser autant, parce qu'ils seraient obligés de dépenser davantage pour l'entretien direct de leur propre classe. Les charges de l'entretien de leurs parasites étant rejetées en grande partie sur la classe ouvrière (et sur les représentants de la production simple de marchandises : le paysan, l'artisan), les capitalistes peuvent consacrer une partie plus importante de la plus-value à la capitalisation. Mais cette opération de transfert n'implique aucunement la *possibilité* de la *capitalisation*, en d'autres termes elle ne crée aucun marché nouveau qui permette d'utiliser la plus-value libérée à produire et à réaliser des marchandises nouvelles. La question change d'aspect si les ressources concentrées entre les mains de l'Etat par le système des impôts sont utilisées à la production des engins de guerre.

Par le système des impôts indirects et des tarifs protectionnistes, les frais du militarisme sont principalement supportés par la classe ouvrière et la paysannerie. Il faut considérer séparément les deux sortes d'impôts. D'un point de vue économique, les choses se passent de la manière suivante en ce qui concerne la classe ouvrière : à moins que les salaires n'augmentent de manière à compenser l'enchérissement des vivres — or ce n'est pas le cas actuellement pour la grande masse de la classe ouvrière, et même pour la minorité organisée dans les syndicats à cause de la pression des cartels et des organisations d'employeurs —, les impôts indirects représentent le transfert d'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à l'Etat. Le capital variable, représenté par une certaine somme d'argent, mobilisera comme auparavant une quantité correspondante de travail vivant, autrement dit il sert à employer la quantité correspondante de capital constant à la production et à produire la quantité correspondante de plus-value. Cette circulation du capital une fois accomplie, il se fait un partage entre la classe ouvrière et l'Etat : une partie de la somme reçue par les ouvriers en échange de leur force de travail passe à l'Etat ; autrefois, le capital s'appropriait tout le capital variable sous sa forme matérielle comme pouvoir d'achat ; aujourd'hui, la classe ouvrière ne retient sous forme d'argent qu'une partie du capital variable, le reste passant à l'Etat. Cette opération a lieu invariablement une fois le cycle du capital achevé, entre le capital et le travail, et pour ainsi dire derrière le dos du capital. Elle ne modifie nullement directement les étapes fondamentales de la circulation du capital et de la production de la plus-value, et ne les concerne pas tout d'abord.

Mais elle affecte en réalité les conditions de la reproduction du capital total. Le transfert d'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à l'Etat signifie une réduction correspondante de la participation de la classe ouvrière à la consommation des moyens de subsistance. Pour le capital total, cela implique qu'il produira une quantité moindre de moyens de subsistance pour la classe ouvrière, à supposer que le capital variable (sous forme d'argent et comme force de travail) et la quantité de plus-value appropriée restent constants ; il y aura donc une diminution de la part du prolétariat dans le produit total de la société (...).

Quand on réduit les moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de la force de travail, on libère par là même une quantité correspondante de capital constant et de travail vivant. Ce capital constant et ce travail vivant peuvent être employés à une production différente, s'il y a pour cette production dans la société une demande effective. C'est l'Etat qui représente cette nouvelle demande, puisqu'il s'est approprié une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière grâce à la législation fiscale. Cette fois, cependant, l'Etat ne demande pas de moyens de subsistance — nous négligeons ici la demande de moyens de subsistance pour l'entretien des fonctionnaires de l'Etat, fournis également par les impôts : nous en avons déjà tenu compte sous la rubrique des « tierces personnes » — mais une catégorie spécifique de produits, les engins de guerre du militarisme, les armements navals ou de terre.

Les choses ne se passent ainsi que tant que l'on envisage le capitaliste individuel. Il importe peu à celui-ci que la production soit orientée vers telle ou telle branche. Pour le capitaliste individuel, il n'existe pas de sections de la production globale telles que les éta-

blit le schéma. Il n'y a que des marchandises et des acheteurs ; il est donc tout à fait indifférent au capitaliste individuel de produire des vivres ou des engins de mort, des conserves de viande ou des plaques blindées (...).

Les adversaires du militarisme se réclament souvent de ce point de vue pour montrer que les armements de guerre comme investissements économiques pour le capital ne font que faire passer les profits de certains capitalistes dans la poche des autres. D'autre part, le capital et son sycophante cherchent à imposer ce point de vue à la classe ouvrière, essayant de la persuader que les impôts indirects et la demande de l'Etat ne font qu'entraîner une modification de la forme matérielle de la reproduction ; on substitue à certaines marchandises la production de croiseurs et de canons qui donnent à l'ouvrier du travail et du pain autant et même davantage, quelle que soit la branche de production (...).

Pour le capitaliste individuel, l'ouvrier est un consommateur et acheteur de marchandises aussi valable que n'importe quel autre, qu'un capitaliste, que l'Etat, le paysan « étranger », etc. N'oublions pas cependant que pour le capital total, l'entretien de la classe ouvrière n'est qu'un mal nécessaire et détourne du but véritable de la production, qui est la création et la réalisation de la plus-value. Si l'on réussit à extorquer la même quantité de plus-value sans être obligé de fournir à la force de travail la même quantité de moyens de subsistance, l'affaire n'en est que plus brillante. C'est comme si le capital était parvenu, sans enchérissement des moyens de subsistance, à réduire d'autant les salaires sans diminuer le rendement des ouvriers. Une réduction constante des salaires entraîne pourtant à la longue la diminution de la production de moyens de subsistance. S'il réduit fortement les salaires, le capital se moque de produire une quantité moindre de moyens de subsistance pour les ouvriers, au contraire il profite de chaque occasion pour le faire ; de même, le capital pris dans son ensemble n'est pas mécontent si, grâce aux impôts indirects sans compensation d'augmentation de salaires, la demande de moyens de subsistance de la classe ouvrière diminue. Sans doute, quand il y a réduction directe des salaires, le capitaliste empoche-t-il la différence de capital variable, et celle-ci fait augmenter la plus-value relative dans le cas où les prix des marchandises sont restés stables ; maintenant, au contraire, cette différence est encaissée par l'Etat. Seulement, par ailleurs il est difficile d'obtenir les réductions générales et permanentes de salaires à n'importe quelle époque, mais en particulier lorsque les organisations syndicales ont atteint un degré élevé de développement. Les vœux pieux du capital se heurtent alors à des barrières sociales et politiques très puissantes. En revanche, la diminution des salaires réels peut être obtenue rapidement, aisément et dans tous les domaines par le système des impôts indirects, et il faut attendre longtemps avant qu'une résistance se manifeste, celle-ci s'exprime du reste sur le plan politique et n'est pas suivie de résultat économique immédiat. La restriction consécutive de la production des moyens de subsistance apparaît du point de vue du capital total non pas comme une diminution de la vente, mais comme une économie de frais généraux dans la production de la plus-value. La production de moyens de subsistance pour les ouvriers est une condition *sine qua non* de la création de la plus-value, c'est-à-dire de la reproduction de la force de travail vivante ; elle n'est jamais un moyen de réaliser la plus-value (...).

Si la consommation des ouvriers diminue, il n'y aura de réduction que dans la seconde catégorie d'ouvriers, dont un certain nombre seront licenciés. Mais par définition ces ouvriers ne créent pas de plus-value pour le capital, leur licenciement ne représente donc pas, du point de vue du capital, une perte mais un profit, puisqu'il diminue les frais de production de la plus-value.

En revanche, la demande de l'Etat qui se produit simultanément présente l'attrait d'une nouvelle sphère de réalisation de la plus-value. Une partie de l'argent, mobilisé dans la circulation du capital variable, se détache du cycle et constitue comme propriété de l'Etat une demande nouvelle (...).

La somme mise en circulation par le capital ne remplit que de cette manière sa fonction dans l'échange avec la force de travail, mais ensuite elle commence une carrière entièrement nouvelle par l'intermédiaire de l'Etat, comme pouvoir d'achat nouveau, étranger au capital et à la classe ouvrière, orienté vers une branche particulière de la production qui ne sert ni à l'entretien de la classe capitaliste ni à celui de la classe ouvrière ; ainsi elle offre au capital une occasion nouvelle à la fois de créer et de réaliser de la plus-value.

Nous constatons tout à l'heure que lorsque les impôts indirects sont utilisés à pourvoir aux salaires des fonctionnaires et à l'entretien de l'armée, « l'économie » faite sur la consommation des ouvriers permet de faire peser les frais de la consommation personnelle des parasites de la classe capitaliste et des instruments de sa domination sur les ouvriers plutôt que sur les capitalistes, de les prélever sur le capital variable plutôt que sur la plus-value et en même temps de libérer une quantité équivalente de plus-value pour la capitalisation. A présent nous voyons que les impôts indirects extorqués aux ouvriers, s'ils sont utilisés à la production de matériel de guerre, offrent au capital un nouveau champ d'accumulation.

Pratiquement, sur la base du système d'impôts indirects, le militarisme remplit ces deux fonctions : en abaissant le niveau de vie de la classe ouvrière, il assure d'une part l'entretien des organes de la domination capitaliste, l'armée permanente, et d'autre part il fournit au capital un champ d'accumulation privilégié.

(...) En outre, la multiplicité et l'éparpillement des demandes minimales de diverses catégories de marchandises, qui ne coïncident pas dans le temps et peuvent être satisfaites par la production marchande simple, qui n'intéressent donc pas l'accumulation capitaliste, font place à une demande concentrée et homogène de l'Etat. La satisfaction d'une telle demande implique l'existence d'une grande industrie développée à un très haut niveau, donc des conditions très favorables à la production de la plus-value et à l'accumulation. De plus, le pouvoir d'achat des énormes masses de consommateurs, concentré sous la forme de commandes de matériel de guerre faites par l'Etat, sera soustrait à l'arbitraire, aux oscillations subjectives de la consommation individuelle ; l'industrie des armements sera douée d'une régularité presque automatique, d'une croissance rythmique. C'est le capital lui-même qui contrôle ce mouvement automatique et rythmique de la production pour le militarisme, grâce à l'appareil de la législation parlementaire et à la presse, qui a pour tâche de faire l'opinion publique. C'est pourquoi ce champ spécifique de l'accumulation capitaliste semble au premier abord être doué d'une capacité d'expansion illimitée. Tandis que toute extension des débouchés et des bases d'opération du capital est liée dans une large mesure à des facteurs historiques, sociaux et politiques indépendants de la volonté du capital, la production pour le militarisme constitue un domaine dont l'élargissement régulier et par bonds paraît dépendre en première ligne de la volonté du capital lui-même.

Les nécessités historiques de la concurrence toujours plus acharnée du capital en quête de nouvelles régions d'accumulation dans le monde se transforment ainsi, pour le capital lui-même, en un champ d'accumulation privilégié. Le capital use toujours plus énergiquement du militarisme pour s'assimiler, par le moyen du colonialisme et de la politique mondiale, les moyens de production et les forces de travail des pays ou des couches non capitalistes. En même temps, dans les pays capitalistes, ce même militarisme travaille à priver toujours davantage les couches non capitalistes, c'est-à-dire les représentants de la production marchande simple ainsi que la classe ouvrière, d'une partie de leur pouvoir d'achat ; il dépouille progressivement les premiers de leur force productive et restreint le niveau de vie des seconds, pour accélérer puissamment l'accumulation aux dépens de ces deux couches sociales. Cependant, à un certain degré de développement, les conditions de l'accumulation se transforment en conditions de l'effondrement du capital.

Plus s'accroît la violence avec laquelle à l'intérieur et à l'extérieur le capital anéantit les couches non capitalistes et avilit les conditions d'existence de toutes les classes laborieuses, plus l'histoire quotidienne de l'accumulation dans le monde se transforme en une série de catastrophes et de convulsions, qui, se joignant aux crises économiques périodiques, finiront par rendre impossible la continuation de l'accumulation et par dresser la classe ouvrière internationale contre la domination du capital avant même que celui-ci n'ait atteint économiquement les dernières limites objectives de son développement.

Le capitalisme est la première forme économique douée d'une force de propagation ; il tend à se répandre sur le globe et à détruire toutes les autres formes économiques, n'en supportant aucune autre à côté de lui. Et pourtant, il est en même temps la première forme économique incapable de subsister seule, à l'aide de son seul milieu et de son sol nourricier. Ayant tendance à devenir une forme mondiale, il se brise à sa propre incapacité d'être cette forme mondiale de la production. Il offre l'exemple d'une contradiction historique

vivante ; son mouvement d'accumulation est à la fois l'expression, la solution progressive et l'intensification de cette contradiction. A un certain degré de développement, cette contradiction ne peut être résolue que par l'application des principes du socialisme, c'est-à-dire par une forme économique qui est par définition une forme mondiale, un système harmonieux en lui-même, fondé non sur l'accumulation mais sur la satisfaction des besoins de l'humanité travailleuse, et donc sur l'épanouissement de toutes les forces productives de la terre.



DP

Léon Trotsky en 1937.

ANNEXE 2

Dynamisme de l'économie et dynamisme des armements

(Léon Trotsky)

EN août 1937, Trotsky écrit un article intitulé « Devant une nouvelle guerre mondiale » (*Œuvres*, tome 14, pages 238 à 241). Nous reproduisons le paragraphe « A quand la guerre ? ». Les rapports économiques entre les grandes puissances impérialistes sont très différents aujourd'hui. C'est la relation entre course aux armements et crise économique, la combinaison dangereuse qu'elle constitue, qui sont d'actualité. Les gouvernements va-t-en-guerre sont aussi ceux qui ont le plus de problèmes pour assurer leur assise interne pour affronter la classe ouvrière, en cherchant l'Union nationale. Par ailleurs, l'argument selon lequel c'est en fournissant le plus possible d'armes à un pays pour se défendre qu'on garantit la paix dans le futur, est, on le verra, très pernicieux.

A QUAND LA GUERRE ?

Les forces qui agissent, soit pour rapprocher soit pour retarder la guerre, sont si nombreuses et si compliquées qu'il serait trop risqué de tenter une prophétie de calendrier. Cependant, il existe quelques points de repère qui permettent un pronostic. A Londres, on est aujourd'hui d'avis que la période la plus dangereuse sera close en 1939, lorsque les armements britanniques destinés à garantir la « paix » auront atteint une ampleur suffisante. De ce point de vue, les dangers de guerre diminuent... à mesure que les armements augmentent.

Mais l'Allemagne et l'Italie ne vont-elles pas déclencher, de propos délibéré, une guerre au cours des vingt-quatre mois à venir ? Bien des choses permettent de dire non (...).

Elaborer les types les plus parfaits de machines de guerre, préparer la production de masse de celles-ci, se pourvoir en provisions suffisantes de matières premières, éduquer de nouveaux cadres de commandement, instruire le matériel humain — tout cela exige du temps. C'est justement en raison de sa croissance fébrile que l'appareil militaire de Hitler présente à chaque pas des disproportions et des lacunes. Les généraux de l'Allemagne apprécient certainement la préparation actuelle de leur armée à la guerre à un degré bien moindre que ne le font leurs adversaires. Il faudra au moins encore deux ans avant que l'état-major de Berlin cesse de freiner la noble impatience des dirigeants politiques.

Le statut des armements n'est cependant que l'un des facteurs de guerre, et pas le principal. Le moment où tous les pays se sentiront « suffisamment » armés ne viendra jamais. En lui-même, le développement des armements conduit à la guerre, pas à la paix. L'armée n'est cependant pas une fin en soi, mais un instrument de la politique qui, à son tour, est un instrument des intérêts matériels. Le coup qui déclenchera la nouvelle guerre sera vraisemblablement donné par un changement de la conjoncture économique.

Souvenons-nous qu'un essor industriel profond et longuement mûri a été suivi en 1913 par une crise qui, déjà à cette époque, avait le caractère d'une crise non seulement conjoncturelle, mais structurelle : les forces productives de l'Europe étouffaient dans le carcan des frontières nationales. La crise de 1913 produisit dans les classes dirigeantes une tension nerveuse dans laquelle disparurent vite expectative et prudence. Le résultat fut que la guerre éclata en 1914. Il est vrai que la dernière crise (1929-1933) n'a pas provoqué de craintes de guerre. L'optimisme engendré par la précédente « prospérité » était si aveuglant que les classes dirigeantes s'obstinaient à ne considérer la crise que comme un épisode désagréable. Les

illusions ne se sont évanouies que peu à peu, avec la paralysie du commerce extérieur et la croissance de l'armée des chômeurs. Les politiques étrangères de ces années — sauf celles des plus atteints — l'Allemagne, le Japon et l'Italie — étaient incertaines, indécises, faibles.

C'est un effet tout à fait différent sur la politique intérieure comme extérieure que produira la nouvelle crise, dont, tout bien considéré, nous n'aurons pas longtemps à attendre la venue. La renaissance économique actuelle, avec un marché mondial désorganisé, un système monétaire perturbé, une armée chronique de chômeurs, n'inspire confiance à personne. Une conjoncture soutenue principalement par les commandes militaires signifie un gaspillage de la substance fondamentale de l'économie, et donc la préparation d'une crise plus profonde et plus douloureuse encore. Aujourd'hui, les classes dirigeantes sont incapables d'en tenir compte. Plus on approche de la réalisation de leurs programmes d'armements, plus grande est la nervosité qui s'empare des maîtres de nos destinées.

Mais peut-être les dirigeants sont-ils capables de différer la crise, ou, ce qui est plus important, de la contenir dans les proportions d'une conjoncture temporaire, pas d'une catastrophe sociale ? Cela exigerait au moins la destruction des barrières douanières, la restauration de l'unité monétaire-or, la régulation du problème des obligations internationales et l'augmentation du pouvoir d'achat des masses en faisant tourner à l'envers la machine aux armements. Seuls les aveugles ne reconnaîtront pas qu'il n'existe pas la moindre raison d'espérer semblable miracle. Les représentants commerciaux de quarante pays se sont réunis fin juin à Berlin pour entendre un hymne de Göring (1) en l'honneur de l'autarcie. Les discours pieux de quelques délégués sur les avantages du régime économique libéral résonnaient comme une dérision de la réalité. Les pays riches en matières premières sont-ils prêts à les fournir à leurs adversaires pour des objectifs de guerre ? Les empires coloniaux céderont-ils une partie de leurs dominions aux nations défavorisées ? Ceux des pays qui ont concentré l'or entre leurs mains vont-ils se préoccuper d'améliorer de façon désintéressée le système monétaire perturbé de leurs rivaux ? Ces simples questions contiennent les réponses complètes en elles-mêmes. Plus réactionnaire est le rôle joué par les frontières nationales dans le système économique mondial, plus âprement elles sont défendues. Personne ne chante à haute voix les louanges de l'« autarcie », mais tous cherchent à se dissimuler dans son ombre illusoire. Cependant, « autarcie » ne signifie nullement repli sur soi à l'intérieur des frontières nationales : les programmes de l'Allemagne et de l'Italie montrent d'une manière particulièrement évidente que l'« autarcie » a besoin... de s'appropriier des colonies et, en général, des terres étrangères. La doctrine de l'économie fermée se révèle seulement la base de l'agression impérialiste.

Le danger de guerre, qui naît des difficultés économiques, les aggrave encore. Chaque collégien sait aujourd'hui que la rupture des relations diplomatiques, les déclarations de guerre officielles ou la neutralité sont aujourd'hui des anachronismes comme la crinoline ou le menuet. Tous les gouvernements sont constamment sur leurs gardes. La tension en temps de paix, qui prend parfois des formes telles qu'autrefois elles n'étaient possibles qu'au moment de la rupture des relations diplomatiques, est ce qui est le moins propre à favoriser un essor économique. Tout porte à penser que la crise à venir laissera loin derrière elle celle de 1929 et les suivantes. Dans ces conditions, la diplomatie de l'attente passive devient impossible. L'Europe n'est pas à la hauteur de la politique de transfusion de sang à la mode américaine. La nouvelle crise poussera toutes les questions à un point culminant, et les gouvernements sur la voie de mesures décisives qu'on ne pourra pas distinguer de mesures de désespoir.

De cette manière, la guerre peut déjà éclater vers la fin des trois ou quatre prochaines années, c'est-à-dire juste au moment où la fin du programme de réarmement devra « assurer la paix ». Nous n'indiquons ce laps de temps, bien entendu, qu'en vue de l'orientation générale. Des événements politiques peuvent accélérer ou retarder l'instant de l'éclatement. Mais son caractère inévitable résulte du dynamisme de l'économie, du dynamisme des armements.

(1) Hermann Göring (1893-1946), ancien pilote de chasse, « as » de l'aviation allemande pendant la Première Guerre mondiale, dirigeant du parti nazi, était devenu ministre de l'Air, mais aussi l'un des grands personnages du régime.

Europe : tous les ingrédients d'un soulèvement des peuples sont rassemblés

SOYONS clairs : ce n'est pas la guerre qui a provoqué la crise, mais la crise qui a provoqué la guerre, comme l'explique Xabier Arriabado dans ce numéro de *La Vérité* :

« Lorsque le FMI et tous les porte-parole du capital imputent les problèmes à la guerre, ils font tout simplement la même chose que lorsque, en 2021, ils les ont imputés à la pandémie ; ou bien en 2007, à la déréglementation financière excessive, ou bien en 1973 à la hausse des prix du pétrole, etc. Selon eux, il y aurait toujours un "facteur externe" à l'origine des problèmes économiques, qui sont donc toujours sans rapport avec le capitalisme lui-même. Mais ni la pandémie, ni la politique économique, ni les prix de l'énergie ne sont étrangers aux exigences de rentabilité qui régit l'accumulation capitaliste et détermine, lutte des classes comprise, ce qui se passe réellement.

Comme pour les guerres, qui, dans le capitalisme, ne sont pas des événements circonstanciels mais font inévitablement partie de son existence. C'est pourquoi, depuis l'entrée dans le stade impérialiste, lors de la transition du XIX^e au XX^e siècle, non seulement les guerres n'ont pas disparu, mais elles ont continué et, d'une manière ou d'une autre, elles s'étendent. On prétend souvent que depuis 1945, il n'y a plus de guerres mondiales, mais la réalité est que les guerres continuent d'exister aux quatre coins du monde, elles ne disparaissent même pas dans les régions historiquement les plus avancées, comme l'Europe. »

Tout s'accélère, à l'effondrement économique se combinent des fractures des Etats, des régimes, des partis et des organisations attachés à la défense de l'ordre impérialiste.

Un des aspects remarquables, c'est l'alignement — la soumission — de tous les gouvernements de l'OTAN par rapport aux Etats-Unis dans leur guerre contre la Russie et leur guerre commerciale contre la Chine, même s'il va contre leurs propres intérêts.

Tout semble indiquer que ce sera l'industrie européenne, frappée par le manque d'approvisionnements en énergie, et la « transfor-

mation verte » obligée qui vont accentuer son déclin avec ces mesures.

Nous avons affirmé et défendu que le seul intérêt des travailleurs et des peuples d'Europe est de rejeter toute Union sacrée avec les gouvernements bellicistes, de refuser les budgets de guerre, de mettre en avant l'unité au service de la défense des revendications les plus élémentaires, du salaire jusqu'à la liberté syndicale et politique, sur une ligne d'internationalisme ouvrier selon la tradition de ce dernier : la ligne de la « *guerre à la guerre* » ; dans cette guerre, il n'y a pas de côté favorable aux peuples, parce que cette guerre est contre tous les peuples. Tout d'abord, contre les peuples ukrainien et russe.

L'OBJECTIF DES ÉTATS-UNIS : SOUMETTRE L'EUROPE ET TOUS SES ÉTATS

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, l'objectif déclaré de l'Etat américain a été de réduire l'Europe et son industrie à leur plus simple expression, et seule la lutte des classes l'en a empêché. Et après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont contribué à la reconstruction de l'économie européenne et de ses Etats par crainte d'une révolution prolétarienne, dans une situation où la défaite du nazisme y entraînait les bourgeoisies européennes et où la classe ouvrière s'était engagée dans la lutte pour le pouvoir sous diverses formes — le désir des généraux américains était de transformer l'Allemagne (le cœur de l'industrie européenne) en un « champ de patates » (1).

(1) C'est le sens du partage des tâches défini à la Conférence de Yalta en février 1945 par Roosevelt, Churchill et Staline : plan visant à réduire l'Allemagne à un « champ de pommes de terre », d'empêcher le relèvement du prolétariat allemand, d'éviter qu'il ne s'engouffre dans le vide politique créé par l'effondrement de l'Etat nazi et ne se saisisse du pouvoir (*Ndlr*).

Par ailleurs, les troupes américaines qui débarquaient en France amenaient dans leurs bagages des « gouverneurs » chargés de restructurer sous leur autorité les débris de l'appareil d'Etat.

C'est la menace du surgissement des peuples, tout juste libérés de l'oppression nazie, qui a fait changer de pied l'impérialisme américain. Le plan Morgenthau était abandonné en septembre 1946 et remplacé en 1947 par le plan Marshall. Les vieux Etats-nations étaient remis en selle pour, avec la collaboration des directions stalinienne et social-démocrate, endiguer et canaliser la vague révolutionnaire, tout en étant contraints de concéder à la classe ouvrière des principaux pays européens des conquêtes sociales qui la vertèbrent encore aujourd'hui.

La guerre en Ukraine et la conduite des opérations militaires par les Etats-Unis fournissent un terrible accélérateur pour remettre en cause les cadres nationaux, et par suite les conquêtes sociales et démocratiques qui s'y inscrivent.

Le capital américain ne s'embarrasse pas de tractation avec chaque gouvernement ou de discussion avec les 27, ou de Parlement européen, pour prendre des décisions : il convoque et annonce ses décisions.

Lloyd Austin, secrétaire américain à la Défense, convoque le mardi 26 avril 2022 les représentants de 40 Etats sur la base américaine de Ramstein, en territoire allemand. Lloyd Austin est là pour obtenir que tous les Etats livrent massivement des armes côté ukrainien et pour passer outre les blocages nationaux, en particulier celui de l'Allemagne dont le serment de 1945 interdit l'envoi de soldats et d'armes en dehors du territoire national — Allemagne qui a vu dès fin février les plus puissantes manifestations contre la guerre et contre le budget de 100 milliards supplémentaires pour l'armement. Quelques minutes avant le début de la rencontre à Ramstein, le chancelier allemand Olaf Scholz annonce la livraison à l'Ukraine d'armes lourdes (des chars Gepard).

Le Monde commente :

« (Scholz) a toutefois donné le sentiment d'agir sous la pression bien davantage que de sa propre initiative » (2).

Comment ne pas voir que les Etats-Unis, par ce coup de force, fragilisent le chef d'Etat du plus puissant pays d'Europe.

TOUTES LES CONTRADICTIONS DU SYSTÈME SE CONCENTRENT AU CŒUR MÊME DES ÉTATS-UNIS

La suprématie du capitalisme américain, cent ans après, est renforcée vis-à-vis de la vieille Europe. Mais cela fait que toutes les contradictions, toute l'impasse du capital se concentrent aux Etats-Unis. Et alors qu'il s'agissait pour les Etats-Unis en 1924 de permettre à l'Europe de « *se relever dans des limites bien déterminées* » et que l'Amérique « *règle l'activité* » (3) des financiers et industriels européens, il est maintenant question d'une régulation d'un type bien différent.

La marque de l'action de l'impérialisme américain en Europe aujourd'hui, c'est la destruction et la marche au chaos.

Nous avons déjà analysé dans *La Vérité* comment l'offensive pour imposer les moteurs électriques conduite depuis les Etats-Unis était en train de produire un effondrement de la production automobile en Europe (4). Les usines espagnoles produisent 724 000 véhicules de moins qu'avant la pandémie. Au mois de mars, sur le marché allemand, les immatriculations de voitures allemandes ont chuté de 17,5 %. Et les immatriculations de Tesla ont progressé de 137,2 %.

Quand Biden, prenant prétexte de la guerre en Ukraine, exige la fin totale de l'importation de gaz russe, il y a un rapport bien sûr avec la défense des intérêts des trusts pétroliers et des producteurs de gaz de schiste américains. Mais cela signifie surtout mettre à terre la puissance industrielle de pays comme l'Allemagne (dépendant à 50 % du gaz russe) ou l'Italie (dépendant à 40 % du gaz russe).

Les révélations récentes concernant l'offensive menée depuis huit ans par la multinationale Uber (au capital totalement lié à Google, une autre multinationale) sur le Vieux Continent permettent de pointer d'autres aspects de cette marche au chaos.

(2) « Guerre en Ukraine : sur la base américaine de Ramstein, en Allemagne, la démonstration de force des Etats-Unis », *Le Monde*, 27 avril 2022.

(3) Léon Trotsky, *Europe et Amérique*, éd. Séliou, mars 2012, page 31.

(4) Sur ce point, on peut consulter le dossier « Biens communs, transition écologique et énergétique, économie verte » de *La Vérité* n° 109 (septembre 2021), page 49.

La nécessité pour le capital, confronté à la baisse tendancielle du taux de profit, est d'écraser le « coût du travail ».

Ce qui nécessite pour ce même capital de faire sauter toute réglementation. Le cœur des accords collectifs déterminant le « coût du travail », c'est le contrat de travail. Pour s'implanter sur le marché des Etats européens, Uber ne veut pas de ces contrats de travail avec les garanties qui s'y inscrivent : salaire minimum, salaires conventionnels, obligation de verser du salaire différé pour les assurances maladie, la retraite, les accidents du travail (Uber ne veut pas plus de tout ce qui régleme la profession des taxis, mais dans le cas d'Uber il y a un lien de subordination évident).

Uber n'a pas procédé en demandant une modification des règles, une modification des lois dans chacun des pays, des dérogations. Uber ne s'est pas adressé aux gouvernements préalablement pour cela. Non. Uber, brutalement, s'implante dans les différents pays, hors de leurs lois, balance tout principe de contrats de travail par-dessus bord, puis, à coups de millions de dollars et avec une armée d'avocats, développe son lobbying qui est l'autre nom de la corruption, agissant en Europe comme dans n'importe quelle république bananière. Et les uns après les autres, les gouvernements, de différentes couleurs politiques, s'alignent sur les exigences de Uber. Rappelons que cette exigence est facile à résumer : une multinationale américaine veut pouvoir faire travailler des salariés dans les pays d'Europe sans contrat de travail.

CE N'EST PAS UN NOUVEL ORDRE, MAIS LA MARCHE AU CHAOS

Ce n'est pas un nouvel ordre, mais la marche au chaos, comme ils le disent eux-mêmes :

« Habituez-vous à ça... Embrassez le chaos » (un directeur d'Uber, cité par *Le Monde*) (5).

Il y a eu des résistances à l'offensive brutale de Uber-Google, des interventions syndicales, des mobilisations des taxis dans les différents pays. Mais la marque de la situation, c'est que les gouvernements des pays d'Europe se sont soumis dans la plupart des cas.

Aujourd'hui, avec un marché mondial en contraction ouverte, le contrôle de ce marché et la concurrence brutale pour l'obtenir conduisent l'administration Biden à sauter

sur l'occasion de faire payer aux pays européens — à leur bourgeoisie, et bien sûr à la classe ouvrière, leurs droits et leurs acquis —, par une politique belliciste, les budgets de guerre, le réarmement. Lequel n'est pas un instrument de « développement » des forces productives, un élément qui peut impulser l'économie dans son ensemble, mais un facteur aggravant de la décomposition du marché. La crise de l'approvisionnement, la rupture de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, l'anarchie du marché énergétique ne favorisent que les grandes entreprises, les monopoles et les multinationales, que les Etats ne sont pas en mesure de contrôler, ce qui est sans aucun doute l'expression ultime du chaos que représente le capitalisme.

Ce n'est pas un hasard si les problèmes se concentrent en Allemagne, cœur industriel de l'Europe, avec ses relations étroites avec tous les pays limitrophes (Slovénie, République tchèque, Autriche, Suisse...) et avec l'ensemble de l'industrie européenne, aujourd'hui menacée.

La profonde déchirure qui traverse les institutions de l'Etat bourgeois allemand et tous ses partis a cette base matérielle. Nous pourrions résumer la situation dans ce qu'avance Oskar Lafontaine (dirigeant qui a rompu avec Die Linke et participe à un nouveau groupement qui remet en cause la politique de réarmement du chancelier social-démocrate Scholtz).

En effet, il y a quelques semaines, il a déclaré :

« Poutine se frotte les mains, car les sanctions remplissent ses coffres. Les annonces tapageuses du ministre de la désindustrialisation, Habeck, selon qui de nouveaux fournisseurs d'énergie pourraient être obtenus du Qatar, ne sont que du vent... L'objectif de la politique américaine est d'empêcher la combinaison de la technologie allemande et des matières premières russes » (6).

Lafontaine le résume en quelques mots : dans une logique économique rationnelle, les relations d'échange entre les pays producteurs de matières premières et les pays industrialisés seraient normales. Mais le capitalisme n'est pas rationnel, la recherche du

(5) Il s'agit de Allen Penn, directeur d'Uber en Asie, extrait de « "Uber files" : une "stratégie du chaos" assumée pour conquérir le monde », *Le Monde*, 10 juillet 2022.

(6) Déclaration de Oskar Lafontaine (7 juillet 2022) : « L'idiot de Poutine, l'idiot de Biden ».

profit, la lutte contre la baisse du taux de profit, la tentative de s'emparer de toute la plus-value — le moteur de la lutte des classes —, bref, la guerre pour le contrôle des marchés, détruisent toute logique économique rationnelle. Elle pointe en définitive la nécessité de réorganiser la société sur un nouvel axe, c'est-à-dire la nécessité d'exproprier les moyens de production, de distribution et d'échange.

UN TOURNANT POUR L'ALLEMAGNE

Le 27 février 2022, trois jours après l'attaque de Poutine contre l'Ukraine, le chancelier social-démocrate Scholz a prononcé un discours au Parlement allemand, au Bundestag (7). Il annonçait, dans ce discours historique, non seulement accepter la demande américaine d'augmenter le budget militaire à 2 % du produit intérieur brut (PIB), mais investir, en plus, dans un fonds spécial, 100 milliards d'euros pour faire de la Bundeswehr (8) « la plus grande armée de l'Union européenne ». C'est une véritable rupture politique, une rupture avec le « serment du peuple allemand » de 1945. C'est la subordination la plus totale à la politique de l'impérialisme américain et de l'OTAN.

Le jour même de ce discours de Scholz, 500 000 personnes ont manifesté à Berlin contre la guerre, les jours suivants 140 000 à Hambourg, 120 000 à Francfort, etc., des manifestations très massives un peu partout. C'était important, très important. Mais le fait politique le plus important était que ce même jour la députée du parti Die Linke (*La Gauche*), Sahra Wagenknecht, et sept députés de son parti ont publié une déclaration commune condamnant Poutine et son attaque, mais refusant totalement le budget de 100 milliards pour la Bundeswehr et la politique de l'OTAN et des Etats-Unis.

Il faut savoir que Gregor Gysi, dirigeant historique du parti Die Linke, a voulu amener ce même jour son parti à signer une déclaration commune avec le gouvernement SPD-Verts-Libéraux et le parti bourgeois CDU acceptant le réarmement de 100 milliards d'euros, abandonnant ainsi des positions historiques du parti. Sahra Wagenknecht et ses camarades députés résistent, la crise de Die Linke est totale.

C'est un bouleversement majeur en Allemagne. L'impérialisme américain veut profiter de la guerre en Ukraine pour écraser

ses concurrents sur le marché mondial. Biden exige que l'Allemagne arrête d'importer le gaz et le pétrole russes. Il faut savoir que l'Allemagne, notamment son industrie, dépend à la hauteur de 59 % du gaz et du pétrole russes, achetés bon marché et transportés via les gazoducs « Nordstream » vers l'Allemagne.

L'impérialisme américain veut transformer l'Allemagne en « champ de pommes de terre », comme il est dit dans le fameux plan américain Morgenthau en 1945. Ce n'est nullement exagéré. Il y a quelques jours, des économistes ont publié une étude expliquant que la fermeture des « robinets russes » plongerait l'Allemagne dans la plus grande crise depuis la République de Weimar, provoquant immédiatement une chute du PIB d'environ 13 % et jetant immédiatement 6 millions de travailleurs dans le chômage.

En essayant d'écraser son concurrent allemand, l'impérialisme américain essaie d'écraser le prolétariat allemand, qui possède, malgré toutes les attaques, des conquêtes parmi les plus importantes en Europe.

Le 3 juin 2022, quand Scholz a mis au vote du Bundestag le budget de 100 milliards d'euros pour la Bundeswehr, les directions du SPD, Gregor Gysi de Die Linke, la plupart des directions syndicales, ont capitulé et se sont soumis au diktat américain, au « suicide ». Mais 22 députés de Die Linke, avec Sahra Wagenknecht à la tête (contre l'exigence de Gregor Gysi), ainsi que 9 députés du SPD, ont voté contre. Ces 31 députés ont sauvé l'honneur du mouvement ouvrier allemand !

Le 3 juin 2022, ils étaient 31 au Parlement allemand. Le 3 décembre 1914, au début de la Première Guerre mondiale, quand les dirigeants du SPD ont accepté les crédits de guerre du Kaiser, un seul député a voté contre, un seul. C'était Karl Liebknecht, fils d'un des fondateurs du SPD, Wilhelm Liebknecht, avocat de métier, mais surtout internationaliste et socialiste révolutionnaire.

Rappelons ce que disait Léon Trotsky dans *La révolution trahie* :

« Tous les calculs se fondaient à l'époque sur l'attente d'une victoire prochaine de la

(7) Le discours de Olaf Scholz au Bundestag est disponible sur YouTube – France 24, 27 février 2022, sur le site www.youtube.com

(8) Bundeswehr est le nom des forces armées allemandes. Cette armée a été créée en 1955 comme une armée parlementaire : tout engagement des soldats requiert l'aval des députés du Bundestag (*Ndlr*).

révolution en Occident. On considérait comme allant de soi que le prolétariat allemand victorieux, escomptant un remboursement ultérieur en produits alimentaires et en matières premières, ravitaillerait la Russie des soviets en machines, en articles manufacturés, et lui fournirait aussi des dizaines de milliers d'ouvriers hautement qualifiés, des techniciens et des organisateurs. A n'en pas douter, si la révolution avait triomphé en Allemagne — et seule la social-démocratie empêcha son triomphe —, le développement économique de l'URSS comme celui de l'Allemagne elle-même se serait poursuivi à pas de géant » (9).

Quatre-vingt-dix ans après, et notamment après la Seconde Guerre mondiale, le sort des travailleurs et des peuples d'Europe n'a jamais été aussi étroitement lié.

L'enchevêtrement entre les différents peuples, les relations économiques, sociales, politiques et militaires montrent que ces problèmes ne peuvent trouver de solution dans un cadre étroitement national. Seule la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe serait capable de mettre fin au pouvoir des gangsters des multinationales, des oligarques corrompus et des gouvernements et institutions à leur service.

LA CHUTE DE DRAGHI : UN SYMPTÔME POUR TOUT LE CONTINENT

Le 7 juillet 2022, le Premier ministre du Royaume-Uni, Boris Johnson, démissionne. Un membre éminent de son parti commente :

« Avec ses clowneries, Boris Johnson nous ferait presque oublier la gravité de la situation à laquelle fait face la Grande-Bretagne : récession, prix du carburant, inflation, et un monde plus dangereux qu'à n'importe quel moment depuis la crise des missiles de Cuba » (10).

Le 20 juillet, le gouvernement italien formé autour de Mario Draghi chute lourdement. C'est la panique dans tous les cercles dirigeants des Etats européens, à Bruxelles et au-delà. Le *New York Times* prédit une « nouvelle saison de chaos politique au moment d'une période critique de l'Union européenne » (11).

Le Premier ministre espagnol Sanchez expliquait le 19 juillet que « l'Europe a besoin de dirigeants comme Mario Draghi ». Le quotidien *Le Monde* résume ainsi le danger :

« Sa démission, au moment où deux autres piliers de l'UE, le chancelier Scholz et le prési-

dent Macron, sont affaiblis — le premier par les conséquences de l'agression russe en Ukraine, le second par la perte de sa majorité parlementaire —, représente un choc majeur pour la consolidation de l'Union, pour son leadership et pour sa cohésion sur la scène internationale » (12).

Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie, Espagne... tous les gouvernements des vieilles puissances capitalistes d'Europe sont fragilisés ou en crise. Les raisons invoquées par les chroniqueurs bourgeois lèvent un coin du voile sur les causes profondes : récession, inflation, affaiblissement des institutions européennes et de l'euro lui-même, guerre en Ukraine. Leur inquiétude est claire : est-ce que les institutions construites dans chaque pays et à l'échelle européenne pour gérer les affaires du capital vont tenir ?

Le mouvement en profondeur qui, du Liban au Chili, a formulé « *Qu'ils s'en aillent tous !* » et l'assaut du palais présidentiel au Sri Lanka les hantent.

La preuve en est : Boris Johnson, Premier ministre démissionnaire, s'en est pris au droit de grève avant de quitter le 10 Downing Street (13).

Rappelons que le gouvernement Draghi, constitué en février 2021, n'a pas été le produit d'élections mais d'un accord entre les partis, depuis l'extrême droite jusqu'au Parti démocrate (ancien Parti communiste italien).

Comme l'a souligné le *New York Times* quelques jours plus tard, il s'agit d'« une nouvelle phase de chaos politique », et cela particulièrement à une « période critique de l'Union européenne » (14).

Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), était une autorité européenne en matière de défense des institutions et de l'euro.

(9) Léon Trotsky, *La révolution trahie*, Editions de Minuit, Collection Arguments, 1963 (2- « Le développement économique et les zigzags de la direction »), page 23.

(10) « Boris Johnson : de la victoire éclatante à la chute chaotique, trois ans de turbulences », Cécile Ducourteux, *Le Monde*, 7 juillet 2022.

(11) *The New York Times*, 20 juillet 2022, cité par *Informations ouvrières*, n° 716 (semaine du 28 juillet au 3 août 2022), page 9.

(12) « La fin de l'ère de Mario Draghi en Italie, un choc pour toute l'Europe », *Le Monde*, 21 juillet 2022.

(13) Cf. note 26 de l'article de ce numéro « Capital et militarisme : la guerre contre le peuple ukrainien », page 13.

(14) Cf. note 11 ci-dessus.

Il s'est présenté en Italie comme le garant des « réformes » à mettre en œuvre, c'est-à-dire la mise en place d'un plan d'austérité qui mettrait fin aux droits acquis par les travailleurs italiens et même à la lutte pour la paix et les libertés. Il ne faut pas oublier que la Constitution italienne de 1947 déclare solennellement que « *l'Italie ne participera plus jamais à une guerre* » (15).

L'Italie a été le pays où se sont produites des grèves dans les ports — Gênes, Livourne... — contre l'envoi d'armes, où 52 % de la population est favorable à la paix « sans conditions ».

Draghi a participé avec 30 autres dirigeants au sommet de l'OTAN à Madrid les 29 et 30 juin. Et ils ont tous — volontairement ou non — accepté le diktat de Biden. Un diktat contradictoire avec les sentiments du peuple, en particulier du peuple italien... Draghi est tombé en tant que produit de cette contradiction, ce qui inclut les multiples rebondissements de la politique italienne, et en particulier l'effondrement total des partis traditionnels, et notamment des partis dits « de gauche » (qui électoralement ne peuvent donner plus qu'une « victoire » électorale à l'extrême droite).

Contrairement à la France ou à l'Espagne, où il y a des régimes d'origine bonapartiste ou fasciste, en Italie il y a des institutions qui traduisent le vote populaire, exprimant le chaos. Mais un mois après l'unanimité de Madrid en juin, quel gouvernement européen n'est pas en crise ? La soumission aux diktats de Biden ne résout aucun problème et n'unifie pas. Au contraire, elle accroît la crise et la décomposition dans chaque pays.

UKRAÏNE, EXPRESSION ULTIME DE LA DESTRUCTION QUI MENACE TOUTE L'EUROPE

En effet, la guerre qui se mène aujourd'hui dans les terres ukrainiennes oppose les intérêts des multinationales sous l'égide des États-Unis et les oligarques encadrés par Poutine, lequel cherche à préserver leur place dans le marché mondial. C'est une guerre pour le contrôle de ce marché, et l'une des questions centrales, c'est la question de la terre. Rappelons que le décret sur la terre de 1917 a été l'une des

conquêtes révolutionnaires les plus importantes concernant tous les pays de l'ancienne Union soviétique, incluant la Biélorussie et l'Ukraine. Et n'oublions pas la « collectivisation forcée » entreprise par Staline et qui a coûté 4 millions de morts à l'Ukraine qui s'en souvient.

Le processus de privatisation de la propriété du peuple a été au centre des différents bouleversements politiques qu'ont connus ces pays, notamment après la dislocation de l'URSS en décembre 1991.

Rappelons qu'en Ukraine, en 2001, un moratoire avait été dicté interdisant la vente des terres aux étrangers. En avril 2021, le Fonds monétaire international, le plus important créancier de l'Ukraine, a réussi à faire adopter un décret abolissant le moratoire en échange d'un nouveau paquet de crédits (16).

Le 21 avril 2019, lors du deuxième tour de l'élection présidentielle remportée par Zelensky, la question de la terre était au centre. Lui-même a fait campagne contre la vente de la terre aux étrangers, promettant un référendum sur ce sujet. Un sondage indiquait que 80 % de la population était pour maintenir ce moratoire. Avant l'éclatement de la guerre, le FMI avait imposé la levée de cette interdiction.

Le 1^{er} juillet 2021, Zelensky fait adopter une loi ouvrant la possibilité de la vente des terres agricoles aux étrangers. Il faut également ajouter que déjà, en septembre 2013, la firme chinoise Xinjiang Production and Construction avait conclu un accord avec l'Ukraine, présidée à l'époque par le très pro-poutine président Victor Yanukovich, et avait loué 3 millions d'hectares pendant cinquante années, surface qui représentait alors 9 % de la surface cultivable.

Au mois de mai 2022, la guerre ouverte était déjà entamée. Le gouvernement Zelensky, qui a limité d'abord et interdit ensuite (décrets du 18 juillet) presque toute activité politique et syndicale, a concédé la vente à trois multinationales américaines de 17 millions d'hectares selon *The Australian National Review* (mai 2022) (17).

(15) Il s'agit de l'article 11 de la Constitution italienne de 1947.

(16) Dépêche de l'Agence Reuters, 19 avril 2022.

(17) Selon *Sodepaz Solidaridad Desarrollo* (Madrid) du 26 juillet 2022, trois multinationales américaines — Monsanto, Cargill, Dupont — ont acheté 17 millions d'hectares de terres arables en Ukraine.

Les sociétés ayant des capitaux américains impliquées sont Monsanto, Cargill et Dupont. Parmi les principaux actionnaires de ces sociétés figurent Blackstone, Blackrock et Vanguard. 17 millions d'hectares, à titre de comparaison, représentent plus de 30 % des terres cultivables de l'Ukraine ou de la totalité de celles de l'Italie.

Au mois de juillet 2022 s'est tenue une conférence d'experts et de politiciens sociaux-démocrates européens sur l'avenir de l'Ukraine.

Un des participants, le député du Parti socialiste espagnol Pau Mari-Klose, écrit à ce sujet :

« Avec l'approche de l'Ukraine à l'orbite économique et politique communautaire de l'UE, celle-ci table sur un pays avec un énorme potentiel économique. L'Ukraine est l'un des grands greniers du monde. Cela va renforcer notre autonomie alimentaire et la capacité européenne de se protéger face aux famines » (18).

En effet, comme il a été envisagé au cours de la conférence pour l'avenir de l'Ukraine qui a eu lieu à Lugano (Suisse) les 4 et 5 juillet, les multinationales européennes s'approprient à reconstruire l'Ukraine (19).

Il est bien possible qu'elles soient déjà en retard par rapport aux Américains. En tout état de cause, c'est par la guerre qu'on essaie de détruire la souveraineté et les richesses d'une nation, et cela au nom de la démocratie et du droit à l'autodétermination.

Revenons aux questions de fond.

L'unité et la souveraineté de l'Ukraine ont été des conquêtes de la révolution d'Octobre. Plus que jamais, aujourd'hui, elles ne peuvent se maintenir qu'en rejetant toute ingérence impérialiste et en en finissant avec le pouvoir des oligarques qui, en Ukraine comme en Russie, vivent du pillage de la propriété sociale.

RÉSISTANCE ET RÉORGANISATION

Au milieu de l'été, il y a d'innombrables éléments de résistance, non seulement des travailleurs mais aussi des secteurs intermédiaires tenaillés par les conséquences de la crise, comme les agriculteurs aux Pays-Bas, en Allemagne ou dans l'Etat espagnol. Il serait trop long de détailler le tableau au niveau continental et dans chaque pays.

Mais il y a des leçons communes :

- Dans aucun pays la classe ouvrière n'est vaincue. Il faut souligner dans ce mouvement de résistance l'attachement aux conquêtes qui restent, par exemple l'indexation des salaires selon l'inflation. Le mouvement qui a eu lieu en Belgique le 20 juin 2022 pour la défense du pouvoir d'achat prend son appui sur l'échelle mobile des salaires, mot d'ordre transitoire qui permet de faire le lien entre les revendications les plus immédiates et la politique du gouvernement, donc la nécessité d'en finir avec tous les gouvernements qui mettent en place la politique de guerre. Ce n'est pas un hasard que, selon le dernier rapport de l'OCDE, les travailleurs de Belgique aient gagné du pouvoir d'achat au cours du premier trimestre 2022, contrairement à l'Autriche, à l'Espagne, à la France et y compris à l'Allemagne (20).

- Les dirigeants syndicaux et politiques dits « de gauche » rencontrent d'immenses difficultés pour imposer l'« Union sacrée » ou sa traduction sociale, comme en Espagne avec le Pacte des revenus. Dans de nombreux cas, comme en France, *tous* les syndicats sont contre la réforme du système public de retraite.

- Du côté des gouvernements, ce sont en particulier les partis sociaux-démocrates ou ceux qui usurpent le nom de socialisme qui sont à la tête de la politique belliciste... entraînant avec eux les partis « verts » et dans la plupart des cas les nouvelles formations : Podemos (Espagne), Bloco de Esquerda (Portugal), Syriza (Grèce)...

Et dans ces derniers mois, les institutions de l'Union européenne, cadre indispensable pour établir le consensus avec les appareils qui ont comme base les organisations de la classe ouvrière, apparaissent totalement subordonnées à l'administration américaine et particulièrement à l'OTAN, comme on l'a vérifié lors du sommet des 29 et 30 juin à Madrid.

- Dans ces conditions, l'émergence de mouvements de rupture liés à l'impulsion de la mobilisation est un élément déterminant. C'est un phénomène qui, avec des formes et

(18) L'intervention de Pau Mari-Klose est citée dans l'article « Ucraina, un país de Europa » (Ukraine, un pays d'Europe), *El País*, 1^{er} août 2022.

(19) *L'Ukraine Recovery Conference* (URC 2022), réunie à Lugano (Suisse) les 4 et 5 juillet 2022, a adopté une déclaration finale, dite « déclaration de Lugano ».

(20) Etudes économiques de l'OCDE - 2022, consultable sur le site www.oecd.org

des rythmes quelquefois différents, s'exprime dans toute l'Europe. Nous avons eu l'occasion dans *La Vérité* de nous exprimer longuement sur le mouvement de La France insoumise, de l'Union populaire et sa forme actuelle, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), qui par ailleurs annonce la préparation d'une marche sur Paris en octobre.

Le 9 juillet, à Rome, s'est déroulée une conférence qui a fondé un mouvement nommé « Vers l'Union populaire ». Cette conférence a été présidée par Luigi Demagistris, ancien maire de Naples. Dans un entretien avec *Informations ouvrières* (21 juillet), il a déclaré notamment :

« Nous devons avoir la capacité d'unifier dans un nouveau projet tous ceux qui ne sont pas alignés sur le système et qui veulent contribuer à une rupture avec celui-ci » (21).

Ce mouvement vient d'annoncer sa participation aux élections législatives anticipées du 25 septembre.

En Allemagne, l'appel « *Pour une gauche populaire !* » déclare :

« Le parti Die Linke traverse une crise existentielle. C'est pourquoi nous avons lancé ensemble l'appel "*Pour une gauche populaire !*" (...). Cet appel a recueilli plus de 6 400 signatures, exprimant ainsi une grande inquiétude quant à l'avenir du parti. Ensemble, nous avons exigé que le parti Die Linke se penche enfin sur le quotidien de toute la population, de ses soucis et de ses problèmes (...). Dans cet e-mail, nous voulons analyser de notre point de vue les décisions du congrès et donner un aperçu de ce qui nous attend dans la prochaine période. Pour résumer brièvement la situation : le signal de renouveau que nous avions espéré lors du congrès d'Erfurt n'a pas été donné. Aussi dur que cela puisse paraître, un constat s'impose : le parti est (...) divisé.

Mais nous ne battons pas en retraite.

Il y a urgence à voir un parti de gauche s'attaquer de manière courageuse et populaire aux problèmes quotidiens de la population face à l'explosion des prix, qui entraînera certainement des situations financières catastrophiques, touchant y compris la classe moyenne.

Il est de notre devoir de nous tenir aux côtés de la population et de participer à l'organisation des mouvements de protestation. Et de s'opposer clairement au gouvernement fédéral et à sa politique de sanctions dévastatrices pour l'Europe et l'ensemble des pays du Sud (...).

Vous trouverez, ci-dessous, un commentaire plus détaillé sur certains points du congrès, ainsi que d'autres informations sur les perspectives à envisager. A la fin de l'automne, une conférence sera organisée afin de poursuivre le débat initié notamment par cet appel. Dès que nous aurons plus d'informations sur la date et ce qui est prévu, comment vous pouvez apporter votre aide, vous serez informés par ce biais.

Salutations solidaires et combatives, et bel été aux initiateurs de l'appel ! » (22).

A l'initiative de l'organisation grecque NAR et du Parti ouvrier indépendant (POI) en France, a eu lieu le 9 avril par vidéoconférence une conférence ouvrière européenne contre la guerre et l'exploitation. Des délégations de 19 pays y ont participé.

Le 25 juin, à Madrid, s'est tenue dans la continuité une Rencontre ouvrière européenne contre le sommet de l'OTAN. Une résolution y a été adoptée et l'engagement pris d'élargir le comité de liaison constitué à cette occasion.

Les comités pour l'Alliance des travailleurs et des peuples d'Espagne qui ont organisé cette rencontre se sont adressés un mois plus tard à la NAR et au POI en ces termes :

« Quatre semaines se sont écoulées depuis notre réunion à Madrid le 25 juin et la manifestation du 26.

Depuis lors, la politique de guerre dictée par l'administration américaine s'est amplifiée. D'un côté, elle a accéléré la crise de tous les gouvernements européens et, de l'autre, elle a vu se développer, dans tous les pays, d'importants éléments de résistance et de mobilisation ouvrière et populaire face aux mesures d'austérité mises en œuvre par les gouvernements de tous les pays et inspirés par les institutions européennes et internationales.

En ce qui nous concerne, en Espagne, les résolutions adoptées à Madrid nous ont permis de tisser des liens très importants dans le mouvement ouvrier des Etats de l'Union européenne, des maillons importants du mouvement ouvrier des peuples qui composent l'Etat espagnol.

(21) « Entretien avec Luigi Demagistris, ancien maire de Naples et l'un des fondateurs du mouvement "Vers l'Union populaire" », *Informations ouvrières*, n° 715 (semaine du 21 au 26 juillet 2022), page 12.

(22) « Allemagne – Appel "Pour une gauche populaire" à l'initiative de 85 signataires, dont 10 députés de Die Linke à la veille de son congrès », *Informations ouvrières*, n° 709 (semaine du 9 au 15 juin 2022), page 13.

L'objectif de cette lettre n'est pas de détailler ce qui se passe partout en Europe — ce que nous pouvons difficilement faire seuls — mais celui, sur la base de ce qui a été convenu à Madrid, de renforcer nos relations de solidarité et de combat commun.

Le comité de liaison que nous relançons à Madrid doit être un instrument utile pour nous tous et au niveau européen. Il doit aussi nous permettre d'établir des relations avec des forces nouvelles qui n'acceptent pas le chantage des gouvernements, "l'unité sacrée" au nom de la guerre, qui impliquerait le renoncement aux revendications sociales et démocratiques.

Nous vous proposons donc que, sans tarder et sur la base du fait que les conclusions de la conférence de Madrid ont été largement diffusées, même dans les pays qui n'ont pas pu y assister en personne, nous développons entre nous l'échange d'informations et de propositions d'action » (23).

Devant la crise d'effondrement qui frappe l'Europe, regrouper autour de l'axe central de défaire les gouvernements nationaux et leurs politiques liquidatrices des conquêtes sociales et démocratiques, lutter pour l'indépendance des organisations contre l'Union sacrée. Pour les militants des sections de la IV^e Internationale, s'insérer dans ces processus en cours est la priorité.

Bruno Ricque
Angel Tubau
11 août 2022

(23) Comité pour l'Alliance des travailleurs et des peuples (CATP) de l'Etat espagnol, lettre du 22 juillet 2022 adressée à la NAR (Grèce) et au POI (France).



Couvertures du dernier numéro de *La Vérité* édité simultanément en six langues : français, arabe, portugais, espagnol, anglais et allemand.

ANNEXE

Léon Trotsky et le « tournant français »

(extraits des n^{os} 1057 et 1059 de *La Lettre de La Vérité*, septembre 2022)

NOUS avons consacré plusieurs numéros à étudier ce que Léon Trotsky avait alors appelé en 1934 le « tournant français » : dans les n^{os} 1043 (6 janvier 2022), 1044 (20 janvier 2022) (1) et 1052 (19 mai 2022), nous sommes revenus sur le contenu de ce « tournant » réalisé par la section française de la IV^e Internationale d'entrer dans la SFIO de l'époque. Nous poursuivons cette étude en nous consacrant aux écrits de Léon Trotsky durant l'année 1934 et début 1935. Précisons : si toute analogie historique a ses limites, il n'en demeure pas moins que la méthode utilisée par Trotsky pour sortir les bolcheviks-léninistes de leur relatif isolement s'avère d'une grande actualité.

« Sans analogie historique, il est impossible d'apprendre de l'histoire. Mais une analogie doit être concrète : les ressemblances ne doivent pas faire oublier les différences » (Léon Trotsky, « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme », 1^{er} février 1935, *Œuvres*, tome 5, p. 82).

LA SÉLECTION D'UNE AVANT-GARDE

Dans un article de *La Vérité*, polémique avec les positions des dirigeants du PCF, Cachin et Thorez, face à Doriot et son regroupement de Saint-Denis, Léon Trotsky écrit :

« Le monde de la politique, comme la nature, a horreur du vide. Il a besoin de continuité dans la pensée et l'action politiques. Si l'on mène jusqu'à la rupture le combat contre les staliniens, sans affaiblir sa volonté de combattre les réformistes et les centristes, on ne peut éviter cette conclusion : *la création d'un nouveau parti révolutionnaire est mise de façon urgente à l'ordre du jour.*

“Tout, mais pas ça !”, s'écrient des esprits éperdus. “Nous autres, réalistes, nous ne sommes pas des faiseurs de partis et d'Internationales. Seules la marche des événements, la poussée des masses, leurs expériences à elles peuvent aboutir à un nouveau parti !”

Quelle sagesse ! Quelle profondeur ! Mais que signifie cette “marche des événements” ? En sommes-nous exclus ? Comment se fait l'expérience des masses ? N'y sommes-nous pour rien ? Sommes-nous incapables de nous insérer dans la marche des événements et de féconder l'expérience des masses ?

Le sage tacticien nous objecte : “La masse ne veut pas un nouveau parti : elle veut l'unité, et c'est là-dessus qu'il faut bâtir.” C'est l'idée du front unique, de l'alliance ouvrière, embryon des soviets, qui correspond à cette volonté d'unité des masses. Mais si on s'en tient là, on ne fait qu'aggraver la confusion. Il ne suffit pas de vouloir l'unité, il faut savoir la réaliser. *Seul le parti peut indiquer aux masses la voie juste.* C'est précisément parce que la masse dans son ensemble n'a que des idées vagues, sommaires et confuses, que la sélection de l'avant-garde est nécessaire. Pour un marxiste, la formule politique exprime non pas la mentalité des masses aujourd'hui, mais la dynamique de cette mentalité, la façon dont elle est déterminée et doit l'être par la lutte des classes.

C'est précisément de l'expérience des masses que nous en sommes venus à l'inébranlable conclusion que les deux Internationales ont bien fait faillite. Sommes-nous des augures qui gar-

(1) Cf. *La Vérité*, n° 110 (février 2022), pp. 13 à 19.

dent leur conviction à usage occulte ? Non, nous sommes des révolutionnaires, tenus d'expliquer à la masse sa propre expérience. C'est là le commencement du réalisme marxiste » (« En avant, Saint-Denis ! Arguments et ripostes », *La Vérité*, 8 juin 1934, publié dans les *Œuvres* de Léon Trotsky, tome 4, pp. 45 à 46).

Et après avoir expliqué que la formule « marche des événements » est une abstraction creuse, il précise :

« Mais opposer le marxisme ou le programme communiste à l'expérience des masses signifie fouler aux pieds toute l'expérience historique de la classe ouvrière au nom de "l'expérience" de tel ou tel groupe bureaucratique.

La doctrine marxiste et le programme ne peuvent ni planer comme le Saint-Esprit au-dessus du chaos ni se nicher dans le cerveau de quelques augures. Ils doivent avoir leur corps, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde ouvrière. Son développement peut dépendre de maints facteurs et circonstances historiques, que nous sommes loin de maîtriser. Mais quand nous proclamons la faillite des deux Internationales, nous faisons, par là même, appel aux ouvriers les plus conscients, les plus décidés, les plus dévoués, en les invitant à se rassembler autour du nouveau parti et de la nouvelle Internationale » (*Ibidem*, p. 47).

Au lendemain des manifestations de février 1934, et notamment celle du 12 février qui avait vu la fusion des deux manifestations ouvrières place de la Bastille par les manifestants eux-mêmes aux cris d'« *Unité, unité !* », Léon Trotsky précise :

« Hier encore, le mot d'ordre du front unique était le monopole exclusif des seuls bolcheviks-léninistes. Aujourd'hui, il nous a été enlevé. Ce mot d'ordre appartient à tous. Il exprime l'aspiration profonde et passionnée, mais politiquement très obscure, des masses à opposer aux progrès de la réaction les forces unies de tous les opprimés. L'existence d'une telle aspiration crée la condition la plus importante, sinon d'une situation directement révolutionnaire, du moins d'une situation pré-révolutionnaire qui peut très rapidement se transformer en une situation révolutionnaire. Malheureusement, les organisations existantes ne saisissent que de façon très médiocre *les modifications* réelles dans l'état d'esprit des masses ouvrières. Savoir prêter l'oreille à l'ouvrier moyen à l'usine, dans la rue, dans l'autobus, au café, dans sa famille, pour savoir comment il apprécie la situation, quels sont ses espoirs, ce qu'il croit — savoir écouter attentivement un tel ouvrier —, constitue le premier devoir d'une organisation révolutionnaire, surtout dans une période aussi critique que celle d'aujourd'hui où la conscience des masses change littéralement tous les jours. A l'heure actuelle, on peut juger de la profondeur et de l'acuité du tournant dans la conscience des masses avant tout par l'expression de leurs sympathies, surtout par les événements qui se produisent à l'intérieur de la social-démocratie, la scission de Saint-Denis, le tournant des deux bureaucraties vers le front unique, etc. Ces répercussions, intéressantes en tant que symptômes, ont toujours un caractère tardif et déformé ; elles nous permettent cependant de tirer les conclusions suivantes : 1. Les ouvriers voient non seulement le danger, mais encore la possibilité de résister ; 2. Ils voient leur salut dans le front unique ; 3. Avec une politique à moitié juste, renforçant la confiance des travailleurs en eux-mêmes, la défense active peut, en un laps de temps très court, se transformer en offensive générale.

La tâche des bolcheviks-léninistes ne consiste pas désormais à répéter des formules abstraites sur le front unique (alliance ouvrière, etc.), mais à formuler des mots d'ordre déterminés, une activité concrète et des perspectives de lutte sur la base d'une politique de front unique de masse. Pour la défense, il faut construire des soviets et accélérer leur transformation en organes de lutte pour le pouvoir. La tâche de la Ligue, dans la situation actuelle, ne diminue pas ; au contraire, elle grandit, s'élève à un plan supérieur et revêt un autre caractère. Ne pas le comprendre, se borner à répéter les leçons déjà apprises, signifierait perdre la partie » (« La Ligue devant un tournant décisif », 16-30 juin 1934, *Œuvres*, tome 4, pp. 104-105).

Dans ce même texte, il précise alors la place que doit occuper, dans cette situation, le regroupement des militants trotskystes :

« Si la Ligue demeure à l'extérieur et concentre ses efforts sur une critique de *l'extérieur*, elle court le danger d'irriter les travailleurs au lieu d'attirer leur attention. Répétons-le encore une fois : c'est dans l'unité de leurs rangs que les masses voient aujourd'hui l'unique voie de salut. Quiconque reste en dehors des rangs communs, quiconque critique tout en restant sur la touche sera considéré par les masses comme un obstacle. Ne pas tenir compte de cet état d'esprit des masses, puissant, et en définitive sain, le contrecarrer, ce serait la mort. Lors d'une montée d'un mouvement, la tâche des marxistes consiste, *tout en se faisant porter par la vague*, à apporter la clarté nécessaire de pensée et de méthode.

La Ligue doit occuper une place organique dans le cadre du front unique. Elle est trop faible pour prétendre à une place *indépendante*. Cela signifie qu'elle doit immédiatement prendre une place dans l'un des deux partis qui ont négocié et conclu l'accord. Pour nous, il n'existe pas de différence de principe entre les deux partis, ou presque aucune. Mais, dans la pratique, c'est seulement l'entrée dans le parti social-démocrate qui est possible » (*Ibidem*, p. 106).

**“SANS RENIER AUCUNE DE NOS POSITIONS
ET SANS NOUS DISSOUDRE...”**

Trotsky considère alors important d'aider à lever les hésitations et incompréhensions liées à ce « tournant » qu'il s'agit d'opérer. Il avance ainsi une série d'arguments qui visent à convaincre ses camarades de combat de s'engager dans cette nouvelle appréciation politique qui doit désormais se traduire par des faits.

« Les larges couches ne nous jugeront pas d'après la collection de notre valeureuse *Vérité*. Qui oserait prétendre que, dans cette situation nouvelle, nous puissions devenir, *sans un changement radical de tactique*, le pôle d'attraction décisif pour *ces combats* ? Lancé hors de la mêlée, le mot d'ordre du nouveau parti a ressemblé plus à une médication qu'à une arme décisive. Il risque fort de regrouper plus de gens de l'intelligentsia que de combattants. Spartacus a été écrasé parce qu'il n'était pas suffisamment lié aux masses. Que sommes-nous à côté de Spartacus ? » (2) (« Contribution à la discussion sur la situation de la Ligue et ses tâches », 29 juin 1934, *Œuvres*, tome 4, p. 118).

Il précise alors le sens du combat politique à opérer :

« Il faut franchir une étape décisive, nous rapprocher d'un groupe d'ouvriers qui évolue vers des idées révolutionnaires, lui servir de catalyseur, augmentant ainsi nos possibilités.

Sans renier aucune de nos positions, et sans nous dissoudre, il faut porter le combat au cœur même de ce groupe en pleine évolution. Nous avons retracé plus haut le tableau de nos difficultés et de nos faiblesses particulières, mais *nous ne devons pas sous-estimer la valeur de nos noyaux propagandistes et de leurs capacités*. Il suffit que nous les placions au bon endroit pour que leurs lents progrès se transforment en bonds en avant décisifs (...).

Ce qu'il faut maintenant, c'est agir de telle façon que notre déclaration ne puisse d'aucune manière renforcer l'aile bourgeoise dirigeante (*de la SFIO, Ndlr*), mais au contraire appuyer l'aile prolétarienne progressive, que son texte et sa diffusion nous permettent de garder la tête haute, au cas où nous serions acceptés comme au cas de manœuvres dilatoires ou de refus. Il n'est pas question de nous dissoudre : *nous entrons en tant que fraction bolchevik-léniniste, nos liens d'organisations restent les mêmes, notre presse subsiste...* » (*Ibidem*, p. 121).

Il formule à la fin d'un texte, dans un « post-scriptum », la remarque politique suivante, pleine de bon sens et qui vise à aider ses camarades à se positionner dans le moment présent :

« Pour nous faire comprendre par la masse, nous devrions poser la question de la manière suivante : “Nous ne sommes pas, nous non plus, des adversaires de l'unité organique, mais à condition qu'elle soit précédée par une clarification des deux côtés. Les bolcheviks avaient pour des situations analogues une formule consacrée : d'abord la délimitation, ensuite l'unification.” Dans ce cadre, notre entrée dans la SFIO aurait pour but d'accélérer la délimitation préalable pour préparer l'unification de l'avant-garde prolétarienne » (« Défense de la politique entriste », 12 juillet 1934, *Œuvres*, tome 4, p. 141).

Dans un texte qui présente « les tâches de la LCI », il précise au point 8 le contenu de rupture que doit avoir, selon lui, l'organisation d'un tel tournant.

« Tout travail fructueux de notre part doit reposer sur une rupture totale avec nos méthodes de travail passées, celles de la fraction. Le travail idéologique de la fraction était pour l'essentiel de nature critique. Le travail idéologique du noyau du nouveau parti et de la nouvelle Internationale

(2) La Ligue Spartakus, qui fut le noyau du PC allemand, comptait dans ses rangs des personnalités prestigieuses du mouvement ouvrier, comme Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, et des milliers de militants et sympathisants. La Ligue communiste, elle, ne comptait pas plus d'une centaine de militants en août 1934 et elle ne pouvait espérer jouer un rôle comparable à celui de Spartakus.

doit être centré autour d'un travail positif, constructif, donnant la direction, et qui ne dévie jamais le moins du monde du concret. Notre activité antérieure était consciemment limitée à la propagande, puisque la fraction se soumettait consciemment dans l'action à la discipline du parti. Dans notre travail maintenant, le noyau du nouveau parti et de la nouvelle Internationale doit au contraire s'efforcer de dépasser les bornes de la propagande à toute occasion et prouver le sérieux et la valeur de notre détermination révolutionnaire à travers l'action indépendante ou la participation à l'action. Pour cela, il nous faut partir du fait que l'unique moyen de convaincre de larges masses réside dans l'action. C'est là le point central de notre nouvelle orientation. Il n'existe aucune mesure d'organisation qui permette de contourner ce pas et de le rendre superflu » (« Les tâches de la LCI », 21 juillet 1934, *Œuvres*, tome 4, p. 164).

L'IMPORTANCE DE CETTE DISCUSSION POUR L'ENSEMBLE DES SECTIONS DE L'INTERNATIONALE

D'abord, Trotsky considère décisif de rendre compte de cette discussion sur le « tournant français » à l'ensemble des sections. Il écrit :

« Il faut tenir toutes les sections au courant de toutes discussions au sein de la Ligue française (...). L'adhésion au PS — comme en Angleterre à l'ILP — est déterminée par une constatation nationale. Ce qui n'est pas un principe, mais une opportunité. Si on la laisse échapper, pourtant, on risque de stériliser les principes pour des années et des années. Il n'y a pas, et il ne saurait y avoir de règle mécanique qui obligerait toutes les sections nationales à entrer dans les PS. Il serait parfaitement absurde de vouloir imposer pareille "politique". Pourtant, des situations plus ou moins analogues peuvent se produire dans d'autres pays, et toutes les sections doivent avoir la possibilité de suivre pas à pas le développement de la discussion dans la Ligue française » (« Quelques arguments supplémentaires et quelques suggestions pour des articles », 21 juillet 1934, *Œuvres*, tome 4, p. 159).

A l'adresse des militants de l'Internationale, il aborde le contenu de cette discussion :

« Le tournant en France a soulevé une discussion passionnée et prolongée. Rien de plus naturel. Nous apprenons par l'expérience et nous analysons notre expérience à l'aide de la méthode marxiste. Seuls les bolcheviks-léninistes internationaux peuvent se permettre une pareille discussion... Nous avons une tradition idéologique. Nous avons un programme bien défini. Nous donnons des réponses claires à toutes les questions. Les réponses de nos sections coïncident pour l'essentiel, sans avoir été arrangées à l'avance. Cela signifie que nous avons des cadres formés. Quand nous formons des blocs avec d'autres organisations, ou même quand l'une de nos sections entre dans le parti socialiste, nous le faisons toujours au nom de nos principes, qui se sont révélés irréfutables et que nous apprenons et apprendrons à utiliser pour les appliquer aux conditions de chaque pays » (« Quelques remarques sur le tournant de la Ligue », 22 septembre 1934, *Œuvres*, tome 4, p. 212).

Ce texte se termine par le conseil suivant adressé à l'ensemble des sections :

« Toutes nos sections doivent étudier non seulement l'expérience lointaine de la lutte entre bolchevisme et menchevisme en Russie, mais aussi de l'expérience vivante de notre Ligue française et de la discussion internationale, aussi bien que les affirmations et prédictions des deux côtés à travers leur vérification dans la réalité. Chaque section en tirera de précieuses leçons. Il ne s'agit pas d'appliquer le même procédé dans des conditions différentes, mais d'apprendre comment appliquer des procédés adaptés à des situations nationales et mêmes locales.

Chaque section doit établir son tableau des organisations, groupes et couches du prolétariat afin de savoir intervenir à temps et propager les idées révolutionnaires par des méthodes réalistes » (*Ibidem*, p. 217).

Et à partir d'une appréciation politique d'ensemble, il revient une nouvelle fois sur ce qu'il considère être la tâche de l'heure, afin de rompre définitivement avec les résidus du sectarisme :

« La LCI est l'unique organisation qui ait une conception générale correcte de la situation mondiale et des tâches qui sont devant le prolétariat mondial. Mais elle ne possède pas les forces suffisantes pour devenir un centre d'attraction pour les masses, lesquelles, placées sous l'épée de Damoclès du fascisme et la guerre, ont peur de se couper des grandes organisations. La LCI ne peut pas agir en tant que parti indépendant du prolétariat, elle n'est qu'un instrument *pour la création de partis indépendants*. Il faut utiliser cet instrument conformément à la situation de chaque pays.

La psychologie, les idées, les habitudes sont d'ordinaire très en retard sur les développements des rapports objectifs dans la société et la classe ; même dans les organisations révolutionnaires, le mort pèse sur le vif. La période préparatoire de propagande nous a fourni les cadres sans lesquels nous ne pouvions avancer d'un pas, mais nous en avons hérité le fait que puissent s'exprimer à l'intérieur de l'organisation des conceptions tout à fait abstraites de la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale (...). On peut, au moyen d'une littérature propagandiste, si elle est bonne, éduquer les premiers cadres, mais on ne peut gagner l'avant-garde prolétarienne qui ne vit ni dans un cercle ni dans une salle de classe, mais dans une société de classe, dans une usine, dans les organisations de masses, une avant-garde à laquelle on doit savoir parler dans le langage de ses expériences. Les cadres propagandistes les mieux préparés ne peuvent que se désintégrer s'ils n'entrent pas en contact avec la lutte quotidienne des masses... Pour grandir plus vite pendant la période de flux, pendant la période préparatoire, il faut savoir où on trouvera des points de contact dans la conscience de larges cercles de travailleurs. Il faut établir des relations adéquates avec les organisations de masse. Il faut trouver le point de départ juste, correspondant aux conditions concrètes de l'avant-garde prolétarienne dans la personne des divers groupes. Et pour cela, il faut non seulement ne pas se prendre pour un palliatif en guise du nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création. En d'autres termes, tout en préservant intégralement une intransigeance de principe, il faut se libérer radicalement des résidus sectaires qui nous restent comme héritage de la période purement propagandiste » (« La situation présente dans le mouvement ouvrier et les tâches des bolcheviks-léninistes », octobre 1934, *Œuvres*, tome 4, pp. 228-229).

Afin d'éviter une « fausse » discussion et d'être mal compris, il précise un peu plus loin le sens de cette formule :

« Nous libérer des résidus sectaires de la période propagandiste ne signifie pas pour nous renoncer aux critères marxistes, mais, au contraire, apprendre à les transporter sur une arène plus vaste, c'est-à-dire à les marier avec la lutte de secteurs toujours plus larges de la classe ouvrière » (*Ibidem*, p. 230).

Et il souligne alors la responsabilité des militants bolcheviks-léninistes :

« La situation objective et les conditions internes de la SFIO à l'étape actuelle sont de nature à donner aux bolcheviks-léninistes une possibilité sérieuse de participer à la vie interne de ce parti et de pousser la propagande pour leurs idées sur la base d'une lutte réelle d'une fraction importante de l'avant-garde prolétarienne » (*Ibidem*, p. 231).

Dans la discussion internationale qui se développe alors, Trotsky revient sur les premiers enseignements que l'on peut tirer de l'intervention de la section française pour les camarades de Belgique face aux Jeunes Gardes socialistes (JGS), qui comptaient environ 25 000 membres en 1933.

« L'expérience récente et bien courte encore de notre section française permet déjà de nous donner une confirmation positive des leçons négatives de l'expérience autrichienne. Il saute aux yeux que la section française a fait un grand pas en avant, lequel peut avoir des conséquences vraiment salutaires... à la condition toutefois que le groupe bolchevik-léniniste sache se débarrasser de son étroitesse propagandiste, et, sans rien perdre de la netteté de ses idées et de ses mots d'ordre, sache s'adapter au milieu des masses pour fondre notre programme avec leur expérience et leur lutte. On peut maintenant dire avec une assurance quasi absolue que, si nous avons été capables d'effectuer l'adhésion à la SFIO au lendemain du départ des néos, avant la réalisation du front unique en tout cas, nous pourrions maintenant nous réclamer de succès considérables. Je ne dis pas cela pour récriminer à propos du passé, mais pour que nous apprenions — et tous, sans aucune exception, nous en avons besoin — à nous orienter dans les cadres nationaux plus rapidement et plus courageusement » (« Il faut entrer dans les JGS », 1^{er} novembre 1934, *Œuvres*, tome 4, p. 237).

Et plus loin :

« Le fait qu'il soit possible d'appartenir aux JGS et de prononcer des discours comme celui de Dauge (*Walter Dauge était le secrétaire fédéral des JGS du Borinage, membre de l'exécutif national et l'un des porte-drapeaux de la gauche belge, Ndlr*) démontre que nos amis doivent immédiatement adhérer aux JGS. Je dois vous avouer, chers camarades, qu'en lisant ces deux documents je me suis refusé à comprendre comment des marxistes, des bolcheviks, peuvent hésiter un instant sur la question de l'entrée. Cela démontre un haut degré de pétrification politique. L'intransigeance doctrinale du bolchevisme est un trait essentiel du bolchevisme, mais elle ne constitue que 10 % de son contenu historique ; à 90 %, c'est l'application de ces principes au mouvement réel, c'est la participation aux organisations de masse et surtout de jeunes, qui ne

demandent que notre aide. Plus encore, je me permets de conseiller à nos jeunes camarades bolcheviks-léninistes d'adhérer aux JGS non seulement pour les éclairer et les éduquer, mais encore pour s'éclairer et s'éduquer eux-mêmes. Le rapport des JGS et surtout les contributions de Godefroid (*Fernand Godefroid était le secrétaire général des JGS depuis 1930, Ndlr*) et de Dauge me démontrent que nos amis ont beaucoup à apprendre dans ce milieu excellent. On a trop perdu de temps. Il n'y a plus une minute à perdre » (« Pour l'entrée dans les JGS en Belgique », 19 novembre 1934, *Œuvres*, tome 4, p. 248).

Et il veut faire partager une appréciation politique pour toutes les sections qui est le pas en avant décisif franchi par la section française :

« La SFIO est une organisation de masse, non un groupe homogène de propagande. La situation au sein de cette organisation de masse est telle qu'elle nous a ouvert la possibilité d'y entrer en tant que groupe homogène de propagande. On nous a dit : "Ce ne sera jamais possible." Or l'expérience est faite. Notre section française est restée, sur le plan des principes, ce qu'elle était. Mais sur le plan politique, elle est passée de la classe préparatoire à la classe supérieure » (« Encore une fois sur le tournant », 16 décembre 1934, *Œuvres*, tome 4, p. 273).

UN TRAVAIL DE CLARIFICATION ET LE RASSEMBLEMENT DES FORCES

Dans un courrier adressé au militant américain James P. Cannon, en février 1935, Trotsky donne son appréciation sur la situation française.

« En France, les ouvriers ne peuvent vaincre que si, sous les coups des événements de la prochaine période, ils tournent le dos aux deux bureaucraties (...).

L'important est de démontrer encore et encore aux masses travailleuses la faillite des deux Internationales. Toute illusion perdue par l'avant-garde ouvrière la prépare à la lutte. Pourtant, cela ne suffit pas. Il nous faut présenter notre point de vue sur tous les événements importants dans le mouvement ouvrier international. Cela ne peut se faire que sous la forme de documents programmatiques. C'est en cela que réside le travail préliminaire le plus important pour la IV^e Internationale.

Nous sommes certainement trop faibles pour "proclamer" la nouvelle Internationale. Personne n'a jamais proposé une initiative aussi aventuriste. Ce dont il s'agit, c'est d'en poser les bases idéologiques. Il faut poursuivre sans relâche ce travail, et, à partir d'un certain moment, disposer d'un organisme international et d'un comité qui entreprendra le travail réel de préparation (...).

Au cours de la période prochaine, de grands événements peuvent se produire en Europe, et nous pouvons très bien assister à d'importants regroupements à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les éléments révolutionnaires seront obligés de chercher un nouveau centre de cristallisation. Cela ne peut se faire d'un coup. Il faut d'abord des préparatifs. De nouvelles scissions sont inévitables dans les partis socialistes et les partis staliniens, comme dans les organisations centristes qui sont aujourd'hui dans l'IAG. L'organisation internationale qui a la position théorique et politique correcte et qui est profondément convaincue de la nécessité historique de sa cause l'emportera. Il serait criminel de renvoyer à plus tard le travail de clarification et le rassemblement des forces sous le drapeau de la IV^e Internationale » (« Comment relancer le travail pour la IV^e Internationale », février 1935, *Œuvres*, tome 5, pp. 110 à 112).

Dans un courrier adressé à un camarade polonais qui s'opposait au « tournant » français, il explique :

« Je maintiens qu'aucune de nos sections n'a eu jusqu'à maintenant l'occasion de formuler aussi nettement ses idées et de les présenter aussi directement aux masses que l'a fait notre section française depuis qu'elle est devenue une tendance du parti socialiste. Et, si l'on sait voir, on doit en conclure que la vie tout entière des partis, tant socialiste que communiste, est aujourd'hui déterminée, ou, au moins, influencée, directement ou indirectement, négativement ou positivement, par les idées et les mots d'ordre de notre petite section française (...).

Si l'entrée dans la SFIO se révèle fructueuse pour l'extension de notre influence, alors les camarades polonais et autres devront réviser leur appréciation du tournant réalisé. La majorité des camarades l'ont en réalité déjà fait. Il est juste de dire qu'un petit groupe, avec des idées claires, a plus d'importance qu'une organisation, plus grande peut-être, mais confuse. Mais il ne faut pas fétichiser cette formule, car le petit groupe doit justement essayer de donner à ses idées justes l'auditoire nécessaire. Et, pour ce faire, il doit s'adapter, du point de vue de l'organisation, aux conditions données. »

Trotsky résumera ce point de vue par une formule :

« Non, cher ami, il ne suffit pas d'avoir des idées justes. Encore faut-il les appliquer. Comment ? Il n'y a pas pour cela de recette toute faite. Il faut étudier chaque fois concrètement la situation, afin de donner à la force des idées justes le levier d'organisation le plus favorable. »

Enfin, il conclut son propos ainsi :

« En tant que marxistes, nous sommes partisans de la centralisation. Nous essayons également, à l'échelle internationale, d'arriver à la fusion des forces révolutionnaires. Mais, en tant que marxistes, nous ne sommes ni des doctrinaires ni des pédants. Nous analysons toujours le courant vivant, et nous nous adaptons à chaque situation nouvelle sans perdre notre identité. C'est précisément en cela que réside le secret du succès révolutionnaire. Et il nous faut coûte que coûte nous emparer de ce secret » (« Combinaisons centristes et tactique marxiste », 28 février 1935, *Œuvres*, tome 5, pp. 115 à 120).

Dans la postface d'un texte important rédigé durant cette période, Trotsky indique :

« Notre tendance n'a jamais prétendu à l'infailibilité. Nous ne recevons pas des vérités toutes faites sous la forme de révélations, comme les pontifes ignorants du stalinisme. Nous étudions, nous discutons, nous vérifions nos conclusions à la lumière de l'expérience, nous corrigeons ouvertement les erreurs commises et nous poursuivons notre route. La conscience scientifique et la rigueur envers soi-même constituent la meilleure tradition du marxisme et du léninisme. Sous ce rapport aussi nous voulons être fidèles à nos maîtres » (« L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme », 1^{er} février 1935, *Œuvres*, tome 5, p. 89).

Etats-Unis : à deux mois des élections de mi-mandat

SELON un sondage mené pour *The Economist* du 20 août 2022 (1), 43 % des sondés estiment probable qu'une guerre civile éclate aux Etats-Unis dans la décennie qui vient ; 35 % seulement trouvent cette hypothèse improbable.

Le 4 août, le président Joe Biden a reçu un groupe d'historiens pour une discussion privée, dont le *Washington Post* daté du 11 août (2) explique qu'elle a porté sur le climat politique intérieur et international, comparé par ces universitaires à celui qui régnait aux Etats-Unis à la veille de la guerre de Sécession ou au début de la Seconde Guerre mondiale.

La crise que connaissent les Etats-Unis est profonde. Elle s'inscrit dans la suite des bouleversements provoqués par la chute de l'URSS il y a plus de 30 ans. Elle est surtout le prolongement direct de la crise économique des *subprimes* de 2008 et de la crise politique qui a amené à la candidature de Donald Trump à la présidentielle de 2016. Elle s'inscrit dans la crise mondiale de l'impérialisme, dont les symptômes les plus visibles sont la guerre en Ukraine et la compétition économique entre les Etats-Unis et la Chine. De par leur position particulière, héritée de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis réfractent et concentrent cette conjoncture mondiale, et importent dans leur vie politique toutes ces tensions qui sont maintenant au bord d'exploser.

LES ÉTATS-UNIS DANS LA SITUATION MONDIALE

La crise aux sommets de l'impérialisme atteint des niveaux jamais vus depuis la Seconde Guerre mondiale. Le marché mondial se désintègre. Les domaines réservés des anciennes puissances coloniales, en particulier en Afrique, sont le théâtre d'une compétition féroce, et meurtrière pour les

peuples africains, entre les anciennes puissances impérialistes, la Chine, la Russie et les Etats-Unis...

Dans le même temps, l'impérialisme américain et la bureaucratie chinoise n'arrivent pas plus l'un que l'autre à gérer leur dépendance mutuelle et la concurrence entre eux. La possibilité que le PIB chinois dépasse le PIB des Etats-Unis dans la décennie qui vient semble s'écarter d'après les boules de cristal des économistes bourgeois ; en tout cas, le *Wall Street Journal* daté du 3 septembre (3) relève que « *le dollar devrait demeurer la monnaie de réserve mondiale dans les années à venir* », conservant la place d'impérialisme dominant aux Etats-Unis, même si l'économie chinoise devait dépasser l'américaine. Cela n'amoindrit en rien la concurrence féroce qui oppose les deux premières économies mondiales.

La concurrence économique amène maintenant à des guerres ouvertes, à commencer par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La nécessité pour l'impérialisme américain de mettre l'Europe sous coupe réglée y trouve d'ailleurs une formidable opportunité. Lors d'une conférence commune à la Maison-Blanche (4), un journaliste a demandé au président américain Biden et au chancelier allemand Scholz ce qu'il adviendrait du projet de gazoduc Nord Stream 2 devant alimenter l'Allemagne en gaz russe.

(1) *The Economist*, 20 août 2022, consultable sur le site www.economist.com

(2) « *Historians privately warn Biden that America's democracy is teetering* », by M. Scherer, A. Parker and T. Pager, *Washington Post*, 11 août 2022.

(3) « *World News : Some Economists Rethink When, if Ever, China Will Pass U.S in GDP* », by S. Yifan Xie, *The Wall Street Journal*, 3 septembre 2022.

(4) Conférence de presse commune du président américain Joe Biden et du chancelier allemand Olaf Scholz à la Maison-Blanche, à Washington, lundi 7 février 2022 (dépêche AFP du 8 février 2022).

C'est Biden qui a répondu, devant Scholz, premier concerné et réduit au second rôle :

« Si la Russie envahit — c'est-à-dire que ses blindés ou ses troupes franchissent la frontière — l'Ukraine à nouveau, il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons fin. »

Le journaliste demande alors comment il fera, puisque c'est du ressort de l'Allemagne. Biden répond :

« Je vous le promets, nous y parviendrons. »

Le 18 février, il expliquait lors d'une conférence de presse (5) :

« Les Etats-Unis et nos alliés sont également prêts à défendre chaque pouce de territoire de l'OTAN face à toute menace sur notre sécurité collective. Nous n'enversons aucune troupe combattre en Ukraine, mais nous soutiendrons le peuple ukrainien. »

Si ce n'est pas un feu vert à l'invasion de l'Ukraine, le gouvernement russe a saisi cette garantie pour envahir l'Ukraine moins d'une semaine après. Et conformément à ce que Biden avait annoncé devant Scholz, les pays européens sont maintenant en train d'abandonner tout approvisionnement en gaz russe, le remplaçant au premier chef par du gaz de schiste américain. Sur ce point particulier, d'ailleurs, l'oligarchie russe rejoint les Etats-Unis dans leur volonté d'affaiblir les pays européens et participe pleinement à ce plan en coupant leur approvisionnement en gaz.

Sur le terrain militaire, les Etats-Unis débloquent des milliards de dollars (14 pour l'instant) pour armer l'Ukraine, prolongeant d'autant les combats. Armes et instructeurs de l'OTAN fournissent une ossature à l'armée ukrainienne décimée par la guerre. La limite entre soutien et cobelligérance est floue, ouvrant la possibilité de tous les dérapages.

Dans l'océan Pacifique aussi, la compétition économique s'appuie sur les développements militaires. Sept milliards de dollars sont ainsi débloqués dans le budget des Etats-Unis pour l'année 2022 pour le déploiement de l'armée américaine dans la zone indo-pacifique, c'est-à-dire en direction de la Chine. C'est une multiplication par trois en un an. Depuis l'adoption de ce budget, les visites officielles à Taïwan (6) de Nancy Pelosi (présidente démocrate de la Chambre des représentants) puis d'une délégation de parlementaires ont continué d'aggraver les tensions.

Le 2 septembre, les Etats-Unis ont annoncé la vente de missiles air-mer et air-air à Taïwan pour un montant de 1,1 milliard de dollars.

Alors que la Chine multiplie les incursions d'avions et de navires militaires dans les eaux territoriales taïwanaises, la situation est là aussi explosive et augure de développements incontrôlés. Toute la situation, tant en Europe que dans le Pacifique, rappelle la citation de Trotsky dans *Europe et Amérique* (7) :

« L'avance impérialiste des Etats-Unis s'effectue sous les mots d'ordre : "Liberté des mers", "Portes ouvertes", etc. Aussi, quand l'Amérique est obligée d'accomplir ouvertement une canaillerie militariste, la responsabilité aux yeux de sa population et, dans une certaine mesure, de l'humanité tout entière, en incombe uniquement aux citoyens retardataires du reste du monde. »

LA SITUATION ÉCONOMIQUE INTÉRIEURE

La récession menace. Le *Wall Street Journal* du 8 septembre (8) relève que la situation actuelle est sans comparaison historique, rendant difficile toute prédiction. D'après un de ses sondages, la moitié des Américains pense que la récession a commencé, et des économistes de premier plan s'attendent à ce qu'elle arrive.

Le taux de chômage est historiquement faible, à 3,7 %, et de nombreux emplois ne sont pas pourvus. La hausse des salaires sur un an est estimée à 5,5 %, avec une inflation en juillet suivant un taux annuel de 8,5 %.

(5) « Allocution du président Biden sur l'évolution de la situation relative à la Russie et à l'Ukraine », 18 février 2022, site officiel de la Maison-Blanche : www.state.gov

(6) Taïwan est une île au large de la Chine qui en a fait partie intégrante jusqu'à ce que la révolution chinoise mette en déroute les forces réactionnaires de Tchang Kaï-chek, qui n'ont conservé le pouvoir que là-bas. Taïpei a fait sécession *de facto*, mais la Chine comme Taïwan considèrent être le gouvernement légitime de tout le pays. Les Etats-Unis, comme la presque totalité des pays, ne reconnaissent officiellement pas Taïwan, mais entretiennent des relations diplomatiques officieuses avec elle.

(7) Léon Trotsky, *Europe et Amérique*, éd. Sélino, mars 2012, page 29.

(8) « U.S. News – Capital Account : Dissecting a Case for a Soft Landing », by G. Ip, *The Wall Street Journal*, 8 septembre 2022.

Mais la pandémie et les licenciements qui ont accompagné les confinements ont accéléré les tendances qui existaient déjà : entre 2002 et 2022, l'emploi industriel est passé de 11,6 % des travailleurs à 8,4, pendant que le secteur des transports passait de 3,2 à 4,4 % et que les emplois de bureau du secteur privé passaient de 12,3 à 14,7 % (9). Après les confinements, de nombreux travailleurs ont dû changer d'emploi, passant d'emplois industriels protégés par des contrats collectifs à des emplois de bureau ou de coursiers sans protection sociale. Cela se traduit par le fait que les « bénéfiques », les coûts patronaux autres que les salaires, incluant la protection sociale, augmentent moins vite que les salaires (4,8 % contre 5,1 %, selon les estimations du Bureau des statistiques du travail).

L'offre d'emploi excède la demande, mais il s'agit d'emplois peu protégés ; les salaires augmentent, mais l'inflation transforme cette augmentation en une diminution. La récession menace, et l'explosion des taux d'intérêt commence à se faire sentir, notamment sur le marché de l'immobilier. Un article du *Wall Street Journal* daté du 3 septembre (10) nous apprend qu'à travers les Etats-Unis, les promoteurs immobiliers mettent à l'arrêt leurs projets de construction de logements à coûts modérés, alors même que les besoins pour de tels logements sont loin d'être remplis. C'est une combinaison inédite d'inflation, de plein emploi, de paupérisation et de récession, qui s'inscrit dans un contexte mondial lui-même inédit.

TENTATIVES D'UNION SACRÉE

Dans la foulée de la crise économique majeure de 1929, le président démocrate Roosevelt avait adopté en 1934 une politique, appelée le *New Deal*, et qui était une combinaison baroque de concessions limitées et contrôlées à la classe ouvrière, et de militarisation du pays en préparation de la Seconde Guerre mondiale.

Cette politique avait conduit à une profonde recomposition du paysage politique : entraînant une frange importante des républicains, elle avait fait passer le Parti démocrate, traditionnellement réactionnaire et pro-esclavagiste, « à gauche » du Parti républicain ; en particulier, elle lui avait acquis le soutien de la puissante centrale syndicale

américaine AFL, jusqu'alors liée aux mêmes républicains.

Biden tente de prendre un positionnement similaire. Mais nous ne sommes pas en 1934 : la militarisation renforçait alors l'industrie du pays ; l'impérialisme américain avait besoin d'affermir sa position de domination contre les impérialismes européens (allemand évidemment, mais aussi et surtout britannique) et était prêt à des concessions limitées à sa classe ouvrière pour atteindre ce but. L'union sacrée avec une frange des républicains était rendue possible par l'histoire récente des deux partis, et les possibilités de développement pour l'impérialisme américain que la Seconde Guerre mondiale ouvrait.

En 2022, les tentatives d'union sacrée de Biden reçoivent donc un accueil beaucoup plus tiède. Elles sont globalement un échec, même s'il faut relever un certain nombre de votes quasi-unanimes du Parlement sur les questions internationales. La loi de finances 2022 (première loi de finances annuelle du gouvernement Biden) a reçu, sur son volet militaire et policier, le soutien presque unanime des représentants républicains.

Côté démocrate, quinze représentants, principalement membres ou élus avec le soutien de DSA (*Democratic Socialists of America*), ont voté contre. C'est une fissure dans le dispositif d'union nationale (bien plus que les votes contre de quelques républicains d'extrême droite), mais, globalement, Biden a reçu le soutien des deux partis de l'impérialisme américain dans sa politique en direction de l'Europe et de la Chine. Plus récemment, le vote du Sénat concernant l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN a été presque unanime : sur les 96 sénateurs présents, un républicain a voté contre et un s'est abstenu. Bernie Sanders, indépendant et proche de DSA et de la gauche du Parti démocrate, a voté pour.

Mais ce soutien bipartisan à la politique militaire de Biden est bien loin de suffire à réaliser l'union sacrée. La polarisation des forces politiques est extrême. Le Parti républicain a été obligé de s'aligner totale-

(9) Bureau of Labor Statistics (BLS) - Bureau des statistiques du travail, lié au Département du Travail aux Etats-Unis, consultable sur : www.bls.gov.

(10) « Affordable-Housing Projects Derailed as Developers Struggle for Financing », by R. Picciotto, *The Wall Street Journal*, 3 septembre 2022.

ment sur Trump pour se constituer un semblant de base sociale, lui interdisant les compromis avec le Parti démocrate au pouvoir qui sont à la base de la politique américaine en temps normal.

LA MONTÉE DE LA VIOLENCE POLITIQUE

Trump s'est acquis le soutien total d'une frange réactionnaire de la population américaine vivant essentiellement dans les campagnes et les petites villes, nostalgique d'une Amérique fantasmée qui dominait le monde et redistribuait une part, même limitée, de ses gains à sa population au travers de hauts salaires pour des emplois industriels qualifiés. Trump n'a pas créé cette couche : il en est le fruit. Les républicains sont traditionnellement liés au capital industriel américain : les Bush, par exemple, sont issus de l'industrie texane du pétrole. Mais ce capital industriel s'est mondialisé et le Parti républicain s'est trouvé en lévitation entre sa base électorale et des intérêts économiques qui avaient changé. Trump a permis de recoller le Parti républicain et son électorat.

Il l'a fait contre l'appareil du Parti républicain, qui s'est trouvé aligné de force sur ses positions ; il l'a fait en important dans le périmètre de ce parti les produits de la décomposition sociale de sa base. Au nombre de ces produits, on compte un certain nombre de gangs proto-fascistes. La violence politique est une tradition américaine. Les milices et le Ku-Klux-Klan ont façonné ses relations politiques jusqu'à la Seconde Guerre mondiale au moins, et les confrontations violentes, mortelles souvent, entre manifestants et police ont façonné le mouvement ouvrier américain.

Mais l'assaut du 6 janvier 2021 sur le Capitole est inédit. La coalition de bandes décomposées d'extrême droite montant à l'assaut du gouvernement fédéral avec l'appui du président non réélu marque un pas dans la décomposition politique des Etats-Unis. Il ne s'agit pas d'une tentative de coup d'Etat : aucun état-major clandestin n'a essayé de prendre le pouvoir. Des bandes diverses et sans coordination, au sein d'une manifestation de masse, ont cherché à empêcher la passation de pouvoir entre Trump et Biden, et Trump a essayé de se saisir de cette occasion contre ses services.

La réaction de l'appareil d'Etat a été unanime, de l'armée américaine — dont les anciens chefs d'état-major encore en vie ont publié un communiqué dénonçant le comportement de Trump à cette occasion (11) (12) — jusqu'aux services de protection rapprochés de Trump qui l'ont empêché de se rendre au Capitole. L'impérialisme américain n'est pas prêt, à ce stade, à recourir aux méthodes du fascisme. Mais il garde cette option en réserve.

La récente décision de la Cour suprême sur l'avortement ne peut se comprendre que dans ce contexte : une grande majorité d'Américains, de l'ordre de 60 % selon tous les sondages, soutenait le droit fédéral à l'avortement. Y compris chez les républicains, l'interdiction de l'avortement est impopulaire. C'est un gage donné à une frange minoritaire d'extrême droite, dont l'impérialisme a besoin.

Un article du *Wall Street Journal*, organe de l'impérialisme américain, daté du 17 juin 2022 et écrit par une membre de son comité de rédaction, revient sur la violence politique qui monte aux Etats-Unis et essaie de banaliser l'assaut du 6 janvier. On y lit (13) :

« L'émeute du 6 janvier a été un événement dramatique, impliquant des militants d'extrême droite marginaux. Les incendies de centres de grossesse (*référence à des incendies volontaires de centres opposés à l'avortement*) ont été tout aussi dramatiques et impliquaient des militants d'extrême gauche marginaux.

Il faut y ajouter la fusillade lors de l'entraînement de l'équipe républicaine de base-ball du Congrès en 2017, la mort lors de la manifestation à Charlottesville la même année (*un suprémaciste blanc avait foncé en voiture dans une contre-manifestation opposée à une manifestation suprémaciste blanche*), les attaques des antifas, les assassinats de policiers, les fusillades antisémites dans les syna-

(11) Mark Miller, chef d'état-major, a condamné l'assaut du 6 dans un memorandum aux forces armées daté du 12 janvier 2021 :

<https://www.jcs.mil/Portals/36/Documents/JCS%20Message%20to%20the%20Joint%20Force%20JAN%2012%202021.pdf>

(12) Dans une lettre ouverte du 6 septembre 2022, huit anciens ministres de la Défense et cinq anciens chefs d'état-major rappellent que l'armée n'a aucun rôle à jouer dans la transition entre deux présidents : <https://warontherocks.com/2022/09/to-support-and-defend-principles-of-civilian-control-and-best-practices-of-civil-military-relations/>

(13) « The Forest for the Janv. 6 Trees » by K. A. Strassel, *The Wall Street Journal*, 17 juin 2022.

gogues et l'incendie par des émeutiers d'un tribunal de Portland (*lors d'une manifestation à la suite de la mort de George Floyd*). »

Elle poursuit :

« Le Centre pour les études stratégiques et internationales maintient une base de données du terrorisme domestique qu'il définit (à l'instar du gouvernement américain) comme le recours ou la menace de violence par des acteurs non étatiques pour réaliser un but politique. Il rapporte une augmentation significative de tels incidents au cours de manifestations dans les grandes villes en 2020 (*c'est-à-dire pendant les manifestations qui ont suivi la mort de George Floyd*) et 2021 — « *une rupture majeure dans les tendances historiques* » — et souligne que le gouvernement, l'armée et la police en sont de plus en plus les cibles. En 2021, environ 49 % de ces incidents ont été commis par des gens d'extrême droite et 40 % par l'extrême gauche. »

Elle justifie ainsi la violence des groupes proto-fascistes comme une réponse au mouvement révolutionnaire des masses, en particulier noires, et masque au passage deux faits majeurs : le nombre de morts provoqués par l'extrême droite sans commune mesure avec ce qu'elle qualifie de « *violences d'extrême gauche* », et la violence politique de l'Etat.

Cette violence politique de l'Etat s'exprime bien sûr au travers de la répression brutale à laquelle sont confrontées les manifestations. Mais il faut aussi y ajouter les meurtres de Noirs par la police, qui ont la fonction hautement politique de maintenir la terreur dans la population noire, et, au-delà, dans toute la population ouvrière.

L'assassinat le 30 août à 2 heures du matin de Donovan Lewis, couché dans son lit, sans arme, abattu d'une balle et menotté avant toute tentative de réanimation, n'est pas une bavure : c'est une image envoyée à toute la nation, comme l'était la lente agonie de George Floyd sous le genou d'un policier.

LE PARTI DÉMOCRATE ET LES SYNDICATS

Si le Parti républicain s'est maintenu une base sociale et électorale fragile sur la base d'un virage à droite, le Parti démocrate ne tient actuellement que dans son opposition à ce virage.

Comme c'est l'habitude quand le président des Etats-Unis est démocrate, Biden

s'est adressé au congrès de la centrale syndicale américaine AFL-CIO qui s'est tenu du 13 au 15 juin 2022. L'AFL-CIO est en effet un soutien traditionnel du Parti démocrate, dans une situation où Biden ne bénéficie que d'une majorité étriquée au Parlement, qu'il risque de perdre aux élections de mi-mandat, et ne bénéficie d'aucun soutien populaire. Le *Washington Post* daté du 16 juin rend compte de cette intervention en soulignant que les cadres syndicaux de l'AFL-CIO sont « *ce qui se rapproche le plus de ce qui pourrait lui tenir lieu de base* » (14). Et il poursuit en analysant comment son discours, totalement centré sur les projets de grands travaux bloqués par les républicains, tombait à plat devant un auditoire concerné surtout par l'inflation galopante.

Son discours était adressé tout entier à une « classe moyenne » d'ouvriers qualifiés bénéficiant d'emplois industriels protégés, dans une certaine mesure, par l'existence de syndicats. Mais cette base sociale s'évapore, et pour les élections de mi-mandat, comme pour les élections générales de 2024, c'est l'opposition à Trump et au tournant du Parti républicain qui est le moteur de la campagne démocrate.

La direction de l'AFL-CIO et celles de la plupart des syndicats qui en sont membres soutiennent Biden et la majorité démocrate au Congrès du mieux qu'ils le peuvent. Et Biden et les démocrates soutiennent le mouvement de syndicalisation actuel, qui voit les salariés d'un certain nombre de grandes entreprises se doter d'un syndicat : Amazon, Starbucks, Google, pour n'en citer que quelques-unes. Il apporte d'ailleurs un certain nombre de concessions au mouvement syndical, sur le droit à l'organisation en particulier.

Dans un pays où l'enseignement supérieur coûte très cher et oblige les étudiants à prendre des prêts énormes gagés sur leurs salaires futurs, l'annulation d'une part de la dette étudiante va dans le même sens en s'adressant à une couche de salariés qualifiés. Il faut remarquer, d'ailleurs, que cette annulation vise aussi à dégonfler un peu une bulle économique de prêts que l'inflation et l'augmentation des taux d'intérêt menaçait de faire exploser.

(14) « *It's all over but the shouting* », by H. Hewitt, *Washington Post*, 16 juin 2022.

Les nouveaux syndicats créés détonnent cependant dans le paysage des syndicats américains : ils regroupent des salariés souvent peu qualifiés, des manutentionnaires chez Amazon, des serveurs chez Starbucks, jeunes, noirs et latinos. Ce mouvement de syndicalisation reste limité en proportion de la force de travail américaine, mais il indique une disponibilité à la lutte et une volonté d'organisation dans de nouvelles couches de la classe ouvrière américaine. Si, dans l'arène électorale, cela peut être un avantage pour le Parti démocrate, cela présage aussi d'une résistance accrue de ces nouvelles couches sur le terrain de la lutte des classes.

LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT

C'est dans ce climat que les élections de mi-mandat vont se tenir le 8 novembre prochain. Les deux partis de l'impérialisme américain vont s'affronter avec une base sociale et électorale extrêmement fragile. Les primaires républicaines donnent le plus souvent une large victoire aux candidats trumpistes. Concernant les démocrates, les candidats désignés sont généralement issus de l'appareil, et les proches de Bernie Sanders et de DSA sont souvent battus.

Le *Wall Street Journal*, expression presque officielle des intérêts dominants du capital américain, a soutenu Trump tant qu'il a pu, jusqu'au 6 janvier 2021 pour être précis. Dans un éditorial du 11 août 2022 (15), portant sur la perquisition du FBI à la résidence de Trump en Floride, ce journal rejette toute la faute des divisions de la société américaine sur ce qu'il appelle le Marais, c'est-à-dire sur la majorité démocrate et l'appareil d'Etat (reprenant à son compte au passage le terme de *deep state*, état profond, qui désigne dans les écrits d'extrême droite un noyau au cœur de l'Etat qui, contre la volonté du peuple américain, mènerait une politique « de gauche »). On y lit cependant, à propos d'une possible réélection de Trump en 2024 :

« Un deuxième mandat de Trump n'est pas la dernière chose dont le pays a besoin. Mais ça doit être l'avant-dernière (...). Trump II ne serait pas une réédition de Trump I, qui a été une présidence plus substantielle et plus politique que ce que ne veulent bien admettre ses critiques. Trump II serait une guerre civile de quatre ans. Le Marais ne s'assècherait pas. Il

s'approfondirait. La rancœur pourrait tous nous noyer. »

Le capital américain ne soutient pas Biden (ce qui ne veut pas dire que Biden lui résiste, bien au contraire). Il ne veut pas de sa réélection (ou celle d'un autre démocrate) et des concessions même limitées envers la classe ouvrière qu'elle implique. Il veut une attaque frontale contre la classe ouvrière américaine. Mais il est pris en étau dans une crise institutionnelle sans précédent. Il craint une possible victoire de Trump ; il craint surtout les réactions qu'elle entraînerait. Mais aucune figure ne se dégage du côté républicain pour lui succéder, et nul ne sait quelles seront ses réactions et celles de ses partisans aux tentatives judiciaires de l'empêcher de se présenter.

La guerre civile dont parle le *Wall Street Journal* est le mouvement révolutionnaire des masses. Elles se sont mises en marche après la mort de George Floyd, pointant du doigt la responsabilité de l'Etat à travers notamment le mot d'ordre *Defund the police* (arrêter de financer la police). S'il n'y a pas de manifestations massives en ce moment, une lente maturation a lieu dans de nouvelles couches de la classe ouvrière, chez les jeunes, les Noirs, les Latinos, dans les couches les plus exploitées, chez Amazon ou Starbucks.

La fondation *Black Lives Matter*, créée de façon opportuniste au moment des manifestations George Floyd et qui s'était totalement alignée sur la candidature Biden, est engluée dans une procédure pour détournement de fonds et apparaît pour ce qu'elle a toujours été : un paravent érigé à la hâte pour profiter de la situation.

La réalité de ce mouvement était et demeure dans les groupes de Noirs, de jeunes qui ne se voient aucun avenir dans ce système, et qui se rencontrent, de façon peu ou pas coordonnée, pour réagir à la situation qui leur est faite. Ce mouvement est profond et resurgira sous une forme ou sous une autre dans la prochaine période. C'est dans ces couches qui se mettent en mouvement, dans les syndicats et en dehors, que se construira le parti révolutionnaire.

Devan Sohier
9 septembre 2022

(15) « The Swamp's Trump Obsession », by D. Henninger, *The Wall Street Journal*, 11 août 2022.

La déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale du 26 février 2022 titrée « La guerre au cœur du continent européen » (cf. *Informations ouvrières*, n° 695, pages 8 et 9) cite un court extrait d'un texte de Léon Trotsky (« La question ukrainienne »).

Nous avons décidé, vu son importance et l'actualité des questions qui y sont abordées, de le publier intégralement et de verser son contenu à la réflexion de nos lecteurs. Précisons : les intertitres sont de la rédaction de *La Vérité*. Les notes sont celles qui figurent dans l'édition des *Œuvres* (tome 21), elles sont publiées intégralement.

La question ukrainienne ⁽¹⁾

Léon Trotsky
(22 avril 1939)

LA question ukrainienne, que bien des gouvernements, bien des « socialistes » et même bien des « communistes » se sont efforcés d'oublier et de reléguer au fin fond de l'histoire, vient d'être mise à l'ordre du jour, cette fois avec une force redoublée. La toute récente aggravation du problème ukrainien se trouve liée très intimement à la dégénérescence de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste, aux succès du fascisme et à l'approche de la prochaine guerre impérialiste. Crucifiée par quatre Etats (2), l'Ukraine occupe à présent dans les destinées de l'Europe la même position que la Pologne autrefois, à cette différence près que les relations internationales sont infiniment plus tendues maintenant et que les rythmes des événements s'accroissent. La question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe. Ce n'est pas pour rien que Hitler a d'abord soulevé bruyamment la question de la constitution d'une « Grande Ukraine », pour ensuite s'empresse de l'enterrer furtivement (3).

La II^e Internationale, qui exprime les intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières des Etats impérialistes, a complètement méconnu la question ukrainienne. Il suffit de rappeler que Rosa Luxemburg, malgré sa brillante intelligence et son esprit vraiment révolutionnaire, a pu affirmer que la question ukrainienne était l'invention d'une poignée d'intellectuels. Cette prise de position a même laissé une profonde empreinte sur le parti communiste polonais. La ques-

tion ukrainienne a été considérée par les chefs officiels de la section polonaise de l'Internationale communiste plutôt comme un obstacle que comme un problème révolutionnaire. D'où les efforts opportunistes déployés en permanence pour échapper à cette question, pour l'écartier, pour la passer sous silence ou la renvoyer à un avenir indéterminé.

(1) Article (T 4565) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Ce texte daté du 22 avril 1939 figure dans le tome 21 des *Œuvres* de Léon Trotsky, Ed. I.L.T., pages 123 à 131 (*Ndlr*).

(2) L'Ukraine — les terres ukrainiennes — était alors partagée de fait entre l'URSS, la Pologne, la Roumanie et la Hongrie.

(3) Trotsky fait allusion ici à la politique de Hitler vis-à-vis de la question ukrainienne, qui commence après Munich et se termine avec le dépècement de la Tchécoslovaquie en mars 1939. La partie ukrainienne de la Tchécoslovaquie, la Ruthénie, avait été dotée de l'autonomie et son gouvernement, présidé par Mgr Volosin avec J. Revay, appuyé sur la milice nationale Sitch, était devenu le centre d'agitation et d'organisation du nationalisme ukrainien sous l'aile allemande : tel quel, l'Etat ruthène était incapable d'exister de façon indépendante, mais il était une tête de pont vers l'Ukraine soviétique, prenant même en janvier 1939 le nom d'Ukraine carpathique : le gouvernement de Chust (le village devenu capitale) avait pris des contacts avec tous les milieux blancs émigrés. C'est probablement au début de 1939 que, dans le cadre du plan visant au rapprochement avec l'URSS, le gouvernement allemand abandonna les projets de « Grande Ukraine » — qui avaient été le thème et l'orchestration du gouvernement de Chust — en faveur du dépècement de la Tchécoslovaquie. L'armée allemande occupa la Bohême et la Moravie le 15 mars ; le 16, avec l'autorisation de Berlin, l'armée hongroise occupa la Ruthénie qu'elle allait annexer. Il n'était plus question de « Grande Ukraine ».

LA POSITION DES BOLCHEVIKS SUR L'UKRAINE, PUIS SA NÉGATION PAR LE STALINISME

Le parti bolchevique était parvenu non sans difficultés et petit à petit, sous la pression incessante de Lénine, à se faire une idée juste de la question ukrainienne. Le droit à l'auto-détermination, c'est-à-dire à la séparation, a été étendu par Lénine aussi bien aux Polonais qu'aux Ukrainiens : il ne reconnaissait pas de nations aristocratiques. Il considérait comme une manifestation de chauvinisme grand-russe toute tendance à éliminer ou à différer le problème d'une nationalité opprimée.

Après la prise du pouvoir, il y eut au sein du parti bolchevique une lutte sérieuse au sujet de la solution des nombreux problèmes nationaux hérités de la vieille Russie tsariste. En sa qualité de commissaire du peuple aux Nationalités, Staline représentait invariablement la tendance la plus centraliste et bureaucratique. Ce fut particulièrement net à propos de la question géorgienne et de la question ukrainienne. La correspondance sur ces questions n'a pas encore été publiée. Nous comptons publier la toute petite partie qui se trouve à notre disposition (4). Chaque ligne des lettres et propositions de Lénine vibre de l'insistance qu'il met à ce qu'on fasse droit, dans la mesure du possible, à ces nationalités opprimées. Dans les propositions et déclarations de Staline, au contraire, la tendance au centralisme bureaucratique est invariablement marquée. A seule fin d'assurer des « besoins administratifs », lisez les intérêts de la bureaucratie, les revendications les plus légitimes des nationalités opprimées ont été caractérisées comme manifestations de nationalisme petit-bourgeois. On a pu observer tous ces symptômes dès 1922-1923. Mais, depuis cette époque, ils se sont développés de façon monstrueuse et ont conduit à l'étrangement complet de tout développement national indépendant des peuples de l'URSS.

Selon la conception du vieux parti bolchevique, l'Ukraine soviétique était destinée à devenir un axe puissant autour duquel s'uniraient les autres fractions du peuple ukrainien. Il est incontestable que, durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante attraction également du point de vue national et qu'elle éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale,

asservie à la Pologne. Mais, au cours des années de réaction thermidorienne, la position de l'Ukraine soviétique et, en même temps, la manière de poser la question ukrainienne dans son ensemble furent profondément modifiées. Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais, en Ukraine, les choses ont été compliquées encore par le massacre des espérances nationales. Nulle part les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratique n'assumèrent un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine, dans la lutte contre les puissantes aspirations profondément enracinées des masses ukrainiennes à plus de liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique devint une subdivision administrative d'une entité économique et une base militaire de l'URSS. Sans doute la bureaucratie élève-t-elle des statues à Chevtchenko (5), mais seulement dans le but d'écraser plus complètement le peuple ukrainien de leur poids et de l'obliger à chanter dans la langue de *Kobzar* (6) des éloges de la clique de violeurs du Kremlin.

A l'égard des parties de l'Ukraine qui sont actuellement hors des frontières de l'URSS, l'attitude du Kremlin est aujourd'hui la même qu'à l'égard de toutes les nationalités opprimées, de toutes les colonies et semi-colonies, c'est-à-dire (*qu'elle les considère comme*) une petite monnaie d'échange dans ses combinaisons impérialistes. Au dernier XVIII^e Congrès du parti « communiste », Manouïlsky (7), l'un des renégats les plus répugnants du communisme ukrainien, a déclaré tout à fait ouver-

(4) Ces lettres, déposées à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, ont été publiées dans les deux volumes des Trotsky's Papers à La Haye. Quelques années plus tôt, Trotsky n'aurait pas laissé passer ici l'occasion de rappeler le soutien que Lénine avait apporté à Rakovskiy.

(5) Tarass H. Chevtchenko (1814-1861), poète ukrainien, professeur à Kiev, organisateur de la Fraternité de Cyrille et Méthode, partisan d'une Ukraine nationale profondément réformée, est le père du nationalisme ukrainien moderne.

(6) *Kobzar* est le titre d'un célèbre recueil de poèmes de Chevtchenko publié juste avant son exil en 1840.

(7) Dimitri Z. Manouïlsky (1883-1952), qui avait été compagnon d'exil de Trotsky à Paris et son collaborateur à *Naché Slovo*, était devenu sous Staline l'un des secrétaires de l'I.C., exécutant sans personnalité. C'était le 11 mars 1939 qu'il avait prononcé son rapport sur l'I.C. au congrès du parti russe.

tement que non seulement l'URSS, mais également le Comintern, refusent de revendiquer l'émancipation nationale des peuples opprimés lorsque leurs oppresseurs ne sont pas parmi les ennemis de la clique dirigeante de Moscou. Aujourd'hui, Staline, Dimitrov (8) et Manouïlsky défendent l'Inde contre le Japon, mais pas contre l'Angleterre. On est disposé à céder pour toujours l'Ukraine occidentale à la Pologne en échange d'un accord diplomatique qui semble aujourd'hui profitable aux bureaucrates du Kremlin. Le temps est loin où ils n'allaient pas, dans leur politique, au-delà de combinaisons épisodiques.

Il ne subsiste rien de la confiance et de la sympathie d'antan des masses d'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute récente « épuration » sanglante en Ukraine, personne, à l'Ouest, ne désire plus devenir partie intégrante de la satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les masses ouvrières et paysannes d'Ukraine occidentale, de Bukovine, d'Ukraine subcarpatique, sont en pleine confusion. Où se tourner ? Que revendiquer ? Et tout naturellement, du fait de cette situation, la direction glisse aux mains des plus réactionnaires des cliques ukrainiennes qui expriment leur « nationalisme » en cherchant à vendre le peuple ukrainien à l'un ou l'autre des impérialismes en échange d'une promesse d'indépendance fictive. C'est sur cette tragique confusion que Hitler fonde sa politique dans la question ukrainienne. Nous l'avons dit autrefois : sans Staline (c'est-à-dire sans la fatale politique du Comintern en Allemagne), il n'y aurait pas eu Hitler. Nous pouvons maintenant ajouter : sans le viol de l'Ukraine soviétique par la bureaucratie stalinienne, il n'y aurait pas de politique hitlérienne pour l'Ukraine.

HITLER, STALINE ET L'UKRAINE

Nous n'allons pas nous attarder ici à analyser les motifs qui ont poussé Hitler à rejeter, au moins pour le moment, le mot d'ordre d'une Grande-Ukraine. Il faut en chercher les raisons d'une part dans la politique de brigandage de l'impérialisme allemand, d'autre part dans la crainte d'évoquer des démons qui pourraient se révéler difficiles à exorciser. Hitler a fait cadeau aux bouchers hongrois de l'Ukraine subcarpathique (9). Et cela s'est fait, sinon avec l'approbation ouverte de Moscou, du moins avec la

conviction qu'elle allait suivre. C'est comme si Hitler avait dit à Staline : « *Si je me prépare à attaquer demain l'Ukraine soviétique, j'aurais gardé entre mes mains l'Ukraine subcarpatique.* » En guise de réponse, Staline, au XVIII^e Congrès (10), a pris ouvertement la défense de Hitler contre les calomnies des « démocraties » occidentales. Hitler se propose d'attaquer l'Ukraine ? Que non ! Se battre contre Hitler ? Il n'y a aucune raison. Manifestement, Staline interprète la remise de l'Ukraine subcarpatique à la Hongrie comme un geste de paix (11).

Cela veut dire que les différentes fractions du peuple ukrainien ne sont devenues ni plus ni moins qu'une monnaie d'échange pour les machinations internationales du Kremlin. La IV^e Internationale doit clairement comprendre l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées non seulement de l'Europe sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe tout entière. Nous avons affaire à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité, qui a une population égale à celle de la France, qui occupe un territoire exceptionnellement riche et qui, de surcroît, est de la plus grande importance stratégique. La question du sort de l'Ukraine est posée dans toute son ampleur. Il faut un mot d'ordre clair et précis, qui corresponde à la situation nouvelle. A mon avis, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul mot d'ordre de ce type : *pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante !*

Ce programme est tout d'abord en opposition inconciliable avec les intérêts des trois puissances impérialistes, Pologne, Roumanie et Hongrie. Il n'y a que les indécrottables imbéciles pacifistes pour croire que l'éman-

(8) Georgi V. Dimitrov (1882-1949), ancien dirigeant du parti social-démocrate des *tesnjaki* — proche du bolchevisme — et des syndicats bulgares, ancien responsable du bureau de Berlin de l'I.C., avait été le héros du procès de Leipzig en 1933 ; il était depuis la figure de proue en même temps que le secrétaire général de l'I.C.

(9) Lors de l'occupation de la Ruthénie par l'armée hongroise (cf. note 3 ci-dessus), cette dernière se livra à plusieurs massacres dans des villages peuplés d'Ukrainiens.

(10) Le rapport de Staline au XVIII^e Congrès fut présenté le 10 mars 1939.

(11) Staline avait notamment insisté dans son discours sur la publicité donnée par la presse occidentale à l'Ukraine carpathique et à ses projets de « Grande Ukraine », publicité destinée selon lui à pousser l'Allemagne à attaquer l'URSS — ce qu'elle n'avait pas fait puisqu'elle avait laissé la Hongrie annexer la Ruthénie.

cipation et l'unification de l'Ukraine puissent être réalisées par des moyens diplomatiques pacifiques, des référendums, des décisions de la Société des Nations, etc. Ils ne valent naturellement pas mieux les uns que les autres, tous ces « nationalistes » qui proposent de résoudre la question ukrainienne en utilisant un impérialisme contre l'autre. Hitler a donné une leçon hors de prix à ces aventuriers en livrant (pour combien de temps ?) l'Ukraine subcarpathique aux Hongrois, qui se sont empressés de massacrer un grand nombre de ces Ukrainiens pleins de confiance. Pour autant que l'issue dépende de la force militaire des Etats impérialistes, la victoire de l'un ou l'autre bloc ne peut signifier qu'un nouveau démembrement et un asservissement plus brutal encore du peuple ukrainien. Le programme de l'indépendance ukrainienne à l'époque de l'impérialisme est directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne. Il serait criminel d'entretenir en la matière quelque illusion que ce soit.

Mais l'indépendance d'une Ukraine unifiée signifierait la séparation de l'Ukraine de l'URSS, vont s'écrier en chœur les « amis » du Kremlin. Qu'y a-t-il de si terrible ? répondons-nous. L'adoration béate des frontières des Etats nous est totalement étrangère. Nous ne soutenons pas la thèse d'un tout « un et indivisible ». Après tout, la Constitution de l'URSS elle-même reconnaît le droit à l'autodétermination aux peuples fédérés qui la composent, c'est-à-dire le droit à la séparation. Ainsi, même l'oligarchie toute-puissante du Kremlin n'ose pas nier ce principe. Il ne subsiste sans doute que sur le papier : la moindre tentative de soulever ouvertement la question d'une Ukraine indépendante entraînerait l'exécution immédiate pour trahison. Mais c'est précisément cette suppression sans vergogne de toute pensée nationale libre qui a conduit les masses travailleuses de l'Ukraine, plus encore que les masses de la Grande-Russie, à considérer le gouvernement du Kremlin comme une oppression monstrueuse. Devant une telle situation intérieure, il est naturellement impossible de parler d'une Ukraine occidentale se rattachant volontairement à l'URSS telle qu'elle est actuellement. En conséquence, l'unification de l'Ukraine présuppose l'affranchissement de l'Ukraine dite « soviétique » de la botte stalinienne. En ce domaine aussi, la clique bonapartiste ne récoltera que ce qu'elle aura semé.

« Mais cela ne signifierait-il pas un affaiblissement militaire de l'URSS ? » vont hurler, épouvantés, les « amis » du Kremlin. Nous répondons que l'URSS est affaiblie par les tendances centrifuges sans cesse grandissantes qu'engendre la dictature bonapartiste. En cas de guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l'écroulement de toutes les conquêtes sociales d'Octobre. L'origine de ces dispositions défaitistes se trouve au Kremlin. D'autre part, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu'en vertu de ses intérêts propres, un puissant rempart au sud-ouest de l'URSS. Plus vite la caste bonapartiste d'aujourd'hui sera minée, renversée, écrasée et balayée, plus solide deviendra la défense de la république soviétique et plus certain son avenir socialiste.

POUR UNE UKRAÏNE OUVRIÈRE ET PAYSANNE INDÉPENDANTE

Il est évident qu'une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante pourrait ultérieurement rejoindre la fédération soviétique, mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle jugerait elle-même acceptable, ce qui présuppose à son tour une régénéscence révolutionnaire de l'URSS. L'émancipation véritable du peuple ukrainien est inconcevable sans une révolution ou une série de révolutions à l'Ouest, qui devraient, à la fin, conduire à la création des Etats-Unis soviétiques d'Europe. Une Ukraine indépendante pourrait rejoindre et certainement rejoindrait cette fédération en tant que partenaire égal. La révolution prolétarienne en Europe, à son tour, ne laisserait pas une pierre de la révoltante structure du bonapartisme stalinien. En ce cas, l'union la plus étroite entre les Etats-Unis soviétiques d'Europe et l'URSS régénérée serait inévitable et présenterait des avantages infinis pour les continents européen et asiatique, comprenant également l'Ukraine. Mais nous glissons ici vers des questions de second ou de troisième ordre. La question principale est la garantie révolutionnaire de l'unité et de l'indépendance d'une Ukraine ouvrière et paysanne dans la lutte contre l'impérialisme, d'une part, et contre le bonapartisme de Moscou, de l'autre.

L'Ukraine est particulièrement riche et expérimentée dans les voies erronées de la lutte pour son émancipation nationale. Là, on a tout essayé : la Rada petite-bourgeoise

et Skoropadsky, et Petlioura et l'« alliance » avec les Hohenzollern et les combinaisons avec l'Entente (12). Après toutes ces expériences, il n'y a plus que des cadavres politiques pour continuer à placer leurs espoirs dans l'une des fractions de la bourgeoisie ukrainienne en tant que dirigeante de la lutte nationale pour l'émancipation. Seul le prolétariat ukrainien est à même, non seulement de résoudre cette tâche — qui est révolutionnaire par son essence même —, mais aussi de prendre une initiative pour la résoudre. Le prolétariat et le prolétariat seul peut rallier autour de lui les masses paysannes et l'intelligentsia nationale authentiquement révolutionnaire.

Au début de la dernière guerre impérialiste, les Ukrainiens Melenevsky (« Basok ») et Skoropis-Ieltoukhovsky (13) essayèrent de placer le mouvement de libération ukrainien sous l'aile du général des Hohenzollern, Ludendorff (14). Ce faisant, ils se couvraient de phrases « de gauche ». Les marxistes révolutionnaires ont chassé ces gens-là d'une seule bourrade. C'est ainsi que les révolutionnaires doivent continuer à se comporter à l'avenir. La guerre qui vient va créer une atmosphère favorable à toutes sortes d'aventuriers, faiseurs de miracles et chercheurs de toison d'or. Ces messieurs, qui aiment particulièrement se chauffer les mains aux questions nationales, ne doivent pas être admis à portée de canon dans le mouvement ouvrier. Pas le moindre compromis avec l'impérialisme, qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient réactionnaires-cléricaux ou pacifistes libéraux ! Pas de « Fronts populaires » ! Indépendance totale du parti prolétarien en tant qu'avant-garde des travailleurs !

C'est ce qui me semble une politique juste dans la question ukrainienne. Je parle

ici personnellement et en mon nom propre. La question doit être ouverte à la discussion internationale. La toute première place dans cette discussion doit revenir aux marxistes révolutionnaires ukrainiens (15). Nous écouterons leurs voix avec la plus grande attention. Mais ils feraient bien de se hâter. Il ne reste que peu de temps pour se préparer !

(12) La Rada (ou conseil) formée de nationalistes modérés et de conciliateurs, avait pris le pouvoir en Ukraine en février 1937. Pavel P. Skoropadsky (1873-1945), général en 1914 dans l'armée du tsar, se souleva après octobre 1917 et prit le titre d'ataman (herman en allemand) d'Ukraine, où il gouverna au compte de l'occupant allemand. Il s'enfuit en novembre 1918. Semion V. Petlioura (1879-1926), ancien social-démocrate devenu nationaliste, membre de la Rada, fut le chef de son armée, puis l'inspirateur du Directoire qui gouverna l'Ukraine pendant un temps. Battu par l'Armée rouge, il se réfugia en Pologne et bénéficia de l'appui de Pilsudski et de l'Entente lors de l'offensive polonaise contre la Russie soviétique en 1920, où il commandait des unités ukrainiennes et se présentait en « libérateur ».

(13) M. I. Melenevsky, dit Basok (1879-1938), et Oleksander Skoropis-Ieltoukhovsky, d'abord membres du parti révolutionnaire ukrainien, avaient fondé en 1904 l'Union social-démocrate ukrainienne. En 1914, sous la protection de l'armée allemande, ils avaient fondé à Lemberg (Lviv ou Lvov) une Union pour la libération de l'Ukraine et, au cours de la guerre, avaient été placés à des fonctions administratives dans les territoires ukrainiens occupés par l'armée allemande.

(14) Erich von Ludendorff (1865-1937), général prussien, était quartier-maître général au grand état-major du Reich allemand à l'époque du dernier empereur Hohenzollern, Guillaume II. Profondément réactionnaire, il était l'un des chefs militaires les plus politiques.

(15) Toute une génération de marxistes ukrainiens avait été exterminée par Staline en URSS. Trotsky ne pouvait l'ignorer et son appel s'adressait aux « marxistes révolutionnaires » des autres pays. L'un d'entre eux au moins, et non le moindre, partageait l'analyse de Trotsky sur la question de l'indépendance de l'Ukraine. Roman Rosdolsky (1897-1967), entré en 1915 dans le mouvement révolutionnaire, puis dirigeant du PC d'Ukraine occidentale, était en liaison avec la section polonaise de la IV^e Internationale. Il enseignait à l'université de Lvov (Lviv ou Lemberg).

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

